

Le cri du cœur de M. Ridley

ON peut naître, aristocrate sans jamais devenir un gentleman. M. Nicholas Ridley, ministre britannique du commerce et de l'industrie, vient, à ses dépens, d'en fournir la preuve irréfutable. En vitupérant contre le « racket allemand » sur l'Europe, en qualifiant les Français de « caniches » et les européens de « politiciens au rabais », en comparant la Commission de la CEE à « Adolf Hitler », le proche collaborateur de M. Thatcher a soulevé, de Bonn à Bruxelles, en passant par Strasbourg et Paris, la même indignation stupéfaite. M. Ridley eut beau « après réflexion » renier ses jugements, tandis que « Meggie » le désavouait aussitôt, le mal est fait. D'autant que M. Thatcher n'a pas jugé bon de donner congé à son ministre indiscipliné.

Faut-il soupçonner le chef du gouvernement britannique de partager en secret les craintes et les préjugés anti-allemands et anti-européens exprimés avec fracas par M. Ridley? S'agissant de l'Allemagne, il est notoire que le courant ne passe pas entre M. Thatcher et le chancelier Kohl. En fidèle représentante d'une partie de la classe politique britannique, M. Thatcher accepte mal l'inductible déclin de l'Empire. Elle déserte encore plus, quarante-cinq ans après la défaite du nazisme, la vision d'une Europe dominée par un géant allemand à l'économie insolentement prospère.

BREF, la Dame de fer a la fleur de peau, comme on le voit, notamment, l'ardeur qu'elle met à plaider la cause de la Pologne, dont elle dit partager l'inquiétude à propos de la frontière Oder-Neisse. Sa méfiance vis-à-vis de l'Allemagne, il est vrai, dans une longue tradition germanophobe qui frise parfois l'antisémitisme. A la différence de ce qui s'est passé entre la France et l'Allemagne - depuis Adenauer et de Gaulle jusqu'au chancelier Kohl et au président Mitterrand - Bonn et Londres n'ont jamais solennellement tourné la page sur un passé douloureux.

Outre-Manche, l'anti-germanisme primaire est toujours prompt à renaître, entretenu par une certaine presse populaire, à coups de caricatures et de stéréotypes chauvins contre les buveurs de bière arrogants et belliqueux. On l'a encore vu lors du Mondial de football...

NOMBRE de Britanniques, Dieu merci, désapprouvent les propos d'un ministre qui n'est d'ailleurs pas à son coup d'essai. Les dirigeants travaillistes, d'autant plus révoltés qu'ils sont des convertis de fraîche date à la cause de l'Europe, ont démissionné d'un homme qu'on voit mal désormais négocier sans dommage à Bruxelles ou à Bonn. Les conservateurs, eux, restent divisés envers l'unification allemande et la construction européenne.

Il leur faudra pourtant prendre en compte l'évolution de l'Angleterre profonde. Selon un récent sondage, la majorité des Britanniques sont maintenant acquis à l'Europe. Tous doivent se souvenir que l'Allemagne, si puissante qu'elle soit redevenue, se compte depuis plus de quatre décennies en authentique démocratie. La meilleure façon de préserver cet acquis est de lui réserver au cœur de l'Europe la place qui lui revient. Sans plus, mais sans arrière-pensées d'un autre âge.

Lire nos informations page 3

M 0147-7140-5.00 F



Le départ de M. Eltsine et des réformateurs radicaux à la fin du XXVIII^e congrès M. Gorbatchev veut s'appuyer sur l'appareil d'Etat beaucoup plus que sur le Parti communiste

Le XXVIII^e congrès du PC soviétique devait s'achever vendredi 13 juillet par un nouveau discours de M. Gorbatchev, après le vote des statuts du parti et l'élection, à bulletins secrets, du nouveau comité central. La journée de jeudi avait vu la sortie spectaculaire de M. Eltsine, qui, refusant le siège qu'on lui offrait dans cette instance, a annoncé son départ du parti, suivi, vendredi, par les maires de Moscou et de Leningrad. Sans aller aussi loin, plusieurs de ses amis de la Plate-forme démocratique ont annoncé leur intention de se constituer

en « structure indépendante » au sein du PC. Parallèlement, les conseillers de M. Gorbatchev confirment son intention de s'appuyer encore plus qu'auparavant sur ses pouvoirs de chef d'Etat pour gouverner le pays.

De la stratégie à la tactique

MOSCOU

de notre correspondant

Les conservateurs n'ont pas réussi à faire de ce congrès l'instrument d'une restauration et, ce danger passé, tout le monde s'en va. Car, si M. Eltsine a été seul à annoncer officiellement, jeudi 12 juillet, qu'il quittait purement et simplement le parti, s'il a su créer ainsi l'événement et si sa popularité, déjà immense, va en être décuplée, il n'est pas le seul, loin de là, à abandonner ce navire en perdition.

Sans parler des militants de base dont tout indique que l'hémorragie va s'accroître brutalement, ce sont en effet tous les hommes de

la perestroïka qui, chacun à sa manière, partent. Dans les prochaines semaines sera annoncée la mise en place d'un véritable appareil présidentiel - non plus une équipe de conseillers personnels, mais de véritables cellules de travail, secteur par secteur, chargées non seulement d'élaborer une politique, mais aussi de la faire appliquer.

C'est la Maison Blanche ou l'Élysée de l'URSS, une synthèse des deux en fait, qui se crée. On va récupérer des locaux actuellement affectés aux fonctionnaires du comité central. M. Alexandre Iakovlev, maître penseur de la perestroïka, va devenir ce qu'on appellerait, à Paris ou Washington, le « secrétaire général de la

présidence ». Bref, après avoir brisé les reins aux conservateurs, réaffirmé son autorité sur l'appareil, s'être fait réélire et avoir fait élire, en la personne de M. Iakovlev, un secrétaire général adjoint chargé de la gestion quotidienne du parti, M. Gorbatchev passe au Kremlin - avec armes et bagages.

Non pas, bien sûr, qu'il rende sa carte. Mais l'objectif est d'imposer au plus vite l'image d'un président de tout le pays, au-dessus des partis et des courants, en sa qualité de secrétaire général, membre de droit du bureau politique, ni ministre des affaires étrangères, ni ministre des affaires étrangères, ni M. Medvedev, responsable de l'idéologie, aucun donc de ses plus proches collaborateurs de la direc-

tion sortante, ne devraient s'y représenter. Ils vont demeurer, pour les deux premiers en tout cas, des hommes politiques de premier plan, mais ils ne seront plus pour autant des dirigeants du parti.

Avant-hier, la notion même d'« homme politique » était étrangère à l'URSS. Hier, on ne pouvait l'être sans être, en même temps, dirigeant du parti. Aujourd'hui, il vaut mieux, pour prétendre à diriger l'Etat, n'être pas à la tête du PCUS.

BERNARD GUETTA
Lire la suite page 4
et l'article de MICHEL TATU
« La revanche de Boris Eltsine »

RDA : le temps des dépouilles

La restructuration de l'économie est-allemande, pilotée par « ceux de l'Ouest », a commencé. Choix douloureux et bonnes affaires

Les premiers soubresauts de la restructuration économique se font sentir en RDA. Les graves se multiplient, le chômage explose. Les grands groupes de RFA font main basse sur les secteurs les plus rentables. Une délégation française conduite par le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, n'a pu que constater, cette semaine à Berlin, la difficulté pour des étrangers de prendre pied en RDA, malgré les discours officiels.

BERLIN

de notre envoyée spéciale

Numéro 6, Alexanderplatz, l'immeuble porte encore, en haut de sa plate-forme, son ancien nom : « Maison de l'électrotechnique ». Au rez-de-chaussée, c'est l'agence principale de la Deutsche Bank, dont les vitrines ont été défoncées dans la nuit du 1^{er} juillet par la pression de la foule, avides de recevoir ses premiers deutschemarks. Il faut passer par la Deutsche Bank pour accéder aux locaux du Treuhändersamt, le lieu où va se jouer

toute la restructuration de l'économie est-allemande. Le Treuhändersamt, comme on l'appelle pour faire court, est un organisme modelé sur le trust anglo-saxon, qui regroupe l'ensemble du secteur public est-allemand.

Étrange géant que ce Treuhändersamt : il a reçu en gérance la bagatelle de 8 000 combinats et entreprises « propriété d'Etat », qui représentent environ 80 % de l'économie est-allemande et quatre millions d'emplois. Sa mission, définie en toutes lettres par la loi votée le 17 juin au Parlement est-allemand, est de réorganiser et de privatiser cet ensemble disparate. Mais, dans les jours et les semaines qui viennent, le Treuhändersamt doit avant tout éviter un banditisme généralisé de l'appareil productif est-allemand.

Fin juin, les entreprises ont payé leurs salariés avec leurs propres marks est. La plupart d'entre elles ne savent pas comment elles vont payer les salaires de juillet. La production est complètement désorganisée. Les fournisseurs ne livrent plus, les clients n'achètent plus. Dans le

secteur des biens de consommation, il est devenu impossible d'écouler la marchandise fabriquée en RDA : mieux présentés et moins chers, les produits de l'Ouest ont évincé en quelques jours leurs concurrents locaux. Dans l'industrie, les branches qui travaillaient pour l'Est sont dans l'incertitude : le commerce enroulé convertibles ne se prolongera pas au-delà de la fin de l'année. Pourront-elles ensuite se faire payer en deutschemarks?

Bref, le choc de l'unification monétaire risquait fort de tuer, en un été, l'industrie de ce qui fut l'économie modèle du bloc de l'Est. Il fallait donc en urgence apporter de la trésorerie aux entreprises. Dès la fin juin, on annonçait que les banques allaient mettre dans le circuit entre 7 et 10 milliards de marks.

SOPHIE GHERARDI

Lire la suite page 19 et l'article d'HENRI DE BRESSON
« Mécontentement social en RDA et frénésie d'achat en RFA »

Les premiers réfugiés albanais sont arrivés à Brindisi



En dépit de quelques échauffourées au moment de l'embarquement dans le port de Durres, le transfert des Albanais réfugiés dans les ambassades occidentales de Tirane s'est déroulé dans le calme, et les premiers bateaux arrivaient, vendredi 13 juillet au matin, à Brindisi. Le premier bateau arrivait de l'ambassade de France car-ferry ayant à son bord les 500 réfugiés de l'ambassade de France ont fait directement route vers Marseille, où il devrait arriver dans la journée de dimanche. Les représentants des pays de la CEE à Rome ont d'autre part évoqué, sur proposition allemande, la possibilité de fermer pendant quelques semaines leurs ambassades à Tirane, pour prévenir tout nouvel afflux de réfugiés.

Lire nos informations et l'article de PATRICE CLAUDE
« Un nouvel afflux, cinq siècles après, en Italie », page 3

Le musicien masqué

Jean-Michel Jarre jouera samedi à la Défense
mais personne ne le verra

Comme les personnages de la page jeux du Journal de Mickey, Jean-Michel Jarre peut se dessiner en rejoignant les chiffres. Les cinquante millions de disques vendus dans le monde; En attendant Cousteau, son dernier album qui entre directement dans le Top Albums français après avoir atteint en première semaine le numéro 20 de son homologue britannique. Manque encore le nombre des spectateurs qui assisteront à son spectacle, le 14 juillet à la

Défense. Le ciel a encore son mot à dire sur la question, les précipitations pouvant freiner l'ardeur des amateurs qui, de toute façon, se comptent par centaines de milliers.

Il y a un mois, la sortie de En attendant Cousteau s'est déroulée selon le rituel habituellement réservé aux rock-stars anglo-saxonnes : sortie simultanée dans le monde entier, audiences de presse à la chaîne dans un palais parisien.

THOMAS SOTINEL
Lire la suite page 12

J.B. LIVINGSTONE
Meurtre
chez les druides
DOSSIERS DE SCOTLAND YARD
Le Rocher

Les « énigmes » de l'été
Un nouveau Sherlock Holmes :
le très british inspecteur Higgins.

« Dans le genre "fais-moi de l'A-ga-tha"
on ne peut pas trouver mieux. »
Pierrette Rosset "Elle"

J.B. LIVINGSTONE
DOSSIERS DE SCOTLAND YARD

15 TITRES PARUS
Éditions du Rocher

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,30 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 12 KRO; Espagne, 175 PTA; G.-B., 70 p.; Grèce, 180 DR; Irlande, 90 p.; Italie, 2 000 L.; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 180 ESC; Sénégal, 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,70 FS; USA (NY), 1,75 \$; USA (other), 2 \$.

سكنا من الامم

Le
sancti
Dans
conje
12 ju
estin
seme
leur
la dé
adres
perm
paise
dire
de la
retro
qui
1988
tout
1989
intér
annu
1990
née d
favor
que
1,7 %
six pi
Toi
table
derni
moins
le tal
L'IN
relati
patibi
taux
8,7 %
Les
d'adu
la loi
préc
que l
ducti
bre d
peu r
1989
et
d'act
secon
rait à
manu
gressi
1989
leur
rythm
Su
tion
prin
bilis
miers
des
perm
une
3,1 %
d'êve
TVA.

Si
l'éch
franç
prie
tion
Fran
prix
raten
mont
vente
grève
devr
recul
l'étr
inqui
bilis
merc
aidar
La
leurs
pour

R
M
T
que
L
on
E
me
Chi
-T
-A
-T
-a
-a
-a
L
aup
mei
de
L
loi

DÉBATS

Crédits militaires

Ne devançons pas la musique !

par Jean Lecanuet

UN débat singulier, prématuré et convenu semble avoir été lancé au cours des dernières semaines concernant les crédits de la défense.

Ce débat est singulier parce que certains de ses initiateurs ne paraissent pas être, a priori, les personnes les plus qualifiées pour amorcer moins d'un an après qu'elle a été votée par le Parlement, la remise en cause de la référence législative essentielle en matière de défense. La loi de programmation militaire, promulguée à la fin de l'année 1989, « fixe » en effet les crédits d'équipements des armées pour les années 1990-1993.

Ce débat est prématuré puisque l'incertitude parait la donnée majeure qui caractérise la situation stratégique actuelle. Est-il opportun, face aux bouleversements incontrôlés à l'Est et aux menaces destabilisatrices qui s'accumulent dans toute la région méditerranéenne comme en Afrique, d'ouvrir avant terme un débat légallement prévu pour l'ouverture de la première session ordinaire de 1991-1992 ?

Ce débat est, enfin, convenu. La méthode qui consiste, par des annonces anticipées de réductions inductibles des crédits militaires, à préparer les observateurs à des diminutions effectives substantielles quelque moindres que celles annoncées, a été abondamment utilisée en 1989, comme après 1981. La menace de réduction des crédits est destinée à faire apparaître la politique suivie comme un moindre mal.

La modernisation continue de l'armée rouge

Quel que soit l'avenir du mouvement de libéralisation initié par le président Gorbatchev, l'URSS est restée - une très forte puissance militaire. La menace qu'elle représente provient de ses armements, de ses effectifs, de sa proximité géographique et des incertitudes qui pèsent sur son avenir militaire. Le budget militaire soviétique a certes diminué et des redéploiements vers l'arrière d'armements anciens et d'effectifs ont été opérés. Mais ces modifications

aboutissent à la modernisation de toutes les composantes de l'armée soviétique. Cette évolution se poursuit à un rythme qui donne la mesure des limites de notre programmation militaire : l'armée rouge a reçu 2 700 chars modernes en 1989 ; 200 000 tonnes de navires ultramodernes sont entrés en service entre 1988 et 1989 ; 700 chasseurs ont été livrés à l'armée de l'air en 1989 ; une modernisation intensive d'une gamme de missiles sol-sol et sol-air et air-sol unique au monde par sa variété comme par son potentiel s'est poursuivie ; le nombre de têtes nucléaires stratégiques resterait supérieur à 7 000 en cas de succès, puis d'application effective des accords SALT...

Avant d'envisager une diminution de la défense française, il conviendrait d'attendre que soient levées les incertitudes concernant notamment le devenir de l'URSS et de l'Europe de l'Est, les exigences nouvelles de l'Allemagne en voie de réunification, la révision des priorités stratégiques et politiques des Etats-Unis, ainsi que l'accumulation des facteurs politiques et militaires de déstabilisation en Méditerranée. Il convient avant tout de redéfinir la sécurité européenne sur des bases institutionnelles et contractuelles, mais également sur une réalité militaire crédible.

L'hostilité allemande au nucléaire, l'existence d'un fait nucléaire français, la dilution de la riposte graduée et du couplage à la suite de l'obsolescence et de la réduction progressive des forces nucléaires de l'OTAN sont des éléments qui devront être pris en compte dans la nécessaire définition d'un « rôle européen de défense ». Tout concourt à souligner le rôle important et accru que la France devra jouer dans la sécurité européenne.

La définition de ce rôle passe par une révision de notre politique de défense, et notamment de ses éléments qui, sans l'excuse, placent la France en situation spécifique dans la défense de l'Europe. Une telle révision mérite réflexion et débat. Mais au-delà de la recherche

de nouveaux concepts et des économies pouvant résulter de la rationalisation du dispositif militaire, la contribution de la France à la sécurité de l'Europe devra plus que jamais, reposer sur une réalité militaire tangible. C'est la raison pour laquelle l'évocation des conséquences budgétaires réductrices d'une réflexion à peine amorcée et dont tous les éléments ne sont connus, paraît pour le moins prématurée.

Croissance ralentie en France

Toute politique militaire se définit et s'exécute dans le long terme et implique, de ce fait, une stabilité de financements qui n'a pas été la caractéristique majeure des budgets d'équipement des armées depuis 1981 en France. La croissance régulière (supérieure à + 3 %), qui était la marque des budgets d'équipement des armées depuis 1977, s'est ralentie dès les premiers budgets préparés par la gauche arrivée au pouvoir (- 1,17 % en 1983, + 2,06 % en 1984, + 1,37 % en 1985, + 1 % en 1986) pour reprendre après le changement de majorité (+ 11 % en 1987, + 9,9 % en 1988, + 6 % en 1989) et s'effondrer à nouveau dès le budget pour 1990 (1,84 %).

Or, il faut bien voir que ces réductions et ces dotations en accord avec un programme d'équipement dont la cohérence avait - comme il convient - été prévue dans le long terme au milieu des années 70. Ce programme était, dès l'origine, conçu dans une perspective de dépenses aussi raisonnables que possible, dans la mesure où - au service d'une stratégie de suffisance dissuasive - il privilégiait délibérément, et selon certains abusivement, la dissuasion sur l'action.

Tout le monde souhaiterait toucher au plus vite des « dividendes de la paix » dont se prévalent déjà certains leaders socialistes. Mais la participation dans ce domaine à souvent coûté fort cher en sang, en larmes et en argent. Rien n'est plus dangereux que le vide en matière de sécurité. Or, un vide militaire

risque de se créer en Centre-Europe et un vide relatif pourrait émerger en Europe de l'Ouest. L'URSS a poursuivi depuis Staline jusqu'à Gorbatchev la même stratégie : la neutralité militaire de l'Alliance. Qui peut assurer qu'elle y renoncera ? Notre objectif devrait être d'établir, en fait par les traités, un équilibre mutuellement dissuasif et minimal entre l'URSS et l'Europe. Un tel équilibre impliquerait des capacités nucléaires certes au plus bas niveau, mais néanmoins de nature à dissuader - y compris par des armes d'ultime avertissement adaptées - la menace potentielle là où elle demeure, c'est-à-dire en Union soviétique devant et au-delà de l'Oural.

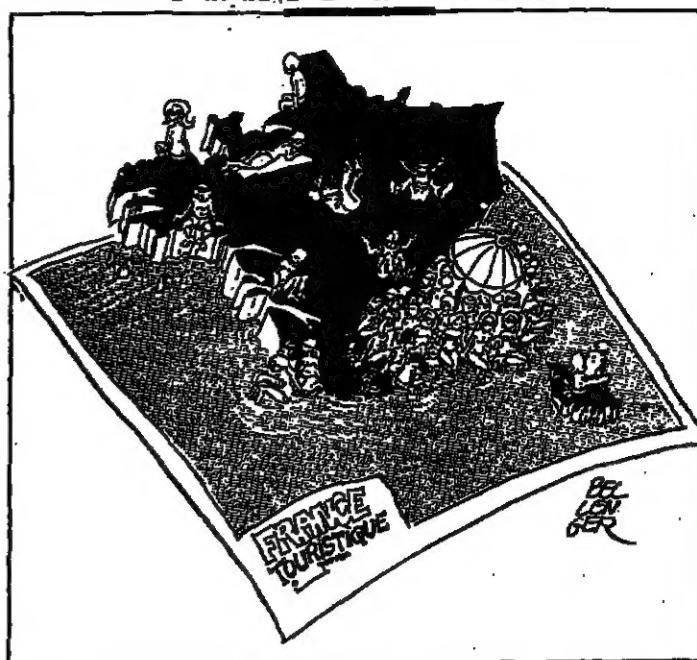
Une imbrication, une coordination, un partage des tâches seront également nécessaires entre les forces nationales des Etats occidentaux. Il ne faut pas se leurrer et faire croire que les nécessaires réorganisations induiront, dans un premier temps, des économies.

Par une programmation des crédits d'équipements militaires révisés à la baisse de 10 % en 1989, par un schématisation des effectifs qui a porté sur quelque 35 000 postes depuis dix ans et dont le prix s'acquie par des contraintes peu admissibles pour les personnels de carrière, par un effort de défense remis en cause de 1983 à 1988, la France a anticipé unilatéralement sur les réductions d'armement. Un seuil a été atteint à partir duquel la poursuite de ces mouvements affecterait substantiellement la cohérence de la capacité militaire du pays.

Le gouvernement a décidé de réorganiser nos armées. C'est sa responsabilité. Mais le devoir du Parlement, et à tout le moins de la majorité sénatoriale, est de lui rappeler que ces changements affecteront un potentiel déjà fragile.

► Jean Lecanuet, est président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat.

TRAIT LIBRE



Tchécoslovaquie

Très proche cousine

par Pierre Albertini

ON assiste à nouveau dans l'intelligentsia tchécoslovaque à un grand élan francophile : la France va-t-elle rester longtemps sourde à de tels sentiments ?

Allons-nous enfin faire quelque chose pour le plus pauvre des pays les plus civilisés d'Europe ? Allons-nous enfin échapper au syndrome de Munich (forfaiture pour laquelle, à ma connaissance, nous n'avons toujours pas présenté d'excuses officielles, alors que le président Havel n'a pas hésité à regretter publiquement l'expulsion des Allemands des Sudètes) et consentir à reconnaître dans le peuple tchèque - laïque, individualiste, aimablement joueur, un tantinet sceptique et railleur, amateur d'art et de tavernes, à la fois prosaïque (pour autant que de poètes !) et idéaliste (pour autant que de dérisions !) - un très proche cousin trop longtemps négligé et qui n'en mérite

que davantage notre soutien et notre affection. Je laisse de côté la question des investissements économiques - mais non sans rappeler que la Tchécoslovaquie a été une des grandes puissances industrielles d'Europe avant 1948 et qu'elle dispose encore d'une population active instruite et adaptable ; que la présence allemande et autrichienne est considérable mais que le gouvernement de Prague ne cache pas son désir de diversifier ses créanciers, et la population, sa crainte de (re)devenir une colonie germanique.

Restent les relations entre particuliers. On doit absolument encourager les voyages, et dans les deux sens. Combien de Français ont entendu parler de la merveilleuse beauté de Prague ? Et si, pour l'instant, les Tchèques et les Slovaques n'ont pas d'argent, il n'est pas interdit à chacun d'entre nous de les héberger en de pratiques avec eux le prêt, voire l'échange d'appartements : cela devrait même pouvoir s'organiser à assez vaste échelle. Sachons accueillir ceux que le désir de connaître anime davantage que la soif de consommer.

Dans la nouvelle Europe, la réciprocité doit être la règle de l'échange : le gouvernement de Prague a décidé la création d'un certain nombre de sections françaises dans des lycées tchécoslovaques (dont le prestigieux lycée Neruda de Mala Strana, à Prague) ; il convient donc que soit développé l'enseignement du tchèque en France. Chacun sait désormais qu'il s'agit d'une des grandes langues littéraires du vingtième siècle (Hasek, Seifert, Hrabal, Havel, Kundera : les nôtres sont-ils plus universels ?), dont la connaissance permet par ailleurs d'entendre la plupart des langues slaves.

Il faut en finir avec l'arrogance, la condescendance et l'inculture qui nous ont tant coûté diplomatiquement et moralement dans l'entre-deux-guerres. La Bohême est depuis le quinzième siècle un des grands foyers de l'humanisme européen, et nous avons beaucoup à y apprendre : Havel n'est pas tombé du ciel. La fin du « kidnapping » de la Tchécoslovaquie est une chance pour toute l'Europe centrale, c'en est aussi une pour nous. Saïsons-la !

► Pierre Albertini est professeur de khagne à Paris.

Accession à la propriété

Pour se loger en centre-ville

par Jean-Jacques Piette

Le prix du terrain atteint des niveaux qui interdisent l'accession à la propriété non seulement aux ménages modestes mais aux catégories moyennes et aux cadres. Ce phénomène qui se généralise dans l'ensemble des grandes villes repousse peu à peu la population active dans les banlieues, les centres-villes étant réservés aux bureaux.

Il faut choisir la ville que l'on veut : uniquement des bureaux et quelques appartements de haut standing, ou bien des logements permettant d'accueillir les différentes catégories sociales, ce qui signifie des logements HLM, des logements sociaux, mais aussi des logements privés, sous forme de foyers exclus des systèmes d'aide actuels.

En ce qui me concerne, je choisis délibérément la deuxième solution et, pour qu'elle soit réalisable, je voudrais faire deux séries de propositions.

La première vise à augmenter l'offre de terrains dans les agglomérations de façon à permettre la construction d'un nombre suffisant de logements et à peser sur les prix. Dans cette optique, une mesure d'ordre réglementaire devrait consister à limiter strictement la construction de bureaux dans les centres-villes et à prévoir, sans attente à la décentralisation, un droit pour l'Etat de se substituer aux collectivités locales pour l'autorisation des permis de construire présentant un intérêt général, qu'il s'agisse de logements sociaux ou non, lorsque ces collectivités ne mettent pas en œuvre les possibilités inscrites dans les POS (plans d'occupation des sols).

Toujours dans cette optique, l'Etat, les collectivités publiques et les entreprises publiques, qui détiennent une part importante des réserves foncières dans les grandes villes, devraient mettre sur le marché pour peser sur les prix.

Enfin, une mesure d'ordre fiscal ne paraît nécessaire. Elle consisterait à l'expiration d'une période plus ou moins longue, mais annoncée à l'avance, laissée aux proprié-

étaires fonciers pour mettre en vente leur terrain, à sanctionner la récession foncière par un allouement de la fiscalité.

Cette première série de propositions ne vise qu'à augmenter l'offre de terrains, pesant ainsi sur les prix du marché. Mais il s'agit aussi de savoir qui pourra acquiescer ces nouveaux logements. La solution du financement doit donner lieu à une nouvelle approche si l'on veut que les catégories de ménages à revenus réintègrent les centres-villes. Depuis la guerre, en France comme dans les pays développés, aucune politique de construction n'a pu être menée sans aide de l'Etat, que celle-ci soit directe, sous forme de bonifications ou de subventions, ou indirecte, sous forme d'aide fiscale.

Considérant que le foncier est l'élément le plus important du prix de revient d'une opération immobilière, je propose qu'une aide spécifique et récupérable soit allouée aux ménages respectant certaines critères de revenus qui voudraient se loger en centre-ville.

Une aide récupérable par l'Etat

L'aide profiterait directement aux ménages accédant à la propriété. Elle serait allouée au bénéficiaire au moment de l'acquisition et pourrait être versée à l'opérateur lors de l'achat du foncier. Cette aide serait, à l'occasion de la première mutation, remboursée à l'Etat par son bénéficiaire, à moins que le deuxième accédant ne remplisse lui-même les conditions pour en bénéficier. Le montant restitué serait déterminé en fonction de l'évolution des prix du foncier, le système organisant, en quelque sorte, un partage des plus-values entre le particulier et l'Etat en proportion de la participation de celui-ci à l'origine de l'opération. La capacité d'intervention de l'Etat est ainsi maintenue dans le temps puisque le retour de l'aide se fait à pourvoir d'achat au même identique. Par ailleurs, le mécanisme est neutre sur l'évolution des prix du foncier,

contrairement à d'autres propositions qui pousseraient inévitablement à hausse pour dégrader le financement du logement social.

L'Etat ou les collectivités publiques qui dispenseraient cette aide pourraient permettre l'accession à la propriété, selon les villes, à des ménages ayant des revenus mensuels compris entre 12 000 et 20 000 francs, catégories qui se situent au-dessus des plafonds de ressources retenus pour bénéficier des PAP, et pour lesquelles il n'existe aucune aide aujourd'hui. Cette solution produirait un effet bénéfique secondaire puisque ces ménages libéreraient des logements locaux, notamment pour des catégories ne pouvant pas accéder à la propriété. Pour compléter le dispositif, on pourrait également envisager que les groupes investisseurs institutionnels bénéficient eux aussi de l'aide au foncier, de façon à satisfaire une demande réelle de logements locaux, entre autres pour les populations qui ont une grande mobilité professionnelle.

Ainsi, ces ménages ne seraient plus interdits de séjour en centre-ville.

Assainissant le marché foncier, sans effet inflationniste, cette aide récupérable par l'Etat réduirait le droit de vivre en ville pour ceux qui se trouvent dans la situation contradictoire d'être trop aisés pour avoir accès au logement social et pas assez fortunés pour se loger correctement sur le marché libre. Cette aide peut s'insérer dans la panoplie des mécanismes actuels assurant, en outre, une véritable fluidité foncière.

Son financement pourrait d'ailleurs être assuré par un simple redéploiement des aides actuelles, dont on sait qu'elles ne sont pas entièrement consommées. Pour une somme égale à 1 % du budget du logement, soit 1,3 milliard de francs, 6 500 logements environ pourraient être aidés.

► Jean-Jacques Piette est président-directeur général du Comptoir des entrepreneurs.

COURRIER

« La Marseillaise » et la Bible

Une campagne se développe en France depuis quelque temps pour désarticuler notre hymne national et habiller la Marseillaise de paroles nouvelles.

Je suis persuadé que ce projet insensé trouvera les résistances qui s'imposent. Qui oserait sérieusement, en effet, scier ce monument de notre histoire qu'est l'hymne de Rouget de Lisle, auteur tout à la fois des paroles et de la musique, lesquelles sont à l'évidence indissociables ? C'est véritablement faire injure à l'école publique de considérer qu'un jeune Français, normalement instruit par ses instituteurs et ses professeurs, ne serait plus capable de faire la transposition qui s'impose pour comprendre que chanter la Marseillaise ne revient pas à lancer, comme le prétend l'appel de l'abbé Pierre, « des paroles de haine et de vengeance » mais à commémorer, dans ce qui peut être considéré comme une sorte de liturgie civile, une situation vécue par la France à un moment essentiel de son histoire, alors que la République, qui n'était même pas encore officiellement fondée, était déjà menacée de tous côtés et qu'il s'agissait de la défendre.

Puisque l'appel de l'abbé Pierre est consigné par plusieurs personnalités catholiques, je me permets de faire observer que les religieux qui chantaient quotidiennement à l'office les psaumes de David n'ont jamais eu l'idée d'en dénaturer le contenu. Pourtant, la haine et la vengeance contre le méchant s'y expriment ouvertement : « Que ses enfants deviennent orphelins et que son épouse soit veuve ! » (psaume 109) « Heureux qui saisira et fracassera les petits enfants sur la rue ! » (psaume 137). Nos moines bénédictins, lorsqu'ils chantaient ces imprécations bibliques, savaient les situer dans le contexte de l'histoire d'Israël, qu'ils connaissaient bien. Le peuple français serait-il désormais incapable de connaître l'histoire de France ?

CLAUDE BROCHARD
Athis-Mons

Retour à l'envoyeur

Dans votre numéro du 3 juillet, M. Bernard Vaudour-Faguet s'en prenait à la « gabegie informatique » qui a pour résultat cette avalanche de courrier publicitaire et de démarchage qui encombre nos boîtes aux lettres et finit inévitablement au panier sans être lu, ni même décacheté.

J'ai, comme beaucoup d'autres citoyens, fait l'expérience de cette correspondance aussi futile qu'envahissante. Jusqu'au jour où j'ai entrepris de la retourner systématiquement à l'envoyeur. A chaque retour, je demandais par un petit mot que ce type de correspondance ne me soit plus adressé. Parfois, je dus m'y reprendre à plusieurs fois, quitte, dans certains cas particulièrement rebelles, à retourner à l'expéditeur le courrier en question sous enveloppe non affranchie.

Depuis deux ans, je n'ai plus reçu aucune correspondance de cette sorte.

Essayez. Cela peut marcher aussi pour vous.

MICHEL DENIS
Paris

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992), André Laurens (1992-1995)
Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Giebert, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

M^{me} Margaret Thatcher devra-t-elle se séparer d'un fidèle compagnon ?

*Un joint, ça va
deux joints, bonjour les dégâts*

L'intégration de la RDA dans la Communauté préoccupe les parlementaires européens

La RFA, la France et l'Italie envisagent de fermer leur ambassade à Tirana

P. C.

هكذا من الاصل

EUROPE

URSS : la fin du 28^e congrès du Parti communiste

De la stratégie à la tactique

Suite de la première page

La rupture est fondamentale et s'accompagne d'un grand coup de balai, puisqu'il semble qu'en dehors de MM. Gorbatchev et Litvinenko, seuls deux membres du bureau politique sortent — le patron du KGB, M. Kravtchouk et le ministre de la Défense, le maréchal Iazov — figurant sur la liste des candidats au comité central.

La balkanisation du comité central

Le vote ne devait avoir lieu que ce vendredi. Ne serait-ce qu'à cause de la démission de M. Eltsine qui y figurait, cette liste aura certainement été modifiée, mais la tendance est d'autant plus nette que le nouveau comité central ne sera plus ce qu'il était. Avant-hier, c'était une chambre d'enregistrement des décisions du bureau politique. Hier, c'était une force politique, le centre de la résistance à la perestroïka. Demain, ce sera la représentation des Partis communistes des quinze Républiques, qui y disposeront chacune de cinq sièges, plus un par cent mille membres.

Lundi déjà, la composition statutaire du bureau politique avait été totalement repensée de manière qu'y siègent les quinze premiers secrétaires des Partis républicains. Officiellement, il s'agit de souligner l'importance et l'autonomie nouvelle des différents PC qui sont, au demeurant, très sensibles à cette démarche. En réalité, on fait d'une pierre deux coups, puisque cette fédération du Parti assure, en pratique, sa balkanisation — c'est-à-dire l'affaiblissement de l'ensemble de ses organes dirigeants.

Et comme il l'avait fait pour le bureau politique, M. Gorbatchev s'est réservé d'ajouter à la masse des membres de droit du comité central un contingent d'élus. Si ceux du bureau politique (qui sont à désigner par le comité central) pourront, éventuellement, ne pas totalement répondre aux vœux du

secrétaire général, ceux du comité central (au nombre de 85 sur un total de 398) ne réserveront pas de grande surprise. C'est, en effet, l'équipe de M. Gorbatchev qui en a établi la liste en laissant, histoire d'arrondir les angles « entre un tiers et un quart », des places aux conservateurs. La victoire ne doit cependant pas faire oublier que le secrétaire général a dû changer de cheval au milieu du jeu.

Son projet initial était, en effet, de suffisamment transformer le

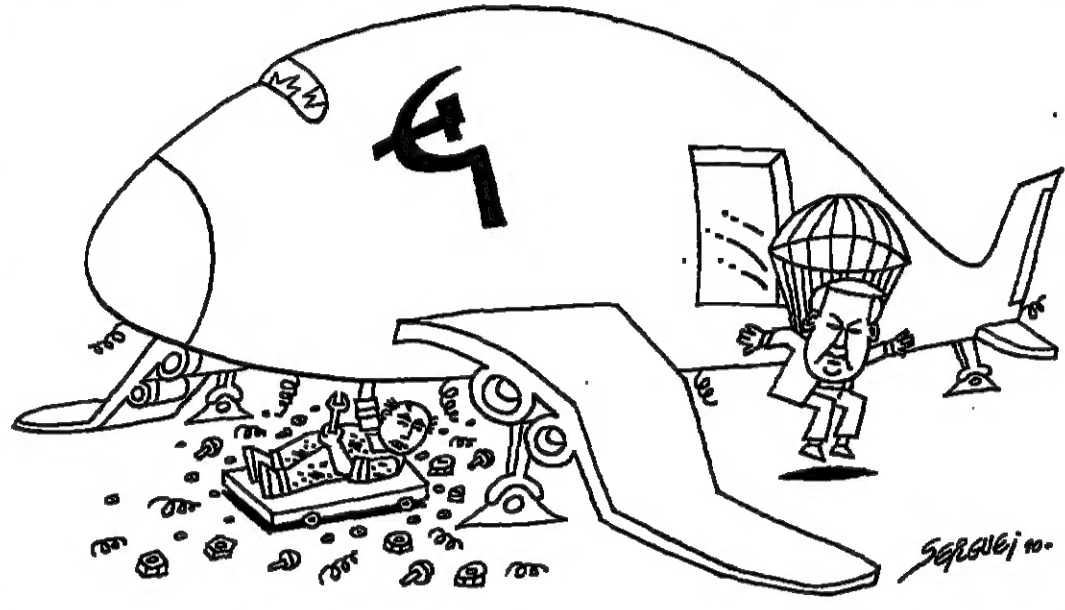
occupé ailleurs, ils ont pu être les délégués de leur choix et lancer leur offensive. Dès lors, le secrétaire général a dû, c'est l'un de ses proches qui parle, « passer de la stratégie à la tactique, se résigner à éviter le pire au congrès du parti soviétique au lieu de tenter d'en tirer le meilleur ». Autrement dit, il n'était plus question de créer, à ce vingt-huitième congrès, le parti de la perestroïka mais d'éviter que ne s'y fonde le parti de la restauration.

Au milieu d'un incroyable tohu-bohu de son équipe qui, devant le danger, tiraient dans tous les sens en même temps, M. Gorbatchev y est parvenu en faisant lancer une très brutale campagne de dénonciation des tentations de « coup d'Etat »

cants, peu de gestionnaires. C'est donc maintenant que commencent les choses sérieuses, maintenant que l'URSS entre dans la vraie zone des tempêtes.

Seconde certitude : le changement politique a d'ores et déjà créé l'embryon d'une nouvelle classe politique. Ainsi, en montant à la tribune, jeudi, pour annoncer qu'il ne pouvait être candidat au comité central puisqu'il quittait le parti, M. Eltsine a agi en politicien consommé.

Loin d'expliquer sa décision par la manière dont s'achevait le congrès, loin, en d'autres termes, de s'opposer à M. Gorbatchev, il l'a au contraire présentée comme une conséquence logique de la perestroïka et du changement poli-



parti pour en faire, avant qu'il ne devienne totalement impopulaire, le parti de la perestroïka, le relais organisationnel et politique d'un besoin tout chef d'Etat, particulièrement quand son Etat n'existe pas encore. Cette stratégie était jouable, mais il y a eu la crise lituanienne, en mars, au moment du passage au présidentialisme, les gages qu'il a fallu donner à l'appareil, le temps perdu et aussitôt utilisé par les conservateurs à préparer à leur façon le congrès du parti de Russie. M. Gorbatchev

des conservateurs et de certains militaires. Le congrès ouvert, il a, pendant une semaine, laissé les représentants de l'appareil s'enivrer de leur apparente victoire, finir par effrayer non seulement les marais mais jusqu'à certains de leurs partisans. Il a repris alors l'offensive, quand il fut net que l'opposition n'avait que sa rage à étaler.

Ce fut le discours de mardi, très radical (le Monde du 11 juillet), et dont le sens était implicite : si vous me réélisez, c'est mon programme et non pas un otage que vous choisirez, et c'est à prendre ou à laisser. Après une semaine de débandade et de divisions, le parti a retrouvé ce qu'il aime — un patron. — et s'est brutalement détourné des conservateurs, qui n'avaient même pas un candidat alternatif.

Ceux-ci se sont perdus eux-mêmes, mais ce qu'ils ont entraîné dans leur chute c'est le parti, qui, après ce mois de logorrhée revancharde, a achevé de se discréditer. Commentaire d'un conseiller présidentiel : « Nous avions offert au parti une chance d'être un acteur de la perestroïka. Il a perdu cette chance, et il faudra maintenant compter sans lui ».

M. Gorbatchev va donc utiliser son pouvoir présidentiel, mais il va devoir mener sa révolution pacifique sans appareil politique et sans institutions éprouvées. Ce ne sera pas des plus confortables, mais, après tout, cela ne l'a jamais été et son entourage semble aujourd'hui beaucoup moins inquiet des difficultés à venir que ravi d'avoir vu M. Gorbatchev briser les conservateurs et « brûler publiquement ses vaisseaux » dans le discours de mardi. Ce n'est pas dit, mais beaucoup des conseillers présidentiels sont clairement satisfaits que l'option « transformation du parti » n'en soit plus une.

Priorité à l'économie

Sur l'après-congrès, c'est donc le brouillard qui domine, mais deux repères balisent la route. Le premier est que le lancement d'une véritable réforme économique est désormais devenu la priorité des priorités. Sans elle, pas de véritable aide occidentale, pas de possibilité d'offrir, même à long terme, un espoir d'amélioration matérielle à une population qui ne peut éternellement se nourrir de politique, pas de possibilité d'envoyer ou de limiter la vague de mécontentement social dont la grève des mineurs n'a été, mercredi dernier, que le signe avant-coureur.

Or, la réforme économique, si décidée que M. Gorbatchev soit à la lancer, c'est le saut dans l'inconnu. Il n'y a pas de précédents qui compte, puisque aucun des pays d'Europe centrale qui ont amorcé leur passage au marché ne sortait de soixante-dix ans de gabegie et de destruction. Ici, il n'y a plus de paysans, plus de commer-

tique : « Dans le cadre du passage au multipartisme [et] en liaison avec mes obligations de président de la Fédération de Russie, a-t-il déclaré d'une voix forte et tranquille, j'annonce mon départ du Parti communiste afin d'avoir davantage de possibilités de mener une action efficace et de montrer ma disponibilité à travailler avec tous les partis et toutes les organisations sociales ».

Une longue urgence

Infinitement plus libre de ses mouvements que M. Gorbatchev, le président russe a ainsi pris, dans la course à la future union soviétique, une longueur d'avance sur le président fédéral. Depuis mai, c'est devenu habituel, mais les deux hommes n'ont jamais semblé à la fois si bien jouer l'un de l'autre et si obligés de le faire. M. Eltsine a servi à M. Gorbatchev à faire peur au congrès. M. Gorbatchev sert à M. Eltsine à montrer qu'il est vraiment, lui, le radical des radicaux, et ni l'un ni l'autre ne pourront réaliser de réforme économique sans s'appuyer l'un sur l'autre.

Finiront-ils par se retrouver, un jour, dans le même parti ? Les faits et la dynamique en décident, mais, en attendant, un quart environ des délégués de la tendance Plate-forme démocratique ont annoncé, jeudi aussi, devant le congrès, qu'ils se constituaient en fraction pour fonder à l'automne un parti, ils ont avec eux l'influent maire de Leningrad, M. Sobchak. C'est un atout de taille mais pas, tant s'en faut, décisif.

BERNARD GUETTA

Un ministre lituanien à Washington. — M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, a reçu, jeudi 12 juillet à Washington, M. Algirdas Saudargas, ministre des affaires étrangères de la Lituanie, pour la première fois depuis la proclamation d'indépendance de cette République. Le porte-parole du département d'Etat a souligné que le ministre était en visite privée et que M. Baker le recevait pour « un échange de vue informel ». M. Saudargas a demandé notamment une « aide humanitaire » pour faire face aux effets du blocus de la Lituanie, que Moscou n'a que partiellement levé le 30 juin. (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

AMÉRIQUES

CANADA

Western autour d'un terrain de golf

MONTREAL
de notre correspondant

Les scènes dignes d'un western qui se déroulent à Oka, localité de trois mille habitants située à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Montréal, auraient paru tout à fait burlesques si les affrontements entre Indiens et policiers n'avaient pas déjà fait un mort. Et tout cela parce que le maire du village, Jean Ouellette, s'est mis en tête d'agrandir le golf municipal à neuf trous pour en faire un vrai « dix-huit trous », susceptible d'attirer les meilleurs croquettes de Montréal.

Il n'en fallait pas plus pour que les Indiens Mohawks, autrefois appelés Iroquois, s'arment jusqu'aux dents pour défendre un petit bois dans lequel certains de leurs ancêtres sont enterrés et que le maire veut raser pour étendre le golf, dont il est membre.

Après plusieurs semaines de vaines négociations, le maire a fait appel aux forces de l'ordre pour débayer les barricades indiennes. L'assaut brutal lancé à l'aube du mercredi 11 juillet par une escouade tactique de la police provinciale du Québec a rapidement dégénéré en bataille rangée, à l'issue de laquelle un policier trouvait la mort, dans des circonstances encore mal éclaircies.

Depuis, les Mohawks, camouflés en tenue de combat dans le bosquet, et les forces de l'ordre, dont les effectifs ont été renforcés, sont face à face aux abords du village, tandis que le

maire se terre, estimant que ses jours sont en danger.

Le ministre québécois des affaires autochtones, M. John Giascia, qui avait imploré dès lundi le maire de suspendre indéfiniment son projet d'agrandissement du golf pour calmer les esprits, tente de s'interposer en médiateur dans une affaire qui remonte à la colonisation française.

Un décret de Louis XV

Venus pour évangéliser les Mohawks, les représentants de l'ordre catholique de Saint-Sulpice ont obtenu en 1741, par un décret royal de Louis XV, une vaste « seigneurie » dans la région d'Oka, à la condition qu'ils veillent au « bien-être spirituel et matériel » des Indiens qui y vivaient depuis des siècles. Ces derniers n'ont cessé de réclamer leurs terres mais ils n'ont jamais obtenu gain de cause.

A partir de 1911, les suppléants ont vendu l'ancienne seigneurie par petites parcelles à des Blancs. Le gouvernement fédéral canadien en a acheté plus de neuf cents hectares pour y loger les Mohawks. Aujourd'hui, les plus extrémistes des quelque mille cinq cents Mohawks restés sur place défendent comme un symbole leur petit bois, encouragés par leurs frères Iroquois de la rive sud du Saint-Laurent, qui en signe de solidarité bloquent l'accès d'un des quatre ponts enjambant le fleuve vers Montréal.

MARTINE JACOT

HAÏTI : la polémique sur la présence d'anciens duvaliéristes

Le Conseil d'Etat appuie un ultimatum à la présidente Ertha Pascal Trouillot

Le Conseil d'Etat haïtien a apporté jeudi 12 juillet son soutien à un ultimatum lancé la veille par les principaux partis du pays à la présidente par intérim Ertha Pascal Trouillot pour qu'elle fasse arrêter avant midi deux ex-responsables politiques des précédents régimes dont la présence a été signalée dans la capitale haïtienne, faute de quoi ils demanderaient sa démission.

Ces deux personnes dont la majorité de la classe politique réclame depuis plusieurs jours l'arrestation ou l'expulsion sont le docteur Roger Lafontant, ex-homme fort de Jean-Claude Duvalier, revenu samedi à Port-au-Prince et l'ex-général Williams Regala, ancien numéro deux du général Henri Namphy. L'annonce de ce soutien du Conseil d'Etat a été faite par son président, le docteur Louis Roy, qui s'exprimait devant les responsables des principaux partis du pays. Le docteur Roy n'a pas écarté l'éventualité d'arriver à un « divorce » avec M^{me} Ertha Pascal Trouillot, avec laquelle le Conseil d'Etat est en conflit ouvert. La controverse sur la présence en Haïti de MM. Regala et Lafontant qui a déjà suscité mercredi une grève générale largement suivie, s'inscrit dans un contexte politique difficile où s'affrontent depuis plusieurs semaines

les partisans d'une collaboration avec M^{me} Pascal Trouillot et ceux qui estiment que la présidente par intérim a définitivement rompu le dialogue en refusant la formule de compromis d'un exécutif encadré par un Conseil d'Etat avec l'aval de l'armée et des principales formations politiques.

Pour sa part, l'état-major de l'armée haïtienne a fait savoir jeudi qu'il avait donné l'ordre à ses unités d'assister la police en vue d'arrêter Roger Lafontant. Enfin, le Conseil de sécurité de l'ONU a été officiellement saisi de la demande haïtienne formulée par M^{me} Pascal Trouillot d'envoi d'une mission de surveillance des Nations unies pour assurer « le caractère libre et honnête » des futures élections du 4 novembre. (AFP, Reuters)

Trente-neuf immigrants clandestins haïtiens se noient aux Bahamas. — Trente-neuf haïtiens qui tentaient d'entrer clandestinement aux Bahamas sont morts noyés après le naufrage de leur bateau, mardi, au large de l'île de Great Exuma (nord des Bahamas), à environ 200 miles marins au sud-est de la pointe de la Floride, a annoncé, jeudi 12 juillet, la télévision des Bahamas. (AFP)

NICARAGUA

Signature d'un accord sur la fin de la grève

Un accord finalement conclu au terme d'une longue nuit de négociations a mis fin, jeudi 12 juillet, à une grève de dix jours des ouvriers sandinistes. Cette grève, marquée par de violentes manifestations de rue qui ont fait quatre morts et plusieurs dizaines de blessés, a constitué le premier grand test pour le gouvernement de la présidente Violeta Chamorro.

Aux termes de l'accord annoncé par la radio officielle, les grévistes ont accepté de reprendre le travail dès jeudi. Ils ont obtenu une augmentation de salaire de 43 % (ils en demandaient 200 %) et la promesse du gouvernement qu'aucune sanction ne serait prise. Cet accord, qui semble représenter une victoire politique pour M^{me} Chamorro, n'introduit pas de grands changements dans la politique économique du gouvernement

mise en cause par les grévistes. Les syndicats sandinistes dénoncent les efforts faits par le gouvernement pour privatiser les entreprises et les terres cultivées appartenant à l'Etat. Ils s'opposent également à la politique monétaire du nouveau gouvernement qui a provoqué de fréquentes dévaluations.

Des responsables du gouvernement ont estimé que cette grève était une tentative des sandinistes pour saboter le gouvernement Chamorro, qui leur a succédé en avril dernier. Pour sa part, l'ancien président Daniel Ortega, a souligné au cours d'une conférence de presse, jeudi, « l'attachement des sandinistes à la paix » en affirmant que, s'il l'avait vraiment voulu « lors de la grève, les conditions avaient été réunies pour renverser M^{me} Chamorro ». (AFP, Reuters)

COI

Re

La sanction Dans un com 12 ju estin seme rieur la dé adres perm paise dire de la retro qui t 1988 tout i 1989 intér annu 1990 née d favor que 1,7 % six pi

Tou rable: démi moin le tal L'IN: relati patibi taux 8,7 % Les d'ada la jou procè que l dicit bre d peu r 1989 et u d'ach ceux rail d mont gressi 1989, leur rythm Sur tion princ baiss miex des l perm une 3,1 % d'ève TVA.

Si l'echt franc pice : tion Fram prix ralen moni vente grév: deve: recou l'étr inqui bilis: merc aidar La leurs pour

R Mtr

T que L ncl

E me: Chi

-T-

-A-

-1-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

-a-

صكنا من الامم

POLITIQUE

Réformes institutionnelles, réunification de l'Allemagne

L'union de la droite en difficulté au Parlement européen

L'Europe, une fois encore, sème la zizanie dans les familles politiques françaises. La semaine de session du Parlement européen qui vient de s'achever le démontre clairement. Les sujets à l'ordre du jour étaient il est vrai d'importance : les réformes institutionnelles impliquées par l'union économique et monétaire et par l'union politique, les conséquences de l'unification allemande. Or, sur l'un comme sur l'autre, la droite s'est divisée, et le PS est loin d'avoir achevé sa réflexion interne.

STRASBOURG

de notre envoyé spécial

L'Union pour la France existe peut-être à Paris, mais certainement pas à Strasbourg : sur tous les votes importants les députés RPR et UDF se sont divisés. Quatre rapporteurs étaient chargés de faire savoir dans quel sens le Parlement européen souhaite qu'évoluent les institutions de la Communauté européenne.

Le premier expliquait quel devrait être la Constitution future de l'Europe : le deuxième indiquait dans quel sens devraient travailler les conférences intergouvernementales dont le sommet de Dublin a décidé la réunion ; le troisième, confié à M. Valéry Giscard d'Estaing, analysait comment le principe de « subsidiarité » devait commander les rapports entre la Communauté et les Etats membres ; le quatrième, rédigé par M. Maurice Duverger, élu sur une liste des communistes italiens, recherchait comment associer les Parlements nationaux à la construction européenne.

Les élus UDF, qu'ils siègent au groupe libéral ou à celui des démocrates-chrétiens, comme

ceux du PS, ont approuvé ces quatre rapports. En revanche, les députés du RPR ont voté contre les deux premiers, estimant, selon l'expression de leur porte-parole, M. François Musso, que les réformes qu'ils proposent risquent de « dénaturer » la Communauté.

Ils leurs reprochent particulièrement de souhaiter que la Commission européenne devienne compétente en matière de politique étrangère et de sécurité : « En aucun cas, elle n'a été conçue pour exercer de tels pouvoirs. » Cela revient en fait à refuser qu'elle devienne petit à petit un véritable gouvernement fédéral, ce qui est le souhait des européens les plus déterminés.

La lente réflexion du PS

M. Giscard d'Estaing est de ceux-là, même s'il a su habilement manœuvrer en présentant un rapport qui insiste sur la nécessité de laisser aux Etats-nations les compétences qu'ils assument mieux que la Communauté. Il a pu, ainsi, faire approuver son rapport par une très large majorité de l'Assemblée comprenant aussi bien les socialistes, pourtant réticents devant le principe de « subsidiarité », que le RPR. Seuls les députés du Front national, qui tout au long de ce débat se sont présentés en farouches défenseurs du fait national, s'y sont opposés. M. Jean-Claude Martinez comparant l'ancien président de la République à « un épier auvergnat », et M. Bernard Antony la thèse de M. Giscard d'Estaing à « une pomme d'orléaniste sur une réalité jacobine ».

La position du RPR a été aussi divergente sur la réunification allemande. Le RPR a refusé, contrairement à l'UDF, d'approuver le rapport analysant ses

répercussions sur la Communauté. Il est vrai que le sujet ne le passionne peut-être pas, puisque aucun de ses représentants n'a participé à sa discussion.

Les divergences d'approche des socialistes ne sont pas apparues seulement parce que les représentants du PS se sont contentés de coller d'assez près aux positions de M. François Mitterrand. Mais le parti lui-même n'en est qu'au début de sa réflexion sur les évolutions institutionnelles qu'il souhaite.

Le groupe de travail, constitué autour de M. Gérard Fuchs, secrétaire national adjoint chargé des affaires européennes, et réunissant des représentants de tous les courants, ainsi que MM. Jean-Pierre Cot et Claude Cheysson, n'a encore tenu qu'une seule réunion. Or, si les amis de M. Jean-Pierre Chevènement sont fort discrets à Strasbourg - c'est le cas de M. Max Gallo - ils ne le sont pas à Paris.

THIERRY BRÉHIER

□ Une proposition de loi sur la publicité du patrimoine. - Le Parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche ont décidé de « travailler dès la rentrée parlementaire à une proposition de loi sur la publicité du patrimoine des hommes politiques », lors d'une rencontre entre les deux formations, jeudi 12 juillet, au siège du MRG. Les délégations du PS et du MRG, conduites respectivement par MM. Pierre Mauroy et Emile Zuccarelli, « ont constaté la convergence de leur analyse, leur volonté commune de renforcer et développer la majorité présidentielle », et « affirmé leur souci d'agir pour restaurer la confiance des Français dans la politique ».

POINT DE VUE

Pour réussir le plan Joxe sur la Corse

par Emile Arrighi de Casanova

M. PIERRE JOXE a eu le mérite de comprendre que la Corse ne pouvait s'accommoder longtemps de l'attentisme et que sa situation réclamait une solution d'ensemble. D'où sa lettre du 28 mai dernier aux élus insulaires et sa récente interview au « Monde » (le Monde du 28 juin), manifestant son intention de réformer le statut de l'île pour permettre aux instances régionales et, à travers elles, aux Corses eux-mêmes de mieux exprimer leur spécificité et d'être mis à même de définir et de conduire le développement de leur économie.

Ces objectifs correspondent, sans conteste, à l'attente de l'opinion. Comme d'autres régions à fort particularisme, mais avec la vigueur accrue, que l'insularité donne aux aspirations longtemps refoulées, la Corse veut secouer le jacobinisme en ce qu'il a de niveleur. Elle veut parallèlement épouser son temps et, telle que la géographie et les vicissitudes de l'histoire l'ont formée, tirer partie de ce qu'elle est pour valoriser toutes ses potentialités.

Il n'est pour s'en convaincre que de constater l'attrait croissant qu'exercent les carrières de l'entreprise sur ceux qui se sentent déçus par la décadence des carrières de la fonction publique et la revendication des jeunes de bâtir leur avenir sur place. En témoignent les effectifs croissants d'étudiants fréquentant la jeune université de Corte dont un récent sondage a placé la création en tête des événements ayant marqué la vie insulaire, au cours des dix années écoulées.

Un scrutin régional à la proportionnelle intégrale

Après avoir soulevé l'espoir, le statut particulier a engendré la désillusion. L'Assemblée de Corse qui devait en être l'organe n'est devenue que l'organe de la déception. L'Assemblée, totalement ou partiellement à trois reprises, en moins de sept ans, elle n'a pu maîtriser de manière décisive aucune des questions politiques, culturelles, économiques dont dépend l'avenir de l'île. Elle a vécu. Elle a à peine administré.

Avant d'envisager de la doter, dans l'espoir de la stimuler, de pouvoirs accrus, mieux vaudrait s'interroger sur les raisons pour lesquelles elle dispose, dans le cadre de son statut actuel, de compétences non négligeables elle les avait peu ou pas exercées. La conclusion est sans doute qu'elle avait surtout manqué de volonté. S'il est certes plus facile d'appeler de ses vœux un nouvel état d'esprit que d'en décréter l'avènement, il n'est cependant pas interdit de réfléchir aux voies

et moyens, propres à le susciter. Dans cette perspective, trois pistes pourraient être explorées, semble-t-il avec succès. La première conduirait pour l'élection de l'Assemblée de Corse à substituer au scrutin départemental un scrutin régional. Il est bien connu que le département par les moyens financiers et d'influence dont il dispose, vis-à-vis des communes comme des citoyens, conduit ceux de ses élus qui siègent à la région à considérer cette dernière non comme une institution majeure mais comme une structure de compensation et de complémentation.

La deuxième amènerait à l'instauration, pour ce type d'élection, de la proportionnelle intégrale. Une telle proposition ne manquera pas de soulever l'objection de l'impossibilité de dégager une majorité et d'accroître en conséquence l'impuissance au lieu de la combattre.

Cet argument n'est pas sans réplique. D'abord, en considération de la situation actuelle, maintenue depuis sept ans en dépit de trois scrutins de renouvellement qui ont mis chaque fois la majorité à la merci, voire au charnage, d'une ou deux défections.

Mais, surtout, en raison des avantages que présenterait la proportionnelle intégrale. Celle-ci permettrait une représentation de tous les courants d'opinion. Elle éviterait que, marginalisés électoralement, certains ne cherchent la rue comme lieu d'expression. Elle offrirait à des personnalités politiques ou de la société civile, porteuses de projets qui bousculent les schémas établis, l'occasion de les soumettre au jugement de l'opinion, sans être préalablement tributaires de l'aval des appareils insulaires ou parisiens. Elle obligerait d'ailleurs les uns et les autres à modifier en conséquence, pour limiter les risques d'évasions, les critères de choix, le plus souvent campanilistes, de leurs candidats. Elle serait probablement le meilleur moyen, en bousculant le rituel électoral, de provoquer le changement de mentalités dont la Corse a besoin pour que l'ardent et la lucidité de ses élus correspondent à l'attente de ses habitants.

Ce changement serait encore accentué si le dialogue entre l'Assemblée politique et les conseils consultatifs cessait de n'être qu'une apparence pour devenir une réalité. Il importerait, à cet effet, que les deux conseils, économique et de la culture, allégés de toute duplication, soient fondus en un seul, assuré d'être obligatoirement consulté avant toute délibération de l'autre assemblée. Le pouvoir des politiques n'en serait nullement amoindri. Mais les forces vives, dès lors qu'elles s'exprimeraient les premières et seraient rassemblées, au lieu

d'être comme aujourd'hui artificiellement compartimentées, auraient une chance accrue de sensibiliser l'opinion et donc d'amener l'Assemblée régionale à s'interroger sur le bien-fondé de leurs propositions avant d'arrêter ses propres décisions.

Sous l'effet combiné de ces diverses influences, une situation politique jusqu'ici figée pourrait enfin se débloquer. Ceux qui ambitionnent de s'imposer par leur dynamisme et leur compétence pourraient saisir la chance qui passera à portée de leur main. Il serait, dès lors, inutile de constituer un mini-gouvernement insulaire qui risque d'inquiéter sans convaincre de son utilité. La Corse n'a nul besoin d'excellences en quête d'honneurs. Ce à quoi elle aspire c'est à être gérée par une équipe déterminée, qui sera d'autant plus efficace que conduisant simultanément les débats de l'Assemblée et les affaires de la région, elle créera entre l'exécutif et le délibérant la cohérence que ne manquera pas de mettre en péril tout exercice séparé des deux compétences.

A cette condition, de nouveaux pouvoirs pourront être utilement transférés : qu'il s'agisse, comme le prévoit le plan Joxe, de langues, de culture, de transport et de promotion économique. Loin de servir de prétexte au schéma classique insatisfaction-inaction, ils permettront tout au contraire à la Corse d'aller de l'avant.

Faute de quoi les réformes projetées loin de guérir le mal ne feront que l'aggraver.

► Emile Arrighi de Casanova est ancien président du Comité économique et social de la Corse.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, jeudi 12 juillet, au palais de l'Élysée. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié dont voici les principaux extraits :

● Convention internationale

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'approbation d'une convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination.

Cette convention, signée à Bâle le 22 mars 1989, donne aux Etats des moyens supplémentaires de lutte contre les importations clandestines de déchets dangereux, qui menacent la qualité de l'environnement à l'insu du public comme des autorités nationales.

Elle prévoit un régime d'interdiction, d'autorisation ou de surveillance des transports de déchets dangereux, à l'initiative ou à la charge des autorités de chacun des Etats intéressés. Ce régime est déjà appliqué par la France depuis l'entrée en vigueur de la loi du 30 décembre 1988.

● Le renouveau du service public au ministère de l'agriculture et de la forêt

Le ministre de l'agriculture et de la forêt a présenté au conseil des ministres une communication sur le renouveau du service public au ministère de l'agriculture et de la forêt.

● Les technologies des procédés industriels, chimiques ou biologiques

Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté au conseil des ministres une communication sur les technologies des procédés industriels, chimiques ou biologiques (lire page 20).

● Protection des consommateurs

M. Neiertz, secrétaire d'Etat auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation, a présenté au conseil des ministres une communication sur la protection des consommateurs pendant la saison touristique d'été.

Frissons fin de siècle

1889-1900
par Jean-Pierre Rioux



Scandales politico-financiers, terrorisme, exploits techniques, fièvre religieuse, sport de masse, art nouveau, humour ravageur... Chaque fin de siècle réveille le même tourbillon d'inquiétudes, d'attentes anxieuses, d'espoirs et de fantasmes.

Pendant l'été, le Monde retrace les événements qui ont fait entrer la France dans le XX^e siècle.

« Frissons fin de siècle », un grand feuilleton à lire dans le Monde.

Le Monde

CHAQUE JOUR, A PARTIR DU LUNDI 16 JUILLET
(numéro daté 17)

Un rapport du Conseil d'Etat Les inconvénients de la décentralisation sur la protection de l'enfance

Manque de coordination entre les services sociaux des départements, les autorités judiciaires et les associations qui ont en charge la protection de l'enfance, absence d'outils pour mesurer l'efficacité des interventions à quelque niveau que ce soit, disparités entre les dispositifs de protection des départements, tel est le tableau peu reluisant décrit dans un rapport du Conseil d'Etat sur la protection et le statut de l'enfant, rendu public, mardi 10 juin, en présence de M. Doriac, secrétaire d'Etat à la famille.

Le Conseil d'Etat n'est certes pas le premier à mettre à jour ces dysfonctionnements de la protection de l'enfance, mais on aurait pu penser que les remèdes. En fait c'est loin d'être le cas. Le rapport montre que bien souvent celle-ci n'a fait qu'accentuer les faiblesses du système, même si certains départements ont fait de réels efforts d'amélioration. Le Conseil d'Etat souligne l'importance de la loi du 10 juillet 1989 qui a permis de clarifier les compétences des conseils généraux en matière de protection de l'enfant. Il regrette que les « Conseils départementaux de développement social » qui avaient été prévus pour coordonner les politiques sociales soient encore beaucoup trop rares ou n'aient été mis en place que « pour satisfaire à l'obligation légale » sans avoir d'existence réelle.

Une reconnaissance des autres institutions

Parmi les causes des maux dont souffre la protection de l'enfance, le rapport cite la méconnaissance par le personnel de chacune des institutions, du rôle et des modalités d'intervention des autres : « Cela est tout particulièrement vrai du personnel éducatif, dans l'igno-

Le bilan d'un numéro vert

Quatre cents appels par jour

Avec cinquante mille appels par six mois d'existence, soit quatre cents par jour, le service téléphonique d'écoute, national et gratuit, mis en place au début de l'année pour venir en aide aux victimes et témoins de mauvais traitements, a eu un bilan très positif. Une surprise toutefois : l'importance des appels (20 %) concernant les droits de garde et de visite lors de séparation des parents.

« Cinquante mille appels ne veulent pas dire cinquante mille enfants maltraités », souligne le docteur Marie-Claude Brachet, directrice de ce service cogéré par l'Etat, les départements et les associations. Beaucoup de personnes appellent plusieurs fois et un certain nombre de communications sont des demandes de renseignements. 50 % des appels sont des demandes de conseils ou des signalements de cas de maltraitance (physique ou psychologique). 25 % concernent des abus sexuels « actuels ou passés », 20 % des contestations de droit de garde ou de visite (renseignements juridiques) et 5 % des violences institutionnelles.

Un grand nombre d'enfants appellent eux-mêmes (28 %), parfois ce sont les frères, sœurs ou camarades (6,5 %), fréquemment les parents, et surtout la mère (20 %), mais les voisins aussi se sentent impliqués, puisqu'ils représentent 9 % des appels. Les appels concernent surtout des filles (55 %) et des plus de 12 ans (33 %), mais un quart des appelants ont entre 6 et 12 ans. 83 % des personnes qui appellent le 05-05-41-41 refusent de déclarer leur identité.

Un rapport du Conseil d'Etat

rance le plus souvent totale des circuits administratifs, qu'ils soient sociaux ou judiciaires et donc de ses possibilités de recours, voire de cette ignorance s'ajoute une propension très forte de chaque institution à traiter seule les situations dont elle a connaissance ». Cette tendance est largement facilitée par la « très grande autonomie » juridique dont disposent les différents départements. Enfin, les auteurs du rapport notent les difficultés qu'engendrent la multiplicité des textes portant sur le secret professionnel des multiples acteurs travaillant auprès des enfants. L'harmonisation de ceux-ci figure d'ailleurs en bonne place parmi les suggestions des conseillers d'Etat pour l'amélioration du système de protection de l'enfance.

La création d'un observatoire

Alors qu'un nombre croissant de spécialistes de l'enfance, s'interrogeant sur la décentralisation et ses effets pervers pour une véritable politique sociale, les conseillers estiment qu'il ne serait pas souhaitable de remettre en cause celle-ci. Ils pensent toutefois que l'Etat devrait adapter les textes et les circuits administratifs afin d'éviter les disparités injustifiées dans les politiques locales. Le rapport suggère que l'Etat donne plus de

moins à la justice afin qu'elle soit disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre par le biais de permanences.

De même, les services extérieurs du ministère de la santé de la solidarité et de la protection sociale devraient servir d'appui logistique à l'Etat et à son représentant dans le département pour la coordination interministérielle et l'implication des politiques. Formation des différents spécialistes de l'enfance et meilleure intégration du système éducatif et des institutions hospitalières dans le dispositif de prévention et de protection de l'enfance figurent également parmi les propositions d'amélioration du système.

Au sujet de l'indispensable évaluation des actions de protection, les auteurs du rapport proposent de créer un « observatoire des politiques de protection de l'enfance » qui pourrait être soit paritaire (cogéré et cofinancé par l'Etat et les départements), soit tripartite, avec des représentants de l'Etat, des départements, et des associations gestionnaires de services ou d'établissements de soins. Ses missions seraient d'élaborer des outils statistiques et de mener des missions d'évaluation. Cet observatoire pourrait être un établissement public nouveau, mais les conseillers préféreraient qu'il dépende d'un organisme existant, comme l'Institut de l'enfance et de la famille, ou qu'il soit rattaché au Parlement.

CHRISTIANE CHOMBEAU

Un médecin ausculte les victimes du 14 juillet

Les dégâts des pétards

La préfecture de police de Paris a interdit les tirs de pétards, sur la voie publique, vendredi 13 et samedi 14 juillet. L'an passé, à l'occasion de la fête nationale, ces « jouets pyrotechniques » avaient conduit, en quatre jours, 253 personnes dans les hôpitaux parisiens, comme le montre le travail d'un médecin généraliste de l'hôpital Saint-Antoine, M. Harrié Maarek.

Il s'agit de milliers, chaque année, à faire éclater leurs petits cylindres rouges au milieu de la foule. Par réaction ou par amusement, ils violent la loi sans le savoir. « La loi de pétards est interdite du 10 au 17 juillet inclus », l'arrêté préfectoral du 29 juin 1989 réglementant les festivités de l'année du bicentenaire de la Révolution n'a pas plus été respecté que l'ordonnance du 2 juillet 1963, qui interdit les jets de pétards sur la voie publique et leur vente aux mineurs, ou celle du 9 août 1973 qui prohibe purement et simplement leur commerce les 13 et 14 juillet. Deux jours pendant lesquels, de la Bastille à la République, on se serait pourtant cru à Valmy.

De garde à l'hôpital Saint-Antoine dans la nuit du 13 au 14 juillet, M. Harrié Maarek n'a pas manqué grand-chose de la bataille qui se déroulait à quelques centimètres de sa tête. Des tins des camions du SAMU et de la Croix-Rouge, brûlés et écopés, des temporairement borgnes ou sourds, des victimes de ces « jouets » d'un genre un peu particulier : Mammouth, Bison, Mitraillette, Clac doit... Cette nuit-là et les trois jours suivants, ils furent 253 répertoriés dans les hôpitaux de l'Assistance publique de Paris. En cette année 1989, les importations de pétards (Taiwan, Corée du Sud, Brésil...) avaient été multipliées par 5,3 et le nombre des blessés accompagnait le mouvement.

L'étude de M. Maarek permet de mieux connaître les victimes de cette invention chinoise qui s'attaque de préférence aux hommes (64 %), jeunes (73 %) et entre dix-huit et trente-cinq ans, actifs (63 %) et célibataires (56 %). Dans 11 % des cas, ils s'étaient eux-mêmes utilisés et sont généralement satisfaits des services d'urgence (78 %).

Très exposés, les yeux sont souvent touchés (28 cas recensés). Les études réalisées à l'étranger révèlent qu'à 2 mètres, nombre de pétards dépassent largement le niveau de bruit supportable sans risque de dommage auditif. Or 82 % des victimes étaient à proximité immédiate de l'explosion (moins de 20 centimètres). C'est donc sans surprise que l'on dénombre 42 traumatismes aigus dont 7 tympanes perforés, 5 hospitalisations et une incapacité de travail de 35 jours.

« Attention explosif danger ! »

Le détail des autres blessures, essentiellement des brûlures, apporte de nouvelles précisions sur les us et coutumes des lanceurs de pétards : les femmes sont beaucoup plus touchées aux jambes (60 %) et les hommes à la main (83 %), droite de préférence, ces messieurs visant sans doute les jambes de ces dames. Arrêts de travail (29 au total), et séquelles inesthétiques (71 %) et même une amputation de phalange viennent parfaire le tableau.

Alors que l'Organisation mondiale de la santé s'est déjà prononcée pour l'interdiction complète de la fabrication des pétards, M. Maarek se déclare « défavorable à une telle mesure répressive » estimant que « par une prévention efficace, le nombre de blessés régressera ». Il propose de réviser la composition et de limiter la puissance de certains de ces « mini-artifices », d'en effectuer une véritable classification — ce que l'AFNOR est en train de réaliser — de lancer des campagnes de sensibilisation dans les médias, et enfin d'accompagner les paquets d'une notice d'instruction : « Attention explosif, danger ! Le pétard que vous allez utiliser peut être source de surdité, cécité, brûlure ou plaie grave. (...) N'allumez pas de pétards en présence d'enfants. (...) Ne transportez pas de pétards dans votre poche. (...) N'allumez qu'un seul pétard à la fois. (...) Ne jetez pas le pétard sur une autre personne ».

Une longue mise en garde qui se résume à cet avertissement : « Cet artifice n'est pas un jouet ».

NATHANIEL HERZBERG

SCIENCES

A la fin des années 40

Des produits radioactifs ont été libérés volontairement par une usine américaine de plutonium

WASHINGTON

de notre correspondant

Au terme de très longs calculs, une étude parrainée par le gouvernement fédéral a confirmé ce dont les habitants de la région de Hanford (Etat de Washington) se doutaient depuis longtemps : à la fin des années 40, une usine de fabrication de plutonium destinée à l'arme atomique a libéré dans la nature, notamment sous forme d'iode, des produits radioactifs.

Les chiffres publiés ont surpris par leur énormité : selon l'étude réalisée par un groupe de scientifiques, treize mille cinq cents personnes habitant dans les districts situés sous le vent de l'usine, réparties sur les Etats de Washington et de l'Oregon, ont pu recevoir des doses supérieures à 33 rads (les normes sanitaires actuelles limitent l'exposition à 1 rad par an pour les personnes travaillant dans une centrale nucléaire, et à 5 rads par an pour celles employées dans les usines d'armement atomique).

Plus grave, les quantités de radionucléides absorbés ont pu être considérablement plus élevées chez les nourrissons que chez les adultes (l'iode radioactif déposé dans les fourrages étant fortement concentré dans le lait des vaches).

Selon l'étude, un petit groupe d'une douzaine de nourrissons auraient ainsi reçu pas moins de 2 900 rads — soit près de deux fois plus que ce qu'ont reçu les habitants des environs de la centrale nucléaire ukrainienne de Tchernobyl, — tandis que 1 200 autres auraient reçu des doses comprises entre 15 et 650 rads. L'étude n'indique pas combien d'enfants ou d'adultes ont pu subir les conséquences de cette exposition prolongée aux radiations : malformations à la naissance, cancers de la thyroïde, par exemple. Mais une habitante de la région parle de 27 bébés morts dans sa seule famille, certains atteints de malformations.

Ce n'est pas la première fois que sont révélées dans des débats de l'ère atomique ou même d'une période plus récente, et qui témoi-

naient d'une surprenante indifférence aux risques encourus par les populations.

C'est ainsi que des Indiens Navajos (ainsi que des Blancs) ont été employés à l'extraction d'uranium au Nouveau-Mexique dans des conditions extrêmement dangereuses pour leur santé, alors que des spécialistes avaient plaidé en vain pour qu'on prenne des précautions (ventilation adéquate des mines).

L'affaire de Hanford est particulièrement choquante, d'abord parce que le taux des radiations émises atteint des valeurs qu'aucun autre site

nucléaire américain n'a connues, pas même les régions situées sous le vent des polygones de tir où ont été effectués nombre d'essais d'armes atomiques.

Ensuite, et surtout, parce qu'une partie importante des substances radioactives présentes dans l'environnement a été libérée volontairement à partir de l'usine de production de plutonium, pour tester des instruments de détection. La réaction des fermiers de la région est, comme on pouvait s'y attendre, à mi-chemin de la rage et de la stupeur.

JAN KRAUZE

De véritables passoires

Ce n'est pas la première fois, hélas, que le centre de Hanford, spécialisé dans la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires, est accusé d'avoir failli aux règles les plus élémentaires de la sûreté. Déjà en 1978, Hanford avait été en sous le feu des projecteurs en raison de la publication d'une étude controversée conduite par Thomas F. Mancuso sur les causes de mortalité chez les travailleurs de l'usine.

L'affaire, qui fit grand bruit à l'époque, résomma encore aujourd'hui dans la mesure où elle traite du sujet très difficile des effets des faibles doses de rayonnement sur l'homme. Un thème qui garde toute son actualité lorsque l'on songe aux conséquences à long terme des retombées radioactives de Tchernobyl sur les populations.

Toute cette agitation autour du centre de Hanford, confortée par les interrogations d'un certain nombre d'experts sur les mesures de sûreté trop floues prises dans d'autres sites nucléaires américains qualifiés de passoires (Rocky Flats,

Savannah River), fait que les langues se délient et que les évidences les plus désagréables finissent par transparaître (le Monde du 19 octobre 1988).

Au point que les autorités gouvernementales n'hésitent plus à reconnaître que le complexe de Hanford — l'un des 17 qui possèdent les Etats-Unis pour la production d'armes nucléaires — a bien relâché au cours de ses premières années d'existence de 500 000 à 1 million de curies d'iode et des kilos de plutonium dans l'environnement. Depuis, le centre, qui accueille deux unités de fabrication de plutonium, a vu ses neuf réacteurs encore en service fermés par précaution en attendant d'être nettoyés.

Une opération difficile, compte tenu de l'état de « saleté nucléaire » du site, et, selon les autorités gouvernementales, pourrait coûter la somme astronomique de 2 milliards de dollars par an pendant trente ans...

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

EN BREF

La Cour européenne de justice se prononcera sur la législation irlandaise en matière d'avortement. — La Cour européenne de justice se prononcera au début de 1991 pour définir si la législation irlandaise sur l'avortement doit être assouplie, en considération du marché européen sans frontière. L'Irlande est le dernier pays du Marché commun à interdire totalement l'avortement. Le traité de Rome de 1957, qui a fondé la Communauté économique européenne, impose aux Etats membres de supprimer « les restrictions à la libre prestation des services » à l'intérieur du Marché commun. La première question sera donc d'établir si l'avortement constitue un « ser-

vice ». Ensuite, il faudra déterminer si « sa libéralisation ne portera pas atteinte à la moralité publique en Irlande ». — (AFP).

La Nouvelle-Zélande interdit les punitions corporelles à l'école. — Une petite majorité de parlementaires néo-zélandais (42 voix pour et 37 contre) a voté, mardi 11 juillet, l'abolition de la punition corporelle à l'école à l'issue d'un débat passionné. En Nouvelle-Zélande, qui avait hérité cette tradition du Royaume-Uni, les enseignants bénéficiaient d'une clause légale spéciale qui les autorisait à frapper leurs élèves. Désormais, ils tombent sous le coup de la loi réprimant les coups et blessures. — (AFP).

paru:

1989 : l'année-liberté, bilan d'une mission.

Rapport au Président de la République par Jean-Noël Jeanneney 384 p., 80 F.

29, quai Voltaire 75007 Paris
Tel. (1) 40 15 70 00



La documentation Française

سكنا من الامم

حکومت الاحول

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Exercice illégal de la médecine et escroquerie

L'Eglise de scientologie vacille sur ses bases lyonnaises

La présidente et le trésorier de l'Eglise de scientologie pour la France resteront en prison. Ainsi en a décidé, jeudi 12 juillet, M. Georges Fenech, juge d'instruction à Lyon, qui les avait inculpés, au début de la semaine, de complicité d'escroquerie et d'exercice illégal de la médecine. Le magistrat a également décidé de geler, à Paris comme à Lyon, les comptes bancaires de l'association et de ses responsables. Sept personnes au total sont aujourd'hui inculpées dans le dossier instruit par le juge Fenech à partir de la plainte déposée par la veuve d'un adepte de la Scientologie au lendemain du suicide de son époux.

LYON

de notre bureau régional

Dès lundi après-midi 9 juillet, le Centre de dianétique créé, au début de 1987, par l'Eglise de scientologie, dans un immeuble cossu du centre de Lyon, avait porte close. Jusque-là, la branche locale de la secte ne cessait pourtant pas son activité. Tout au contraire, elle avait pignon sur rue, renouant tranquillement avec un passé glorieux, éminemment lucratif aussi, et possédant un autre local situé dans le quartier populaire des pentes de la Croix-Rousse, dans un immeuble pimpant et bien entretenu.

Dans la métropole régionale, nul ne pouvait ignorer que la scientologie soutire des fonds à des adeptes fragiles, en leur promettant une forme d'épanouissement personnel. Mais, face à des activités menées par des adultes majeurs et consentants, et en l'absence de crime ou de délit, les policiers des renseignements généraux s'en tenaient à une « surveillance rapprochée ». Il en fut ainsi, notamment, en 1989, lors de l'inauguration, à Lyon, du siège international d'Interpol, ennemi juré des scientologues dont l'organisation internationale de police criminelle gêne les agissements.

Le suicide d'un adepte

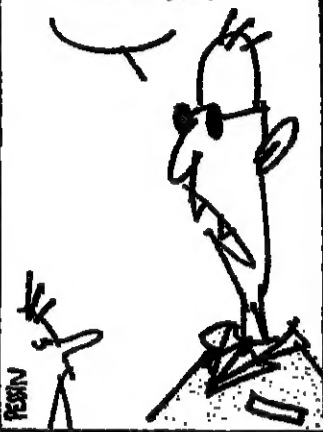
La justice est cependant intervenue après la plainte déposée par M^{me} Nelly Vick, dont le mari, Patrick, père de trois enfants, s'est suicidé le 24 mars 1988, à l'âge de trente-trois ans. Dépressif, Patrick Vick avait par ailleurs absorbé des médicaments remis par l'encadrement lyonnais de l'Eglise de scientologie. Or certains de ces produits ne sont disponibles que sur ordonnance. Aussi l'instruction confiée au juge Fenech visait-elle le délit d'exercice illégal de la médecine.

De surcroît, le magistrat s'est vu délivrer un réquisitoire supplétif sur l'ensemble des activités courantes de la scientologie, qu'il s'agisse de la vente de livres propagandistes, des « théories » de son fondateur, L. R. Hubbard, ou de la commercialisation d'appareils de mesure du degré d'avancement des adeptes dans la « connaissance », cédés à des prix exorbitants de dix ou vingt fois leur coût de fabrication.

Le 26 juin, les policiers de la brigade des stupéfiants du SRPJ de Lyon effectuaient une première perquisition au siège local de l'Eglise de scientologie, afin de saisir matériel et documents démontrant l'escroquerie. Ses responsables locaux - M^{me} Corinne Medalin, âgée de vingt-cinq ans, M^{me} Alain Barou, vingt-cinq ans également, et Jean-Jacques Mazier, quarante-sept ans, président du Centre de dianétique - étaient placés en garde à vue, puis inculpés et laissés en liberté.

Vendredi 6 juillet, des mandats d'amener étaient délivrés à l'encontre de trois membres influents de la direction parisienne : M^{me} Yves Beau, trente-six ans, président d'un « Celebrity Center », un des nombreux satellites de l'Eglise de scientologie comptant dans ses rangs la cantatrice Julia Migenes Johnson, le pianiste Chick Corea ou l'acteur John Travolta ; M^{me} Danièle Gounod, quarante-neuf ans, présidente de

DIEU MERCI, NOUS AVONS LE SOUTIEN DE NOS FIDÈLES VICTIMES.



L'Eglise de scientologie pour la France ; M. Jean-Paul Chapelle, trente-six ans, son trésorier. Deux jours plus tard, M. Fenech devait prononcer leur inculpation. Seuls M^{me} Gounod et M. Chapelle étaient incarcérés, en l'attente d'un débat contradictoire sur leur éventuelle mise en liberté. Enfin une septième inculpation était prononcée contre un médecin lyonnais, M^{me} Claude Morand, trente-trois ans.

Deux millions de francs de recettes annuelles

Manifestement, l'Eglise de scientologie vacille sur ses bases. Déjà, à Saint-Etienne, en 1986, la secte avait eu maille à partir avec la justice, l'administration fiscale et l'inspection du travail, à propos de certaines dissimulations de recettes et infractions diverses à la législation du travail. L'action de la justice n'avait pas été étendue à Lyon, où l'Eglise de scientologie, formée sous le statut d'une association départementale distincte, était protégée par une étonnante cloison juridique. C'est précisément cette structure que le juge Fenech tente aujourd'hui de jeter bas, convaincu qu'elle sert à alimenter un réseau d'exportation de fonds en direction du Danemark et des Etats-Unis, vers lesquels il serait disposé à délivrer des commissions rogatoires. Il est évident que, aux yeux du magistrat lyonnais, un lien de subordination existe entre les associations de base et le siège parisien. Ce dernier est considéré comme complice par fourniture de biens - livres, médicaments, appareils - et de services, comme l'assistance comptable.

L'enjeu n'est pas mince. L'Eglise de scientologie avait déjà tenté de s'implanter dans la région lyonnaise, entre 1976 et 1982. Selon son responsable de l'époque, M. Roger Gonnert - « repenti » et auteur d'un témoignage accablant de cinquante-sept feuillets dactylographiés - la secte réalisait des recettes de 2 millions de francs par an, dont la moitié au moins étaient expédiées à l'étranger. La « chemise de la vérité » pouvait coûter jusqu'à 1 million de francs aux adeptes fortunés, y compris le coût de stages outre-Atlantique. En 1982, le local de la secte avait accueilli près de six cents fidèles. Selon les militants régionaux de l'Association de défense de la famille et de l'individu (ADFI), qui s'est constituée partie civile, comme quatre personnes physiques - victimes ou anciens adeptes de l'Eglise de scientologie - une vingtaine d'autres groupes et sectes se manifestent en région Rhône-Alpes, qui constitue un bon marché en raison du niveau moyen de revenus de sa population et de sa proximité avec la Suisse.

Le dépouillement de la comptabilité, actuellement couverte par le secret de l'instruction, devrait permettre de mesurer si l'Eglise de scientologie avait réussi, ces derniers mois, à retrouver à Lyon sa splendeur et sa munificence. Le vibrant plaideur de M^{me} Julia Migenes Johnson, prononcé vendredi 6 juillet, juste avant un répit dans la cour de l'hôtel de ville, ne changera sans doute rien à l'affaire.

GÉRARD BUÉTAS

PHILIPPE BOUCHER

JOURNAL D'UN AMATEUR

LES vacances sont un plaisir triste. Certes, c'est le temps du loisir, de la découverte, de la liberté, la fin de la contrainte pour la plupart, au profit - si l'on y réfléchit tant soit peu - d'autres contraintes, mais par là-même, en un mot, la libre disposition de soi-même.

Mais les vacances pour un adulte, puisqu'elles sont aussi un éparpillement, c'est le temps de la séparation : d'avec une famille, qu'il n'est pas interdit d'aimer, d'avec les amis, aussi chers, lorsque ce nom n'est pas accordé à tort et à travers, de ceux de parents. Ce sont les cercles affectifs qui se rompent, à commencer par le premier d'entre eux, où se mêlent, égaux dans l'affection, ceux que la nature nous a donnés et ceux que la vie a choisis.

Il n'est pas jusqu'aux relations plus légères des cercles plus lointains, auxquelles suffisent pour prospérer quelques bonjours, quelques sourires au détour d'une courtoisie, qui ne vont faire défaut. Même les ennemis qui prennent des allures familières.

Même pour ceux qui ont le goût (avec l'accent) de la solitude ou qui, plus platement, éprouvent parfois le besoin d'« être tranquilles », il devient effectivement coûteux, ce droit au repos qui fut pourtant si dur à conquérir.

Que sommes-nous sans amour ? Et l'amour semble abstrait et presque incertain quand il n'y a plus ces visages et ces voix dont la présence et le son donnent à l'existence sa signification.

La séparation est d'autant plus rude que, lorsqu'elle intervient, la molécule affective a toujours un défaut. Un trop long silence avec celui-ci, un mot malheureux avec celui-là et qu'il n'a pas été possible de corriger ou de se faire pardonner, une inquiétude qui n'a pas su s'exprimer ou qui n'en a pas trouvé l'occasion, la santé d'un troisième, les soucis d'un autre : quel désordre on laisse derrière soi pour aller ne penser qu'à soi !

BIEN sûr, les esprits forts soutiendront que les séparations n'en donnent que plus de saveur aux retrouvailles. Ce n'est là qu'un paradoxe pour faire frémir un salon de sous-préfecture. La valeur existentielle, redemptrice et conjuratoire de la souffrance et de la privation, merci beaucoup, on a déjà donné. Le religieux a beau faire le retour en force que l'on sait (ou que l'on devrait savoir), il ne va tout de même pas, aussi, vouloir nous

Cercles

faire encore manger de cette mixture, même s'il en fit si longtemps le bouclier qui permettait aux puissants de le demeurer sans partage.

C'est pourtant au moment de se retirer du monde, fût-ce à titre provisoire, que l'on se demande, alors qu'il est trop tard, irrémédiablement trop tard, puisque les vacances vont jouer leur office de grand nettoyeur de remords, si l'on a bien tenu sa place, si l'on n'a pas été fait un mauvais usage, si l'on n'a pas, d'un métier privilégié - le journalisme en est un assurément - retenu les agréments plutôt que les charges, les compliments de préférence aux reproches. S'agit-il de se faire plaisir ou de servir à quelque chose ?

Les choix, les inévitables choix, ont-ils été les bons ? Ainsi, ceci dit sur la suggestion d'un lecteur de Paris, fût-il, la semaine passée, épingler M. Olivier Stirn, et surtout ses pareils ? Ou bien continuer de se faire l'écho de ce qui ne va pas, de ce qui ne change pas, de ce qui s'aggrave (avec deux g, bien entendu), du malheur, qui ne recule pas, du fric, qui ne cesse d'avancer ; bref, de l'immense déception qu'engendre la gauche gouvernante avant qu'il ne soit temps de parler de duperie ?

Non pas, n'en déplaise à ce lecteur, que ces sujets soient négligés ici, mais peut-être, sur ce terrain, un instant (c'est-à-dire une semaine) relâcher son attention, cesser un instant de vivre comme le recommandait Emile Zola : « indigné », mais en sachant qu'il y a des causes qui ne le méritent même pas ?

EST en effet presque vrai que se scandaliser de M. Stirn et de ses clones en politique, c'est leur faire bien de l'honneur. C'est aussi perdre son temps, puisque le teneur de plume ne peut ignorer que sa colère sera sans conséquence profonde. Mais, adopter une telle... politique, ne serait-ce pas laisser libre cours à des pratiques honteuses, donner carte blanche à ceux qui, avec elles, se bâtissent une carrière ; accepter, au nom de l'impunité et du mépris silencieux, qu'ils aient des imitateurs ? Si l'on ne peut changer, faut-il renoncer à dire ?

L'excuse du commentateur, c'est en quelque sorte de savoir qu'il ne sert à rien, ou du moins d'être pénétré de cette conviction, de savoir qu'il n'est pas dans l'ordre de « l'utile » ; de savoir qu'il critique (ou qu'il loue) en n'attendant rien de ce qu'il écrit, ni le repentir du fauteur ni la reconnaissance de l'autre ; de savoir que des félicitations ne sont pas un blanc-seing et que les critiques sont une invitation à mieux faire.

Mais ce n'est pas s'élever que de laisser passer sans mot dire un manquement à l'honnêteté au motif que celle d'un secrétaire d'Etat est d'un intérêt nul. Ce jour-là, parce qu'il avait à voir avec une certaine conception de la vie publique, et donc de la République, ce sujet, subalterne si l'on veut, certes inexistait au regard de l'Histoire, incommensurable avec d'autres scandales, était celui qui s'imposait. Il n'était pas de second ordre tant il révélait de dégradation des affaires publiques, pour ne pas parler, se gardant des grands mots, de dégradation du civisme.

Ce lecteur de Paris, qui décidément prend bien de la place, devrait aussi considérer que ce dérapage qu'il juge vain de dénoncer est aussi l'indice d'une indifférence absolue à l'idée de vérité qui devrait être pourtant l'un des piliers de la démocratie ; que, de cette indifférence, si l'on y cédait, sortirait inévitablement la certitude que les gouvernements sont en droit de faire n'importe quoi, notamment à l'égard des gouvernés, autrement dit des citoyens.

LES quelques paragraphes qui précèdent sont là pour montrer, en forme d'aveu, que la séparation vacancière s'apareille aussi au regret de laisser à lui-même (cela dit avec toute la modestie requise) un univers politique qui, de droite comme de gauche, n'aime pas trop qu'on aille soulever le couvercle de ses ragots (sans oublier l'accent).

Que ne vont-ils pas mijoter, pourtant, se croyant moins observés ? Quelles alliances, à droite ? Quelle nouvelle ouverture, à gauche (c'est-à-dire sur la droite) ? Que vont-ils concocquer, unis dans l'art d'utiliser le brouillard, qu'il faudra avouer tout rond, pour n'en subir ni le goût ni l'odeur ? Et il faudrait, dans ces conditions, prendre des vacances sans inquiétude ni regret !

Au tribunal de Paris

Mgr Lefebvre condamné pour « diffamation religieuse » envers la communauté musulmane

Mgr Marcel Lefebvre, évêque intégriste, a été condamné, jeudi 12 juillet, à une amende de 5 000 francs par la 17^e chambre correctionnelle de Paris, qui l'a déclaré coupable du délit de « diffamation religieuse » envers la communauté musulmane. Malgré la vigueur de propos litigieux dénoncés par la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), l'évêque a été relaxé du délit de « provocation à la discrimination religieuse ».

Lors d'une conférence de presse tenue le 14 novembre 1989 à l'hôtel Crillon à Paris, Mgr Lefebvre avait notamment déclaré en évoquant sa crainte de l'islamisation de la France : « Ce sont vos femmes, vos filles, vos enfants qui seront kidnappés et enlevés dans des quartiers réservés comme il en existe à Casablanca ». Dans son jugement, le tribunal observe que l'évêque « prête à la communauté musulmane dans son ensemble l'intention de commettre des crimes, celui de rapt, et celui de la séquestration ». Les juges précisent que l'emploi du verbe « kidnapper » constitue une imputation à l'égard d'un groupe, ce qui est contraire à la « pertinence » et refuse de voir une provocation dans les propos du prélat tout en admettant « qu'ils tendent à inquiéter le lecteur et l'auditeur ». Pour les magistrats, il ne faut voir là « aucun appel explicite et direct à une discrimination ». Il ne s'agit là que d'une « opinion » inspirée par « les sources théologiques du droit ».

En revanche, le tribunal n'a pas sanctionné un autre extrait de la

conférence de presse où Mgr Lefebvre déclarait : « Le mieux pour les musulmans serait qu'ils rentrent chez eux ». Il avait ensuite donné un sens plus précis à son propos en ajoutant : « Les musulmans vont petit à petit imposer leurs lois. Le droit chrétien ne peut s'accorder avec le droit islamique. Les musulmans ne peuvent pas être catholiques. Ils ne peuvent pas vraiment être français. Il ne faut pas leur permettre de s'organiser ni sur le plan politique ni sur le plan religieux ». L'évêque jugeait en outre que la construction de mosquées en France était « une catastrophe ».

Ces affirmations étaient considérées par la LICRA comme « une provocation à la discrimination raciale et religieuse ». Mais le tribunal, présidé par M. Claude Grellier, n'a pas en la même lecture. Selon les juges, il ne s'agit que de « recommandations », s'inscrivant dans « une vaste débat politique et culturel » ou encore dans « un débat d'idées ». Le jugement soulignait notamment : « Affirmer que les musulmans ne peuvent pas être vraiment français, qu'il ne faut pas leur permettre de s'organiser sur le plan politique et religieux est l'expression d'un discours tendant à nier le principe de la laïcité et de séparation de l'Eglise et de l'Etat ». Le tribunal considère qu'il n'y a pas à en appeler la « pertinence » et refuse de voir une provocation dans les propos du prélat tout en admettant « qu'ils tendent à inquiéter le lecteur et l'auditeur ». Pour les magistrats, il ne faut voir là « aucun appel explicite et direct à une discrimination ». Il ne s'agit là que d'une « opinion » inspirée par « les sources théologiques du droit ».

MAURICE PEYROT

REPÈRES

PUNITION

Deux élèves japonais enterrés vivants

Deux élèves japonais, âgés de treize et quatorze ans, ont été enterrés vivants sur une plage à l'automne dernier par leurs enseignants qui entendaient les punir ainsi pour avoir racketté leurs camarades. Ils ont passé plus de vingt minutes enfouis dans le sable jusqu'à ce qu'un menton, la tête balayée par les vagues qui venaient s'échouer sur la plage de Fukuroka, une ville située dans le sud du Japon. « Nous pensions que nous allions mourir », a déclaré l'un d'entre eux, en précisant que lorsqu'il avait essayé de s'extirper du sable, un enseignant était arrivé aussitôt pour l'en empêcher. Sept enseignants au total auraient participé à l'incident. Le directeur de l'école les a réprimandés pour avoir agi « de façon excessive », mais aucune sanction n'a été prise par les autorités scolaires locales. - (AFP.)

SÉISME

Ni victime ni dégâts en Martinique

Trois secousses ont été ressenties en Martinique peu après 19 heures, le jeudi 12 juillet (1 heure, le 13 juillet, heure de Paris). Le plus fort de ces séismes avait probablement une magnitude de 5,6 sur l'échelle de Richter. Mais on ne signale ni victime ni dégât. A ceci près que les communications téléphoniques ont été très perturbées pendant plusieurs heures. Selon l'observatoire volcanologique de Martinique, l'épicentre du séisme était situé à 26 kilomètres de profondeur, et à 80 kilomètres au sud-ouest de ce laboratoire. - (AFP.)

HANDICAPÉS

Vol à la roulette

Un paraplégique est entré, jeudi 12 juillet, dans un magasin spécialisé situé dans le centre de Lyon assis dans un fauteuil roulant usagé. Avec l'assistance du commerçant, il a pris place dans un engin très perfectionné, vendu 9 000 francs. Tandis que le commerçant préparait la facture, le handicapé a pris la fuite à bord de l'appareil roulant neuf. Le commerçant a déposé plainte. Vendredi dans la matinée ni le fugitif ni le fauteuil n'avaient été retrouvés.

URBANISME

Permis de construire suspendu à Nancy

Nouvel épisode dans le feuilleton juridico-politique de l'aménagement de la ZAC Stanislas-Meurthe, à Nancy. Jeudi 12 juillet, le tribunal administratif de Nancy a décidé de surseoir à l'exécution de l'arrêté préfectoral accordant le permis de construire de l'hôtel du département. Effet immédiat de cette décision : le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, M. Jacques Baudot, a annoncé son intention de renoncer à s'installer sur cette zone à laquelle M. André Rossinot, le maire, est très attaché. - (Corresp.)

FAITS DIVERS

Commando contre le train Vintimille-Bordeaux

Plusieurs malfaiteurs ont dévalisé, jeudi 12 juillet, près de Jonquières-Saint-Vincent (Gard), les wagons postaux du rapide Vintimille-Bordeaux. Le commando - trois hommes armés cachés dans une des motrices depuis Marseille, semble-t-il - a fait irruption dans la cabine du conducteur à 23 h 45, le forçant à arrêter le train en rase campagne.

POLICE MUNICIPALE

Deux policiers inculpés à Bayeux

La municipalité de Bayeux (Calvados) envisage de suspendre deux policiers municipaux qui avaient été inculpés, le 6 juillet, d'obstruction et de séquestration arbitraire, ainsi que de complicité pour coups et blessures volontaires.

Alors que les policiers municipaux ne sont pas habilités à procéder à des interpellations, le brigadier Guy Basset et le gardien Sébastien Cholet avaient arrêté, le 26 juin, M. Bernard Onfro, à qui un commerçant de la ville reprochait d'importuner sa fille. Ils avaient remis le jeune marginal à ce commerçant, M. Max Bossard, qui l'avait alors conduit dans un bois, avec l'aide de l'un de ses employés, et sérieusement maltraité. Le commerçant, son employé et les deux policiers, tous inculpés, avaient été laissés en liberté.

SPORTS

Les championnats du monde handisport

Handicapés et sportifs

nat du monde, il y a des matinées d'entraînement et des chefs de délégation qui pinaillement sur le règlement. Mais il y a également l'équipe tchèque des habitants de Villars (Loire), où a lieu la compétition, pour sentir et toucher l'Ouest qu'elle découvre. En guise d'adieu, les cinq Tchèques recoivent chacun un survêtement neuf. A Villars, on ne regardera plus jamais les aveugles (et les Tchèques) comme avant.

Les championnats du monde handisport de Saint-Etienne, les premiers à intégrer les compétiteurs de moins de dix-huit ans, ont ainsi oscillé cette année entre la cause humanitaire et l'événement sportif. « C'est un championnat du monde et non un jamboree ou une kermesse », affirme M. Max Rieu, chef de la délégation française. Nous avons des athlètes exceptionnels, mais différents. Certains sprinters ont des potentialités musculaires et toniques égales à celles de Sangoma et Marie-Rose. Pourtant, ils ne courent jamais les 100 mètres sur deux jambes.

La petite sirène

La Fédération handisport met l'accent sur la performance, espérant qu'une élite émergera de la masse. C'est le cas aux États-Unis, où des athlètes en chaise roulante tournent des spots publicitaires pour des équipements sportifs et où les universités offrent des bourses aux handicapés comme aux autres sportifs. Le président du comité organisateur de la manifestation stéphanoise, M. Yves Nayme, préfère le thème du « sport pour tous », et l'étiquette championnats du monde aux autres sports, les sponsors

et les médias, précise-t-il. Nous essayons d'y ajouter le « plus » de la rencontre, de la chaleur. Pour certains, ces championnats sont l'unique occasion de voyager.

La délégation des Seychelles illustre bien cette ambivalence. Ses athlètes, âgés de douze à quinze ans, ont été soigneusement préparés à ces championnats. Un camp d'entraînement les a habitués à la nourriture européenne et à l'éloignement des parents. Ils sont arrivés à Saint-Etienne une semaine avant l'ouverture de la compétition et se sont entraînés deux fois par jour. En même temps, ils ont découvert la France des supermarchés, des escalators (« des balcons électriques »), des punks (« ils ont des chaînes donc ce sont des esclaves ») et des incroyables échangeurs d'autoroute « où les voitures roulent les unes sur les autres ».

Anne-Cécile, elle, vient de Dijon. Un virus lui dévorait les membres et elle n'avait que deux ans lorsqu'on dut l'amputer. Alors, elle s'est mise à jouer au poisson. Dans l'eau, elle a retrouvé la joie des mouvements libres. Elle flotte, elle file, elle sourit. Et gagne. A Saint-Etienne, Anne-Cécile a fêté son douzième anniversaire en remportant les titres mondiaux sur 50 et 200 mètres nage libre et la médaille d'argent sur 25 mètres papillon et 100 mètres quatre nages. Chaque jour, elle lutte pour conquérir son autonomie, pour aller à l'école avec les filles de son âge, pour manger et écrire seule alors qu'il n'y a plus de mains au bout de ses bras.

Lorsque la petite sirène quitte la piscine, elle trépine, et s'excuse au bout de dix minutes. Elle veut rejoindre son élément, l'eau. Anne-Cécile Lequien n'a qu'un regret : elle ne pourra jamais plonger.

CHRISTOPHE DE CAEVEL

ESCRIME : les championnats du monde

Enfin de l'or pour l'Italie

Avec trois médailles d'argent pour cinq finales, l'Italie semblait condamnée à jouer les seconds rôles dans ces championnats du monde. L'épreuve de fleuret par équipe lui a finalement permis de décrocher un premier titre, jeudi 12 juillet.

Emmenée par Andrea Borella, deuxième derrière Philippe Omats en individuel, la squadra a pris d'énormes devants face aux surprenants Polonais (4-1). Plus solitaires que brillants - ils n'avaient placé aucun tireur dans le tableau final de l'individuel, - les Polonais ont fait trembler leurs adversaires en revenant à 5-3 avant de mener 6-5. Andrea Borella et son jeune complice Alessandro Puccini ont alors repris toute leur concentration pour conduire leur équipe vers la victoire 8-7.

Dans le match pour la troisième place, les Sovétiques ont battu une décevante équipe allemande par 9 victoires à 4. Au cours de la matinée, l'équipe de France de fleuret féminin s'était qualifiée pour les quarts de finale en s'imposant face à la Hongrie (8-5) et la Bulgarie (9-0).

CYCLISME : le Tour de France

Claudio Chiappucci le quatrième mousquetaire

VILLARD-DE-LANS de notre envoyé spécial

Décidément, l'échappée de quatre coureurs, lors de la première étape du Tour de France à Poitiers, continue d'imprimer sa marque à l'épreuve. Ce jour-là, quatre garçons audacieux avaient faussé compagnie au reste du peloton, qui avait subi le coup d'éclat (le Monde du 3 juillet). Onze étapes plus tard, ces quatre-là vivent toujours sur le bénéfice des dix minutes « volées » en se repassant le maillot jaune.

Le Canadien Steve Bauer a été le plus persévérant à porter l'uniforme. Lors des longues étapes de plaine, il a su préserver son trésor. Mais les premières pentes des Alpes lui ont été fatales. « Dix jours en jaune, cela restera comme le meilleur souvenir de ma carrière », confiait-il à Saint-Gervais-Bains en entamant sa longue chute vers la trentième place au classement général qu'il occupe actuellement.

Le tombereau du Canadien n'était autre que le deuxième protagoniste de cette cavale de Poitiers. Ronan Pensec, plus à l'aise dans la montagne, et surtout brillant lors de la première étape contre la montre à l'italienne, prit ensuite les commandes. Profitant de son capital temps, il put se hisser en tête du classement général et conserver son avance à l'Alpe d'Huez grâce au dévouement de son camarade d'équipe Robert Millar.

Mais dès cette étape il savait que son heure de gloire pouvait être de courte durée. Certes, le Néerlandais Frans Maassen, le troisième homme de l'aventure poitevine, avait disparu de son environnement, attardé là-bas dans quelques lacs de la pente du col du Glan-don, mais il restait la quatrième carte, la plus dangereuse. Celle où s'inscrivait le gentil profil d'enfant de Madone de l'italien Claudio Chiappucci.

Ce petit coureur au visage souriant n'inquiète personne par son palmarès, plutôt moyen. Mais son insistance à passer à l'attaque en perturbation beaucoup. Il avait été l'instigateur de la fameuse échappée de Poitiers, six kilomètres après le départ. C'était lui qui avait estimé que le premier accident de terrain venu pourrait permettre de faire la différence. Lui-même qui racontait, quelques jours plus tard qu'il « offrait la victoire sur les trois autres ».

Jeu de massacre

Présomptueux, il aura dû garder les bouteilles au frais en attendant d'être dans son domaine de prédilection : la montagne. Sur les parcours accidentés il a deviné qu'il n'aurait plus que le Breton comme adversaire. Dans l'assaut de l'Alpe d'Huez, il a pu tester ses forces. « Lors de l'ascension j'ai eu la confirmation de ma bonne forme physique car je n'ai perdu qu'une minute et demie par rapport au vainqueur », assure le petit Italien. Et il ajoute, petite pique à l'égard du coureur de la formation Z : « Moi j'ai fait la course tout seul, alors que Ronan Pensec avait Robert Millar pour l'aider ».

Voilà qui donnait une motivation supplémentaire à Claudio Chiappucci à l'heure de ce jeudi 12 juillet. Dans cette courte étape contre la montre, entre Fontaine et Villard-de-Lans, il lui suffisait de grignoter une minute et demie à Ronan Pensec pour lui voler le maillot jaune. Alors, le coureur de vingt-sept ans a jeté toutes ses forces dans cet ultime challenge, dans ce jeu de massacre qui, comme dans les fêtes foraines, doit faire tomber la dernière tête du quatuor de Poitiers.

Il a attaqué la côte d'Engins, située à trois kilomètres du départ, avec une conviction étonnante, rappelant à cette occasion qu'il

s'était classé meilleur grimpeur au cours du dernier Tour d'Italie. « Lors d'un contre-le-montre de cinq secondes », annonçait-il avant le départ, comme pour se persuader lui-même qu'il pourrait réaliser son rêve. Une fois encore ses propos étaient un peu trop marqués par ses origines latines. Il a réalisé un bon temps, le huitième après l'étonnant Néerlandais Eric Bruinkink, vainqueur de l'étape, mais il n'a pu distancer Greg LeMond.

L'objectif de Claudio Chiappucci n'était pas tant le champion du monde que son compagnon de la formation Z, Ronan Pensec. Là, il a réussi, ou plutôt bien mal en point tout au long du parcours, exténué, incapable de relancer sa machine sur le plat, a terminé à la quarante-neuvième place, loin, très loin derrière l'italien.

Le quatrième mousquetaire de Poitiers triomphe donc. Onze jours plus tard, il touche les dividendes de son action d'éclat. A vingt-sept ans, le citoyen d'Uboldo, une petite commune proche de Varese, dans le nord de la péninsule, réalise son rêve. Une joie immense envahit son visage au teint mat. Lui, le « petit Italien » de l'équipe Carrera, atteint le bonheur trois ans seulement après être passé sous quatre-vingt-cinq ans dans le Tour de l'an dernier pour ne montrer que son sourire aux photographes excités de la presse italienne.

Lui qui a longtemps couru dans l'ombre, qui n'est même pas le chef de file de son équipe, devient brusquement important. Il pense à Felice Gimondi et se dit que peut-être les Italiens peuvent renouer avec le succès dans une épreuve où ils n'ont pas brillé depuis fort longtemps.

Il affirme pouvoir garder son maillot jaune jusqu'aux Pyrénées mais redoute l'étape de Luz Ardiden. « Dans notre équipe il y a de bons rouleurs, mais pas de grimpeurs. Je devrai donc résister seul aux attaques du peloton ». Une perspective qui l'inquiète. Il sait que son avance, moins de dix minutes, sur Greg LeMond et Pedro Delgado n'est qu'un léger avantage face à des coureurs qui montrent chaque jour un peu plus leurs ambitions et leurs qualités.

Le dernier des mousquetaires parviendra-t-il à maintenir le capital acquis le premier jour jusqu'aux Champs-Élysées ? C'est l'enjeu d'un Tour où les vedettes se sont fait piéger par le gang des petits maillons.

SERGE BOLLOCH

Les classements

Douzième étape : Fontaine-Villard-Lans (CLM : 33,5 km)

1. Erik Bruinkink (P-B) en 56 min 52 s ; 2. Pedro Delgado (Esp) à 30 s ; 3. Miguel Indurain (Esp) à 43 s ; 4. Marino Lejarreta (Esp) à 54 s ; 5. Greg LeMond (E-U) à 56 s ; 6. Fabio Fazio (Col) à 58 s ; 7. William Palacio (Col) à 59 s ; 8. Claudio Chiappucci (Ita) à 1 min 05 s ; 9. Johan Bruyneel (Bel) à 1 min 17 s ; 10. Reynel Montoya (Col) à 1 min 17 s.

Classement général

1. Claudio Chiappucci (Ita) 49 h 24 min 08 s ; 2. Ronan Pensec (Fra) à 1 min 17 s ; 3. Erik Bruinkink (P-B) à 6 min 55 s ; 4. Greg LeMond (E-U) à 7 min 27 s ; 5. Pedro Delgado (Esp) à 9 min 02 s ; 6. Raul Alcalá (Mex) à 10 min 44 s ; 7. Gianni Bugno (Ita) à 10 min 48 s ; 8. Claude Criquielion (Bel) à 11 min 23 s ; 9. Marino Lejarreta (Esp) à 12 min 46 s ; 10. Andrew Hampsten (E-U) à 13 min 58 s.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du jeudi 12 juillet :

UNE LOI
- N° 90-600 du 6 juillet 1990 relative aux conditions de fixation des prix des prestations fournies par certains établissements assurant l'hébergement des personnes âgées.

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 13 juillet :

DES LOIS

- N° 90-602 du 12 juillet 1990 relative à la protection des personnes contre les discriminations en raison de leur état de santé ou de leur handicap.

- N° 90-603 du 12 juillet 1990 modifiant le code du travail et rela-

tive aux agences de mannequins et à la protection des enfants et des adultes exerçant l'activité de mannequins.

DES DÉCRETS

- N° 90-606 du 9 juillet 1990 pris pour l'application de la loi n° 90-35 du 15 janvier 1990 relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques.

- N° 90-607 du 12 juillet 1990 pris en application de l'article 121 de la loi de finances pour 1990 et de la loi de finances pour 1991 relatif au crédit d'impôt pour accroissement de la durée d'utilisation des équipements et réduction de la durée hebdomadaire du travail.

L'AUTRE JOURNAL

N°3

Juillet/Août 1990

L'AMAZONIE de Jean Monod / J.J. GOLDMAN : Reiser, Ho Chi Minh, Sheila, Carignon et les autres / NAPLES disparaît / VINGT MINUTES, un inédit de James Salter / DUBLIN, le jour de Joyce / MIREILLE PERRIER voyage vers la lumière / TEST : 12 contes pour savoir qui vous êtes / AFRIQUE : retour aux ténèbres / CHIPKO sauve les arbres de l'Himalaya / ROISSY des âmes perdues / NEUF nouvelles / TANDORI : l'écrivain aux moineaux / CONCOURS : Ile Maurice, Thaïlande : Jouer c'est rêver, gagner c'est partir, avec Sun International, Pioneer, Les Découvreurs

Un été de 380 pages

سكزا من الامم

RÉGIONS

L'avenir de l'île-de-France

Une sixième Ville nouvelle en projet autour de Roissy

Une sixième Ville nouvelle dans la région parisienne, deux rocadés de voies ferrées autour de Paris et un quatrième « périphérique » routier, une meilleure protection de l'environnement, un fonds d'action logement pour aider les communes qui construisent : ce sont les propositions formulées par le président du Conseil régional d'Île-de-France, M. Pierre-Charles Krieg (RPR) auprès de M. Michel Rocard, jeudi 12 juillet (nos dernières éditions du 13 juillet).

Le chef du gouvernement avait invité le président du Conseil régional ainsi que deux vice-présidents, MM. Jean-Pierre Fourcade (UDF) et Céciliani-Raynaud (RPR) alors que commençait la préparation du schéma directeur de la région parisienne. A l'issue de la rencontre, les interlocuteurs du premier ministre ont déclaré qu'il « n'y a pas de désaccords fondamentaux entre l'Etat et la région sur les points essentiels ». Ce ton quelque peu nouveau s'explique par l'ampleur des problèmes qui se posent à l'horizon, et qui se trouvent accentués par les effets pourtant positifs de la croissance retrouvée — dont l'Île-de-France profite largement — et par la reprise démographique.

Le recensement a fait apparaître une augmentation de la population qui, si la courbe se prolonge, bouleversera les prévisions. Le Livre Blanc tablait sur un accroissement de 500 000 habitants en vingt-cinq ans. Au rythme actuel, ce pourrait être deux millions ! Ce qui veut dire qu'il faudrait construire non plus 55 000 logements par an, mais 80 000. Déjà les élus socialistes de la région, reçus la veille par M. Rocard, avaient tiré la sonnette d'alarme et réclamé des mesures d'urgence pour accélérer la construction de logements.

Ce surcroît de population risque d'entraîner une localisation anarchique de l'habitat. Un plan est nécessaire. C'est là qu'intervient la suggestion du président régional : la création d'une sixième Ville nouvelle apporterait la cohérence souhaitée.

Le premier ministre s'est montré intéressé par l'idée. Le projet est d'autant moins aberrant qu'à l'origine, en 1965, l'implantation de six Villes nouvelles était envisagée. La « nouvelle Ville nouvelle » devrait être localisée dans le quart nord-est de l'agglomération, c'est-à-dire autour du pôle de Roissy

déjà appelé, quoiqu'il en soit, à un formidable développement.

Des investissements massifs

La reprise économique, comme l'essor démographique, rendent encore plus urgents des investissements massifs en matière de transports. Le président du Conseil régional estime que deux rocadés ferrés sont nécessaires, l'une dans la petite couronne toute proche de Paris : elle est déjà amorcée par la construction du tramway Saint-Denis-Bobigny, l'autre dans la grande couronne. Il préconise aussi la construction d'un quatrième « périphérique » routier au-delà de la Francilienne qui reliera les Villes nouvelles.

Le projet de réseau souterrain à péage dans la zone centrale de l'agglomération est, lui aussi, jugé digne d'être remis à l'étude. Enfin, la création d'une troisième interconnexion des TGV, après celles de Marne-la-Vallée à l'est et Massy au sud, semble s'imposer à l'ouest, entre les TGV Nord et Atlantique sur le site de la Défense.

Les élus de droite au Conseil régional avaient exprimé les plus grandes réserves sur la décision récente du gouvernement de « zoner » des terrains en Île-de-France, c'est-à-dire de les geler en les classant zones d'aménagement différé et en se réservant ainsi le droit de préemption. Par la voix de M. Céciliani-Raynaud, les élus de droite dénonçaient une atteinte au pouvoir des maires. Leur suggestion de donner à un fonds commun Etat-Région le droit de préempter, l'Etat ne prenant le dessus qu'en cas de défaillance du maire, a reçu l'approbation du premier ministre pour être mise à l'étude.

Si l'on ajoute que la revendication souvent exprimée par M. Fourcade de ne pas alourdir la fiscalité des collectivités locales a été écoutée avec bienveillance par le chef du gouvernement, on comprendra qu'un climat nouveau semble s'installer. Du côté du premier ministre, on notait avoir rencontré des « élus responsables, plus disposés à parler de l'avenir de leur région que d'afficher un esprit partisan ».

CHARLES VIAL

NOMINATIONS

MOUVEMENT PRÉFECTORAL

Le conseil des ministres du jeudi 12 juillet a procédé au mouvement préfectoral suivant :

● Savoie : M. Jacques Lambert. M. Jacques Lambert, préfet de la Nièvre, est nommé préfet de la Savoie.

(M. Jacques Lambert, né le 24 avril 1948, licencié des sciences économiques, diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, ancien élève de l'ENA, a commencé sa carrière administrative comme administrateur civil au ministère de l'Intérieur en 1976. Il a ensuite été, notamment, sous-préfet, directeur du cabinet du préfet de la Loire en 1978, directeur du cabinet du haut-commissaire de la République en Polynésie française en 1980, chef de la subdivision administrative des Îles du Vent en 1981. Devenu chef du cabinet du premier ministre, M. Michel Delebarre, il avait été nommé directeur du cabinet du secrétaire général du gouvernement en 1985. Il avait été nommé préfet de la Nièvre le 1^{er} août 1987.)

● Nièvre : M. Cyrille Schott. M. Cyrille Schott, préfet du Territoire de Belfort, est nommé préfet de la Nièvre.

(Né le 27 octobre 1950 à Drusenheim (Bas-Rhin), M. Cyrille Schott, ancien élève de l'ENA, est nommé directeur de cabinet du préfet de la Charente en 1976. Après avoir occupé les mêmes fonctions auprès du préfet de la région Champagne-Ardenne, préfet de la Marne à partir de 1978, il devient secrétaire général de la Nièvre en 1980. Il est appelé au cabinet du président de la République en tant que conseiller technique en 1982. Il avait été nommé préfet de Belfort le 14 octobre 1987.)

CULTURE

Christian Dupavillon directeur du patrimoine

Le conseil des ministres du 12 juillet a nommé Christian Dupavillon directeur du patrimoine. Il succède à Jean-Pierre Bady qui sera nommé directeur de l'Ecole nationale du patrimoine dans les prochains jours.

(Né le 20 mai 1940 à Chambéry, en Savoie, Christian Dupavillon, architecte de formation, a été le principal collaborateur de Jack Lang au Festival du théâtre de Nancy, en 1967, avant d'assumer, en 1973, les fonctions de directeur artistique du Théâtre national de Chailly quand l'actuel ministre de la culture en était le directeur.

Rédacteur à la revue Architectures d'aujourd'hui de 1978 à 1981, il entre au cabinet du ministre de la culture, comme chargé de mission, quand Jack Lang s'installe Rue de Valois en 1981. Christian Dupavillon jouera un rôle déterminant dans l'organisation des grands concours d'architecture qui ont marqué le premier septennat (Opéra de la Bastille, Grande Arche de la Défense, Cité de la musique de La Villette...). Il est également l'ordonnateur des grandes fêtes méditerranéennes de la cérémonie du Panthéon en 1981 au défilé de Jean-Paul Gaudy sur les Champs-Élysées en 1989.)

Il est nommé inspecteur général de l'administration des affaires culturelles en 1985 et retrouve sa place au ministère de la culture, avec le retour de Jack Lang en 1988.

La direction du patrimoine, à pour mission d'inventorier, de protéger et de faire connaître le patrimoine artistique et culturel de la France dans les domaines de l'architecture, l'ethnologie et la photographie. La Caisse nationale des monuments historiques est placée sous sa tutelle.]

DÉFENSE

Le conseil des ministres du jeudi 12 juillet a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● Terre. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps armée, le général de division Dominique Chavannes.

Sont promus : général de brigade, le colonel Bernard Maréchal ; commissaire général de brigade, le commissaire colonel Jean Faivre, nommé directeur du commissariat de l'armée de terre pour le III^e région militaire.

Sont nommés : gouverneur militaire de Metz, commandant la VI^e région militaire, le général de corps d'armée Michel Servat ; inspecteur des transmissions, le général de division Jean Pinoclin ; major régional de la III^e région militaire, le général de brigade Jean-Gabriel Collignon ; directeur du cours supérieur interarmées et commandant l'Ecole supérieure de guerre interarmées, le général de brigade Maurice Rozier de Linage ; chef du centre d'exploitation du renseignement militaire, le général de brigade Jean Susini ; inspecteur du cadre spécial, le général de brigade Anne-Marie Meunier.

● Armement. — Sont nommés : directeur des constructions et armes navales de Toulon, l'ingénieur général de 1^{re} classe Jacques Roger ; directeur du Service hydrographique et océanographique de la marine, l'ingénieur général de 1^{re} classe Jean Pasquay ; chargé de la sous-direction de la défense nucléaire, biologique et chimique de la direction des recherches, études et techniques d'armement, l'ingénieur général de 1^{re} classe Georges Fulachier.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-29-84
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques : 87 F
Abonnés et adhérents : 77 F
Communications diverses : 90 F

Naissances

— Edmond et Barbara KARENBAUGH, ainsi que leur fils Mathieu, sont heureux d'annoncer la naissance de

Chloé Elisabeth, le 6 juillet 1990, à Fontainebleau.

— Xavier et Rosemary BIZZI-NAVARRO, Cécile et Tassara, sont très heureux d'annoncer la naissance de

Naomi, née le 15 mars 1990, à Perth, Australie. 42 Cowston Rd, 6056 Boys W.A. Western Australia.

Décès

— La famille Et les amis du docteur Marie-Claude BELLOT, psychiatre,

ont la grande tristesse de faire part de son décès, survenu le 2 juillet 1990.

Clinique de Ventes, 37320 Evreux-sur-Indre.

— Alain Cassabona, son fils, a la douleur de faire part du décès de

M. André CASABONA, avocat honoraire,

survenu à Paris, le 10 juillet 1990, à l'âge de 70 ans.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le 13 juillet.

8, place de la République, 75011 Paris.

— David, son fils, Jacqueline et Max Costa, ses sœurs, Fabienne, sa sœur, Muriel, sa sœur, sa compagne, sa famille, ses amis,

ont l'officielle douleur de faire part de la disparition brutale de

Rémi COSTA,

survenue le 10 juillet 1990, à l'âge de 40 ans.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité.

78, rue Gabriel-Péri, 92120 Montrouge.

— M. Roger-Jean GAULON, officier de la Légion d'honneur.

Selon la volonté du défunt, les obsèques religieuses, en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhou (Paris-7^e) et l'inhumation dans le cimetière de la Ville-neuve-l'Archevêque (Yonne) ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale le 6 juillet.

On rappelle que Roger-Jean GAULON fut :

— fondateur et directeur général des Industries réunies de la région de Fournies (1928-1932),

— secrétaire général de l'Union française des industries exportatrices (1932-1936),

— secrétaire général du Comité international des échanges (1934-1936),

— fondateur et délégué général du Comité central de l'Organisation professionnelle (1936-1940),

— secrétaire général de l'Ecole des secrétaires de syndicats industriels (1937-1940),

— cofondateur et premier secrétaire général du Centre des jeunes patrons (1938-1940),

— président fondateur de l'Ecole nouvelle d'organisation économique et sociale depuis 1937,

— secrétaire général du Comité général de l'industrie du cuir (1942-1945),

— cofondateur et directeur général de la Semaine économique et financière (1945-1946),

— président et directeur général de l'Agence de presse SDE (1946-1977),

— président fondateur et directeur général (1933-1981), puis président d'honneur (1982) de la SDE

Conseils en formation.

9, avenue Elisée-Reclus, 75007 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Claude PAIX et leurs enfants,

M. et M^{me} Daniel PAIX et leurs enfants,

M. et M^{me} Rambaud, Les familles PAIX et Richard,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Denise PAIX, née Baudouin, assistante sociale, chef de santé scolaire du Var (ER), officier des Palmes académiques, survenue dans sa soixante-treizième année, le 11 juillet 1990, à Saint-Cyr-sur-Mer (Var).

M^{me} PAIX avait fait don de son corps à la médecine.

Une messe est célébrée le vendredi 13 juillet, à Toulon.

Christine et Mustapha Chebli

(le Courrier des galeries), Paris, Khadija et Abdou Chebli (Sotéma), Tunis, Hédia et Abdessattar Chebli (Thauria Ce Tunisie).

— Les familles Chebli, Alix, Allouche, Febril, Ben Brahim, Ben Chaabane, Cherif, Annabi, Farhat, Et le docteur Franck Bachachmidt, ont l'immense douleur d'annoncer le décès de leur très cher et bien-aimé

Ahmed CHEBLI, retraité de la Sécurité nationale (Tunis).

La cérémonie du quarantième jour aura lieu le 3 août 1990, au 74, avenue Roosevelt, La Goulette (Tunis).

La famille Chebli remercie ceux qui se sont associés à sa grande peine et en particulier le ministère de l'Intérieur (Tunis), M. Ben Ammar (maire de La Goulette), Tahar Fellous, Hamadi Soudi (Az-Zohra), Patricia Bailly, la galerie Charles et André Bailly, la galerie Katia Granoff, Frédéric Menguy, Pierre Larock, Robert Guio, la galerie Anne et Jean-François Apesteguy (Deauville), Fernand Herbo (Honfleur), la galerie Alain Dauze, M^{me} Darrieux, la galerie Jacques Meil, la galerie Le Minotaure, M. et M^{me} H. Claude Pissarro, Franck Van Wilder, Faouzi Cherif, Fethi Laribi et le personnel de Tunis Air (aéroport d'Orly), Noureddine Annabi, Ksar Zelfani, Bassam Tahane, Kamel Sabaghi et la galerie Maig-Davoud.

« Je ne conjure pas le verbe almer à la forme négative » Ahmed Chebli.

— M. Pierre-André Gaulon et ses enfants, M. et M^{me} Gilbert Demouy de Kerguel, et leurs enfants,

M^{me} Edith Gaulon, M. Yoka Gode, et leurs enfants, M. et M^{me} Michael Cox et leur fille,

Les familles Gaulon, Meillassoux, Wibaux et Droulers, M^{me} Thérèse Lemaire et Charlotte Fabre,

Tous ses anciens collaborateurs et collaborateurs, ont la douleur de faire part du décès de

Dien, survenue le 2 juillet 1990, dans sa quatre-vingt-neuvième année, muni des sacrements de l'Eglise, de

M. Roger-Jean GAULON, officier de la Légion d'honneur.

On rappelle que Roger-Jean GAULON fut :

— fondateur et directeur général des Industries réunies de la région de Fournies (1928-1932),

— secrétaire général de l'Union française des industries exportatrices (1932-1936),

— secrétaire général du Comité international des échanges (1934-1936),

— fondateur et délégué général du Comité central de l'Organisation professionnelle (1936-1940),

— secrétaire général de l'Ecole des secrétaires de syndicats industriels (1937-1940),

— cofondateur et premier secrétaire général du Centre des jeunes patrons (1938-1940),

— président fondateur de l'Ecole nouvelle d'organisation économique et sociale depuis 1937,

— secrétaire général du Comité général de l'industrie du cuir (1942-1945),

— cofondateur et directeur général de la Semaine économique et financière (1945-1946),

— président et directeur général de l'Agence de presse SDE (1946-1977),

— président fondateur et directeur général (1933-1981), puis président d'honneur (1982) de la SDE

Conseils en formation.

9, avenue Elisée-Reclus, 75007 Paris.

— M. et M^{me} Jean-Claude PAIX et leurs enfants,

M. et M^{me} Daniel PAIX et leurs enfants,

M. et M^{me} Rambaud, Les familles PAIX et Richard,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Denise PAIX, née Baudouin, assistante sociale, chef de santé scolaire du Var (ER), officier des Palmes académiques, survenue dans sa soixante-treizième année, le 11 juillet 1990, à Saint-Cyr-sur-Mer (Var).

M^{me} PAIX avait fait don de son corps à la médecine.

Une messe est célébrée le vendredi 13 juillet, à Toulon.

— La famille du docteur Paul-Comrad DUBÉ,

ancien directeur du service médical de l'ambassade du Canada à Paris, et ses enfants,

a la douleur de faire part de son décès, survenu le 11 juillet 1990. Il avait soixante-huit ans.

En des circonstances difficiles, il sut demeurer un homme libre. Il n'aurait pas voulu quitter ce monde sans réaffirmer sa foi en l'avenir d'une nation québécoise maîtresse de son propre destin.

Une messe sera célébrée le samedi 21 juillet, en l'église de Fontaine-la-Guyon (Eure-et-Loir), à 11 heures.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons peuvent être adressés à la Recherche contre le cancer.

34, rue Charles-Péguy, 28190 Fontaine-la-Guyon.

— M. Antoine Gallimard, La direction Et le personnel de la Librairie Gallimard ont la douleur de faire part du décès de

Raymond POULIN, directeur de la Librairie Gallimard de 1946 à 1983,

survenu le 6 juillet 1990, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le mercredi 11 juillet, en l'église Notre-Dame d'Avers-sur-Oise (Val-d'Oise), à 10 heures.

15, boulevard Raspail, 75007 Paris.

— Soings-en-Sologne.

Les familles Vitral, Braconnier, Parvillers Et alliés, font part du décès en son domicile de

Mariette VITALI-BRACONNIER.

L'office religieux aura lieu en l'église de Soings-en-Sologne, le lundi 16 juillet 1990, à 10 heures.

Ni fleurs, ni couronnes, ni plaques, tel était le vœu de Mariette.

— Lyon. Gilly-lès-Cîteaux. Nicotie. Grenoble. Saint-Jean-d'Arve. M^{me} Bernard Sotty, née Martine Tissot et ses enfants, Pascal, Eric, Damien, Marie, M. et M^{me} François Sotty, M. et M^{me} Daniel Hussen, Le docteur et M^{me} Robert Tissot, Les familles Rang, Sotty, Robin, Hussen, Tissot, Récoite, Bourgeat et Aussad, ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard SOTTY, survenu à l'âge de quarante-cinq ans.

La messe de funérailles sera célébrée en l'église de Saint-Jean-d'Arve, dans l'Isère, le samedi 14 juillet, à 15 heures.

Erratum

Dans l'avis de décès de la générale PÉNETTE, il fallait lire aussi

De la part de : M. et M^{me} Marcel Tricon, leurs enfants et petits-enfants.

(Le Monde du 12 juillet.)

Anniversaires

Au cours d'un combat livré contre la division Das Reich, le 14 juillet 1944, mourut pour la France

André LANGLADE, dix-huit ans, FTP.

Donnez-lui une pensée ainsi qu'à ses camarades engagés volontaires morts au maquis.

Pour le premier anniversaire de rappel à Dico de

M^{me} Anthony ROWLEY, née Lucette Laurent-Mazzerolle, une pensée est demandée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Concours d'agrégation 1990

● PHILOSOPHIE : Isabelle Albert (46^e), Vincent Aubin (15^e), Christophe Bardin (30^e), Bernard Barot (38^e), Thierry Bedoncelle (32^e), Florence Begel (43^e), Jean-Marc Besse (48^e), Pascal Blanchard (48^e), Emmanuel Blondel (22^e), Serge Boarini (9^e), Christophe Bouriau (74^e), Christelle Cadet (38^e), Florence Calvo (35^e), Pascal Chantier (80^e), Eric Chaux (63^e), Ives Chavet (80^e), Nathalie Cheix (25^e), Jean-Marc Colrat (41^e), Eric Combet (63^e), Bernadette Cuccinello (15^e), Dominique Damarzi (46^e), Emmanuel de Saint-Aubert (37^e), Béatrice Decossa (37^e), Jean-Jacques Delfour (48^e), Jean-Philippe Deranty (3^e), Anne-Claire Desseguelles (25^e), Hélène Devissaguet (35^e), Jean Devos (63^e), Farid-Mohamed Dhalal (14^e), Jean-Marc Durand (80^e), Bernard Dussaux (80^e), Roland Echard (21^e), Yvan Elissalde (15^e), Jean Falcolet (76^e), Pascale Farago (6^e), Jean-Paul Ferrand (67^e), Jean-Jacques Forte (58^e), Walter Galvani (31^e), Didier Gil (48^e), Alain Graf (19^e), Frédéric Gros (35^e), Nathalie Guérout (67^e), Laurence Guenard (35^e), Didier Guimbal (36^e), Stéphane Haber (12^e), Alain-Charles Hazan (80^e), Olivier Imbert (13^e), Laurent Joumier (8^e), Jean Kahn (28^e), Gérard Kaiser (63^e), Bruno Kasser (9^e), Mathieu Kessler (67^e), Souad Kettani (76^e), Jean Khalil (70^e), René Lacroix (41^e), Guillaume Le Blanc (30^e), Véronique Lechartier, ép. Meloché (70^e), David Lefebvre (2^e), Jean-Bernard Mauduit (28^e), Thierry Menissier (70^e), Isabelle Millon de Villeroy, ép. Talmon (58^e), Denis Moreaux (1^e), Danielle Moysé (38^e), Jean-François Paques (70^e), Isabelle Pariente (5^e), Muriel Paillet (44^e), Franck Petit (23^e), Christine Pralong (86^e), Judith Revel (32^e), Jean-François Rey (48^e), Gilles Richard (48^e), Stéphane Robillard (7^e), Claude Romano (4^e), Sylvie Ruau (76^e), Pierre Sauvanet (20^e), Guillemette Schauer (48^e), François Sobah (27^e), Ariel Suhany (11^e), Bruno Tackels (74^e), Olivier Tardieu (18^e), Pierre Tardieu (44^e), François Thomas (32^e), Karine Tordo Romban (39^e), Alain Valée (23^e), Bernard Vandewalle (55^e), Olivier Wotling (39^e), Simon Zavadil (76^e).

● BIOCHIMIE-GENIE BIOLOGIQUE : Nathalie Bonnefoy (17^e), Damien Botton (22^e), Jean-Luc Bret-Dibat (13^e), Claire Clouette (19^e), Olivier D'Adria (5^e), Laurence Declercq (11^e), Stéphane Dieudonné (7^e), Frédéric Godel (14^e), Anne Grapin (8^e), François Kaercher, ép. Vincent (9^e), Anne Kastner (23^e), Cécile Laugier (1^e), Elisabeth Lebouc (17^e), Yseult Lehoucq (2^e), Aude Levasseur, ép. Hurtrez (6^e), Jean-Philippe Lievre-mont (20^e), Bruno Lucas (10^e), Eric

Meffre (15^e), Pierre Mizat (12^e), Valérie Mondhot (24^e), Anne-Hélène Monsoro (3^e), Emmanuelle Müller (15^e), Maria Santavica (4^e), Isabelle Uhl (21^e).

● ARTS PLASTIQUES : Isabelle Ardouin (12^e), Isabelle Assmusen (1^e), Joël Auzanx (42^e), Eric Barthélemy (28^e), Corinne Beaumont (36^e), Hélène Benzaï (26^e), Richard Besse (48^e), Laurent Boisselier (8^e), Serge Boulart (35^e), Jean-Luc Bresson (39^e), Laurent Brunet (3^e), Jean Clerc (24

Avignon 90

CULTURE

de nos envoyés spéciaux



MARC ENGLERAND

Les murs de solitude

Un homme seul contre un mur de pierres usées : un acteur pour Jean-Marie Pata, le plus solitaire, le plus insolite des hommes de théâtre, qui travaille dans l'ombre, en silence et d'année en année poursuit son œuvre. Derrière un écran, un homme seul, maître d'une multitude de poupées en cuir, dont les ombres racontent l'inséparable histoire du Ramayana.

Le Wayang Kulit, venu de Malaisie, est chargé d'ouvrir cette grande saga. Avant de se laisser couler dans la soli-

tude de la mort, une femme un peu folle, une femme trop seule se dévot de la vie, se confie à un jeune homme, image de sa jeunesse. Avec sa pièce *Rencontre*, Peter Nadas ouvre le cycle des auteurs hongrois, enfin désencorcelés, que le festival va faire découvrir.

Face au vide de la page blanche, un écrivain s'invente mille visages. Il est suisse et s'appelle Ramuz, le spectacle s'appelle *Un prénom d'archiduc*.

La vitalité d'une scène méconnue

Avignon après Paris se met à l'heure du théâtre hongrois qui fête cette année son bicentenaire

La première troupe de langue hongroise est née en 1790. La vitalité du théâtre, la force de son humour, de son grotesque et de son absurde, sa présence dans l'histoire n'ont jamais faibli depuis. Méritant à profit le mouvement de curiosité pour les cultures d'Europe centrale, la Société des auteurs dramatiques, la Comédie-Française, les Éditions Théâtrales et la Bibliothèque nationale se sont associés ce printemps avec l'Institut du théâtre de Budapest et l'Agence littéraire Arts pour organiser, à Paris, une Semaine du théâtre hongrois. Elle a permis de découvrir un univers peu connu. Initiative reprise par le Festival d'Avignon.

Théâtrales) qui sera lu à Avignon. Influencé par le naturalisme, Füst décrit des exclus, personnages sans illusions, victimes d'eux-mêmes et de la société.

Miklós Hubay, né en 1918, est peut-être l'auteur hongrois le plus joué à l'étranger. Plusieurs de ses pièces - *le Cœur d'Escopelle*, *Néronisme* - sont traduites en français. Mais la nouvelle dramaturgie hongroise commence indiscutablement avec la *Famille Tot*, d'István Örkény, pièce créée en 1967 (Gallimard).

Nouvelle dramaturgie

Il est l'autre figure pivot des scènes hongroises. Il a influencé deux générations : celle des années 30 arrivée en littérature quand il était à son sommet ; celle de l'immédiat après-guerre qui a pris la parole dans les années 70 et 80, en pleine période de désillusion d'une société qui découvrait pourtant l'Incosco, Genet et Beckett.

Ces deux générations ont été influencées également par les dramaturges polonais Wyspianski, Rozewicz et Witkiewicz. Même si les œuvres sont très diverses, toutes ont une caractéristique commune : leurs héros savent que leur rôle est limité, qu'ils sont sans perspectives, mais ils essaient malgré tout de se révolter contre les pères. Les lectures d'Avignon

permettent de faire connaissance avec les représentants les plus importants de cette génération : Peter Nadas, György Spiró, Mihály Kornis et György Schwajda.

Peter Nadas, né en 1942, s'est d'abord fait connaître par ses romans et ses essais poétiques. Sa trilogie théâtrale - *le Ménage*, *la Rencontre* et *l'Enterrement* - écrite à la fin des années 70, n'a été jouée que dix ans plus tard. Son univers est celui de Kafka et de Gombrowicz, même humour aigre, même mélange du réel et de l'imaginaire.

György Schwajda, né en 1943, n'écrit que pour le théâtre, ce qui est exceptionnel en Hongrie. Dans ses pièces - *l'Hymne*, *la Sainte Famille*, *Miracles à la hongroise* - il met en scène le quotidien à la manière de Kretz, l'humour en plus.

György Spiró est un homme aux multiples facettes. Né en 1946, il est romancier, poète, universitaire et conseiller littéraire du théâtre de Kaposvár, l'une des scènes les plus actives du pays. Il essaie d'utiliser à plein les effets dramaturgiques de l'opéra - démarche totalement étrangère à la tradition théâtrale hongroise, fondamentalement naturaliste. De la vingtaine de ses pièces, deux - *l'Imposteur* et *la Tête de poulet* - ont été jouées avec un grand succès par le Théâtre Katona. Son style

balance entre réalisme aigre et hyperdramatisme.

Les pièces de Mihály Kornis, cinquante et un ans, romancier et metteur en scène - *Alléluia*, *Châtiment*, *Kozma* - sont fondées sur des stéréotypes linguistiques : slogans, anecdotes, bribes de chansons. Elles s'ordonnent autour d'un mélange extraordinaire des mythes et des trivialités apparus dans la Hongrie récente. En 1981, *Alléluia* a obtenu le Prix de la meilleure œuvre mais, les autorités de l'époque ont interdit qu'il lui fut remis. Il a fallu attendre 1989, et le retour à la démocratie, pour qu'il le reçoive enfin.

ANNA LAKOS

Tous les visages de la simplicité

Martine Pascal adapte et joue des fragments de l'œuvre de Charles-Ferdinand Ramuz

Un pré, sous un ciel de montagne, un ciel monacal. Mais est-ce vraiment un pré ? Si la réponse est oui, que viendrait faire là cette échelle de corde, un peu rutilante, comme l'échelle d'une trapéziste, qui s'en va loin au-delà du regard ? Et pourquoi l'herbe, l'herbe folle de ce pré, prend-elle de telles couleurs, vert quelquefois, jaune et plus tard safran ? Et pourquoi encore y a-t-il là ces empilements de chaises pliantes ? Une main invisible a voulu dégager un espace qui devait être l'instant d'avant celui d'une piste de cirque. Le voilà devenu espace de vie, ardoise magique où va s'imprimer, et aussitôt disparaître, le parcours d'un homme du tournant du siècle sous le regard, entre tendresse et sévérité, réalisme et illusion, d'une femme aux mille visages, figure de son âme.

Une transparence incroyable

Cet homme est jeune, plutôt. Suisse, cela s'entend. Écrivain, il nous apprend, et ce petit morceau de canton de Vaud sera très vite trop étroit pour qu'il y mène ses rêves. Avant lui sont nés - et morts à peine nés - deux frères, Charles et Ferdinand. Lui est venu après et, pour conjurer le sort, ses parents - un commerçant de denrées coloniales et une fille de vigneron - lui ont donné le double prénom de ses frères, Charles-Ferdinand, « un prénom d'archiduc ».

Joli titre pour une pièce, obscure comme il sied au théâtre avant que le rideau ne se lève, romantique, juste comme il faut quand on veut raconter la vie d'un écrivain.

Martine Pascal s'est lancée avec ferveur et passion sur le parcours sinueux des écrits de Ramuz, que le grand public connaît surtout pour son *Histoire du soldat*, avec la musique de Stravinski. Elle a volé là, dans un recueil de nouvelles, ici dans son journal, plus loin dans sa correspondance, les saynètes, les épiques d'une saga des mots et émotions essentielles du plus grand écri-

vain francophone suisse, « une petite pièce un peu en dehors du courant qui aurait une chance d'être représentée », et qui l'est, heureusement.

Même si, quelquefois, telle ou telle intention de l'auteur, à peine esquissée, a paru trop tôt disparaître, le langage est bien celui de Ramuz, d'une simplicité et d'une transparence incroyables. Ses obsessions sont là, rassemblées, austères, lyriques, tragiques parfois, flirtant avec la métaphysique mais sans ostentation, comme s'il avait peur de nous ennuyer, sinon de nous effrayer. Car, comme le donne très justement Claude Guyonnet sur la scène, Ramuz était timide, presque empêché avec son entourage. « Il n'y a que la solitude qui vaille », mais aussi d'une détermination définitive face à l'écriture.

Un peu comme doit l'être dans son travail le metteur en scène de ce spectacle, le Suisse Michel Sauter. Nous ne le connaissons qu'à travers ses films (*les Arpenteurs*, *Répères* ou plus récemment *Condor* pour la télévision), même s'il est un familier des planches et qu'il a écrit deux pièces de théâtre, il paraît exercer son art avec discrétion et acharnement, difficulté et brio, simplicité et philosophie. Sa mise en scène d'*Un prénom d'archiduc* est d'une finesse et d'une intelligence constantes, attentive au geste, au rythme, à l'intonation.

Dans une telle main, les deux comédiens sont à leur affaire. Si Claude Guyonnet a une belle présence mais retient un peu sa voix dans un aigre timbre, Martine Pascal est à la fête. La voilà tour à tour trapéziste, fille de ferme, papetière, éditeur, bonne femme et philosophe, bonhomme ou confonctionnaire d'aphorismes. Elle endosse tous les habits, compose tous les visages, exprime toutes les humeurs. Cela s'appelle jouer.

OLIVIER SCHMITT

► Salle Benoît XII. Jusqu'au 17 juillet, à 21 h 30.

Ombres et légendes

Le Wayang Kulit de Malaisie raconte le « Ramayana » : on aimerait bien comprendre

C'est très joyeux de nous apporter sur un plateau d'argent des spectacles « authentiques » venus de la lointaine Asie : encore faudrait-il essayer de nous en faciliter un peu la compréhension, ce dont les organisateurs de festivals semblent peu se soucier. « Laissez-vous prendre par la magie », disent-ils en substance. La magie n'agirait pas moins fort si nous savions qui sont les personnages et ce qu'ils se disent.

On a pu lire dans la presse, ces derniers temps, (*le Monde* du 3 juillet) des résumés de la grande légende indienne du *Ramayana* qui va être présentée sous diverses formes théâtrales au long du festival d'Avignon. C'est insuffisant pour déguster chaque spectacle dans sa singularité. Ainsi, le Wayang Kulit (théâtre d'ombres, ou plus exactement théâtre de figures de cuir) venu du sultanat de Kelantan, Malaisie, qui a ouvert le festival, est une petite chapelle des Pénitents gris de Villeneuve-lès-Avignon. Derrière un petit écran de toile blanche, un marionnettiste, le « dalang », anime les figures de cuir découpé, dont l'ombre est projetée par une ampoule électrique. Modulant sa voix, il tient à lui seul tous les rôles ; un petit orchestre, le « gamelan », est placé derrière lui.

Primo, la visibilité, aux Pénitents gris, est médiocre : en fait d'ombres, ce sont surtout les têtes des spectateurs des premiers rangs que le reste du public voit se découper sur l'écran (les cours se tordaient désespérément pendant toute la représentation). Secundo, le synopsis distribué à l'entrée - encore faut-il avoir le temps de le lire - n'a que peu de rapports avec ce que nous voyons ou croyons voir, et nous sommes perdus, ne comprenant guère le malais et identifiant très difficilement les personnages. Pourquoi n'avoir pas

prévu un sous-titrage, ou un surtitrage (la partie supérieure de l'écran, toujours vide, s'y prêtait) ? Ou, au moins, une brève présentation écrite des personnages et des épisodes représentés ?

Résultat : des spectateurs se sont égarés tout au long de la soirée, la « magie » faisant sans doute long feu une fois qu'on a admiré l'extrême beauté des figurines, ajourées comme de la dentelle, et leurs évolutions assez limitées.

Derrière l'écran

Elles ont une soixantaine de centimètres de haut ; un de leurs bras est articulé, de l'épaule au poignet, et pour certaines la mâchoire inférieure lorsqu'elles parlent ; leur ombre s'agrandit lorsqu'elles s'éloignent de l'écran. Pour notre part, nous n'avons reconnu Rama, le héros central du *Ramayana*, qu'à son visage vert (il faut le savoir) et Ravana, le roi des démons, qu'au moment où il enlève Sita, l'épouse de Rama. Nous n'avons vraiment savouré que l'épisode de la gazelle d'or, envoyée pour éloigner Rama de Sita, et le superbe combat de Ravana contre le vautour Jayatu qui tente de s'opposer au rapt.

Nonobstant, la poignée de curieux restés jusqu'au bout a été récompensée. Ils ont pu passer, une fois le spectacle achevé, derrière l'écran - ce qui se pratique couramment en Asie du Sud-Est pendant la représentation. Les artistes malais jouant un épisode pour la télévision, on a pu voir comment opérait le dalang, assis en tailleur derrière l'ampoule électrique, piquant certaines figurines dans un tronc de bananier séché, placé devant lui, et faisant vivre les autres ; on a pu admirer la virtuosité avec laquelle, tout en parlant, vociférant, ricanant, il fait son choix à toute vitesse parmi les

poupées qui l'entourent et commande en même temps les interventions du gamelan. Les musiciens ont gentiment présenté leurs instruments : hautbois à la voix aigre, tambours, gongs, petites cymbales.

Bonne nouvelle : il paraît qu'à la chapelle des Pénitents blancs où se transporte le Wayang Kulit, le public pourra circuler autour de l'écran pendant la représentation. Il faut d'autant plus y aller que le Wayang Kulit, nous dit-on, est en voie de disparition. Il y a quinze ans, on comptait encore dans le sultanat de Kelantan près de quatre-vingt dalangs ; il en reste aujourd'hui moins d'une dizaine. Et le maître Hamzah, qui officie à Avignon, est le plus grand de tous.

SYLVIE DE NUSSAC

► Chapelle des Pénitents Blancs, du 13 au 20, à 19 heures, relâche le 14.

► Ronconi et Kraus. - Luca Ronconi, qui dirige depuis un an le Théâtre Stabile de Turin (équivalent d'un centre dramatique), se prépare à mettre en scène les *Derniers Jours de l'humanité* de texte viennois du début du siècle. Joué dans sa continuité, la pièce durait environ huit heures. Mais Luca Ronconi la présentera par fragments en même temps sur plusieurs scènes pour des groupes séparés de spectateurs. Et, pour chaque groupe, le spectacle durera, dit-il, deux heures et demie. Ce projet date du temps où il bousculait la scénographie traditionnelle avec les épisodes de *Orlando Furioso* joués simultanément sur des plates-formes mobiles, où, pour XX, vingt spectateurs à la fois parcouraient une par une les chambres d'une maison-pige...

Le mystère de la dame en noir

Le premier auteur hongrois à découvrir est Peter Nadas, avec sa pièce « Rencontre », mise en scène par Alain Timar

Une femme en noir, assise dos courbé sur une chaise. Le sol est en carreaux très blancs et le plafond aussi. Mais les murs sont peints de traînées sombres, un couloir blanc semble flotter dans une nuit opaque. Au bout du couloir il y a une porte, et derrière la porte attend un jeune homme. La femme le fait entrer. Elle l'a rencontré dans la rue, il ressemble trait pour trait à un homme, le père de ce garçon, qu'elle avait aimé. Elle veut obstinément raconter son histoire. Et quand elle aura tout dit, affirme-t-elle, elle se suicidera.

Les fausses perspectives d'un trompe-l'œil

Ainsi commence *Rencontre*, pièce de l'auteur hongrois Peter Nadas mise en scène par Alain Timar - également auteur des décors - adaptée dans un langage clair, aigre et faussement simple par Jibolya Virag et Jean-Pierre Thiébaud. Le point de départ est romanesque, mais c'est comme les fausses perspectives d'un trompe-l'œil. On croit entendre la dérive

d'une femme trop seule, un peu folle et puis on se rend compte qu'un autre discours s'est glissé sous le premier, et encore un autre sous le second, et ainsi de suite se met en place une suite de confidences - inutilement soulignées de traits de musique jouée en direct par François Mechali et Jean-Michel Collet - qui affluent, s'égarent, tournent, encochent et puis dévoilent l'insupportable vérité.

La femme, Francine Bergé, joue avec la peur du jeune homme timide, Jérôme Rigaut. D'abord il demeure muet, rétif à tant de tendresse ambiguë, presque agressive. Quand à son tour il veut parler, exorciser l'aventure paternelle, la femme ne veut pas l'écouter. Elle reste sourde à la colère affolée qui le fait crier des obscénités puériles.

Elle attend qu'il ait fini pour distiller sa propre histoire, l'histoire de sa vie, sa vie même, trop longtemps retenue. Le jeune homme ne peut pas arrêter le flot d'une souffrance enfin délivrée. Les monologues parallèles auront fini par se briser l'un contre l'autre. L'enfant se blottit sur les genoux chaleu-

reux. Vient alors le silence. L'oubli du sommeil. L'effacement définitif. « La vieille femme se prépare à la mort, le jeune homme à la vie. » Malgré son maquillage blafard et ses yeux cernés, Francine Bergé n'est pas vieille. Elle est lisse, comme cuirassée. Elle déborde de force, de fougue, d'un humour hargneux que dissimulent à peine ses manières maternelles. Elle est concrète et positive, ne s'attendrit pas sur elle-même. Ni sur rien. Elle a dépassé la tendresse, elle a dépassé l'horreur. Jérôme Rigaut demeure en retrait, c'est le rôle qui veut ça, sans doute aussi la mise en scène discrète d'Alain Timar, qui laisse au texte toute sa densité, son envoiement.

COLETTE GODARD

► Théâtre des Halles, à 22 heures. Jusqu'au 31 juillet. Relâche les 14 et 23 juillet. Le texte est publié aux Éditions Théâtrales. Les lectures en français de pièces hongroises ont lieu du 16 au 23 juillet, chaque jour, à 18 h 30.

سكنا من الالجل

CULTURE

MUSIQUES

Le cirque Rameau

William Christie et Alfredo Arias
renouvellent « les Indes Galantes », non sans provocation

AIX-EN-PROVENCE
de notre envoyé spécial

Données pour l'ouverture du Festival d'Aix-en-Provence, jeudi soir 12 juillet, les Indes galantes offrent une extraordinaire débauche de talents, une orgie d'imagination, de couleurs, de mouvements et de gags, déchaînée par Alfredo Arias (le metteur en scène), Ana Yepes (la chorégraphe) et la somptueuse troupe des Ris et Danceries, mais aussi un sommet musical dû, une nouvelle fois, à William Christie et à ses Arts florissants. A coup sûr, la tradition fastueuse de l'opéra-ballet, selon Rameau, trouve ici son expression la plus totale, bien que paradoxale, et l'on n'est pas décidé, comme certains, à boudier son plaisir.

Reste à savoir si « débauche » doit être pris dans son sens figuré ou péjoratif : maints spectateurs se sont montrés choqués par le détournement constant du texte, assez médiocre, de Fuzellier, persiflé et traité en parodie, au point que l'on cotoie sans cesse l'opéra-bouffe à la manière d'Offenbach. Et, dans la dernière entrée, celle des Sauvages, l'irruption des rockers et des punks dans une revue époustouflante à la manière des Folies Bergères, pouvait rappeler les mauvais souvenirs de Don Giovanni vu par Peter Sellars (voir Le Monde du 15 novembre 1989).

Mais les Indes Galantes ne sont pas Don Giovanni, ni même Hippolyte et Aricie : les contes amoureux, thèmes de chaque tableau, ne

devaient guère émouvoir Rameau qui n'y voyait qu'un prétexte à fastueuses suites de danses. Arias a d'ailleurs respecté le caractère des plus grandes pages, « sérieuses » ou tragiques, comme la belle fête du soleil, avec les invocations de Hucscar, ce qui ne l'empêche pas ensuite de se moquer de l'éruption du volcan déclenchée par le dépit du prêtre inca, en montrant l'envers du décor et le machiniste chargé du feu d'artifice. A chacun, donc, de décider à partir de quand ce spectacle va vraiment trop loin dans la dérision ou le mauvais goût !

Un vrai
feu d'artifice

Sans doute pourrait-il mal tourner avec un chef moins souple, subtil et aigu que William Christie, qui magnifie cette œuvre (donnée intégralement). Il excelle à modérer le caractère fleuri, élégant, humoristique ou lyrique d'une danse, d'un air ou d'un chœur, avec une familiarité qui nous rend cet art tout proche. De son côté, le metteur en scène, même s'il fait un peu trop de corde raide sur le livret, nous ravit presque toujours et nous rattrape par quelque invention imprévue au moment où nous allons nous fâcher...

On est certes loin de l'atmosphère du dix-huitième siècle et d'ailleurs le metteur en scène a considéré ces entrées de ballet comme des entrées de cirque, où il se sent très à l'aise, sous le beau

chapiteau conçu par Roberto Platé, d'où sortent, comme un flot intarissable, les costumes de Françoise Tournafond, de la plus extrême bigarrure.

Outre les danseurs des Ris et Danceries, sans cesse sur la brèche, une troupe de chanteurs merveilleux (français pour la plupart et dont on ne perd pas une parole) a fourni à Arias des comiques virtuoses, dans des rôles contrastés, tels Jean-Paul Fouchécourt qui joue Figaro dans les montages péruviens et le prince persan déguisé en femme, Nicolas Rivest, émuant prince turc et rocker plus vrai que nature, pratiquant l'« amour vache » avec la sauvageonne Claron McFadden, ex-déesse Hébé, la rayonnante Isabelle Poulenc, ex-princesse inca, aux danses sacrées pleines d'espièglerie, François Le Roux, éblouissant dans sa triple métamorphose (Belzébuth, Hucscar et Alvar), Laurence Dale, d'une drôlerie insouvenante, la délicieuse Catherine Dubosc, Emilie et Zaire, fraîche et touchante, et tous les autres, sans oublier six petits enfants exquis, comme leurs grands cousins de la Flûte enchantée et les chœurs des Arts florissants qui se mêlent avec entrain à la danse. Un feu d'artifice et un vrai spectacle de festival.

JACQUES LONCHAMPT

Prochaines représentations les 18, 19, 22 et 26 juillet. Co-production avec l'Opéra de Montpellier, parrainé par Spie-Batignolles.

Jean-Michel Jarre :
le musicien masqué

Suite de la première page

Il est vrai que Jean-Michel Jarre est le seul Français à pouvoir faire jeu égal avec les piliers de l'industrie phonographique mondiale. Mais la renommée s'arrête là. Jean-Michel Jarre, masqué, symboliquement par les lunettes noires qu'il arbore sur beaucoup de ses photos, mais aussi par le gigantisme de ses productions en public. Qui peut se vanter d'avoir vu Jean-Michel Jarre jouer de la musique ? Entendu, oui. Ébloui par les projecteurs, aveuglé par mille lasers, hypnotisé par les projections, un spectateur de Jarre a tout vu sauf le musicien.

Quant à la musique, elle se dérobe face aux mots. Depuis le début de sa carrière en solo (avec Oxygène, en 1976) Jean-Michel Jarre fait des cercles autour de la voix humaine. Et quand on parle de cette musique muette, on n'arrive pas à lui trouver une traduction. Pour décrire En attendant Cousteau, le morceau à géométrie variable (sa durée va du simple au double selon que l'on passe du vinyle au CD) qui donne son titre à l'album, Jarre évoque « une musique non répétitive à l'intérieur d'un certain cadre. Comme quand on s'assoit au bord de la mer sans bouger et qu'on regarde l'océan évoluer ». Ce plat de résistance est précédé de hors-d'œuvre réalisés en partie à Trinidad. Dans l'île, la danse nait sa condition (tout à fait honorable) de danse tropicale, bien au contraire, et le seul trouble que l'on peut ressentir est celui qui prend à l'entrée d'une galerie de miroirs : est-ce le synthétiseur ou le steel-drum, la puce ou la ferraille ?

Il est une interprétation très simple au succès de Jean-Michel Jarre. C'est Francis Dreyfus, PDG de la petite maison de disques qui édite Jarre depuis 1976, qui lui donne quand il relate le succès d'Oxygène, son premier album : « Nous avions organisé une journée sur

Europe 1, mais une journée quand elle est passée... On ne disait c'est de l'instrumental, on ne peut pas le programmer. Et puis, je me suis arrangé pour distribuer le disque dans les magasins hi-fi. Nous avons obtenu le prix Marconi, ce qui nous a fait connaître dans les points de vente de la marque. Et c'est là que le disque a commencé à se vendre ». C'était au moment de l'apparition des premiers yuppies, des balbutiements du new-age, de l'accumulation technologique primitive (ampis, enceintes, auto-radio à affichage digital, en attendant la platine CD et le DAT). Bon gré, mal gré, Jean-Michel Jarre a trouvé sa place dans cet univers. Oxygène doit aussi en partie son succès à son utilisation dans le cadre d'une publicité radiodiffusée pour l'ouverture d'une autoroute.

Grandes célébrations
collectives

En 1976, Jean-Michel Jarre avait déjà une longue route derrière lui. On ne s'en est pas forcément aperçu, ne serait-ce que parce qu'il avait l'air à peine pubère (en fait il est né en 1948). Il avait pourtant étudié la composition sous la direction de Janine Rueff au Conservatoire de Paris, et participé (plus ou moins assidûment selon les versions Jarre ou Shaeffer) aux travaux du Groupe de recherches musicales de Pierre Schaeffer.

« Ce que je fais est proche de la musique concrète, selon le concept de Schaeffer », dit encore aujourd'hui Jean-Michel Jarre. Après s'être éloigné du GRM en 1968, il avait composé la musique du ballet AOR, chorégraphié par Norbert Schmucki, pour la réouverture du palais Garnier en 1971. Puis, après avoir rencontré Francis Dreyfus, il était devenu parolier (on notera au passage la saveur du paradoxe) pour Christophe. De cette collaboration étaient sortis les Mots bleus et Paradis perdus qui restent à ce jour à l'inventaire des monuments de la pop-musique française. Après ces débuts, Jean-Michel Jarre était retourné à son élément naturel, le studio meublé de synthétiseurs, pour y obtenir Oxygène.

Le succès de l'album, qui reste à ce jour sa meilleure vente, ne trouva pas sa prolongation logique sur scène. Normalement, un artiste qui vend autant de disques exploite ses résultats en public. Par manque de goût, par timidité, peut-être, Jean-Michel Jarre s'est épargné l'épreuve. Mais le 14 juillet 1979, il réunissait gratuitement un million de personnes autour de la Concorde pour une espèce de super soirée diapo, « bricolée avec des bouts de ficelle » selon Francis Dreyfus, mais qui

marquait la naissance de ces grandes célébrations collectives dont la France s'est faite une habitude pendant la décennie passée.

Vinrent ensuite les concerts de Pékin (venus tout droit, bien avant le « printemps » de Houston) que l'explosion de Challenger quelques jours auparavant n'arriva pas à gâcher, de Lyon (à l'occasion de la venue de Jean-Michel Jarre en concertations humaines) ou des Docklands de Londres (où le public naturel de Jarre, les yuppies, se confondait avec les autochtones, ce qui ne les empêcha pas de voir autorités municipales et éléments de la police - sans succès - pour les priver du plaisir de voir et d'entendre leur musicien).

L'an passé, à l'occasion des fêtes du Bicentenaire, Jean-Michel Jarre avait prévu d'apporter sa contribution. Les rivalités entre la mairie de Paris, soutien naturel de Jarre depuis l'épisode Concorde, et le gouvernement empêchèrent le projet d'arriver à bon port. Il lui aura donc fallu attendre 1990 pour revenir à Paris, par le biais de la Défense. Cette fois-ci, ce sont Charles Pasqua, Jacques Chirac et Jack Lang qui convient la population à cette célébration républicaine. On retrouvera les steel-bands et les lasers, les tours et l'Arche dans le rôle principal. Le spectacle sera visible à 2 kilomètres de distance et que le son ne voyage qu'à 360 mètres à la seconde - la synchronisation sera assurée par Europe 2, radio FM parisienne.

A part le concert des Docklands, tous ces événements n'ont pas coûté un sou aux spectateurs. Leur fonction n'est pas d'arrondir les fins de mois - de toute façon confortables - du musicien et de son organisation. Il s'agit plutôt de maintenir une présence médiatique mais aussi, selon le principal responsable, « d'organiser des événements vraiment conviviaux, plus qu'un concert au Parc des Princes où personne ne voit ni n'entend, moins coupés de la rue, puisque c'est là qu'ils s'y déroulent ». A la Défense, on verra et on entendra beaucoup de choses, mais Jean-Michel Jarre réussira à rester caché en se produisant dans des centaines de milliers de spectateurs.

THOMAS SOTINEL

Pour se rendre
à la Défense

Le concert débutera à 22 h 30, il est conçu pour être visible 2 kilomètres à la ronde. La gare RER de la Défense sera fermée au public à partir de 16 heures, les stations de métro Pont-de-Neuilly et Sablon à 18 heures, Argentine à 22 heures et Porte-Maillot et Charles-de-Gaulle-Etoile à 0 h 30. Les lignes de bus desservant les quartiers concernés seront détournées et la RATP ne prolongera pas son service. Pour plus de détail, tél. : 43-46-14-14 ou Minitel 36-15 RATP.

COMMUNICATION

Un entretien avec M. Philippe Guillaume

Les « professionnels du dénigrement » n'ont pas empêché
les chaînes publiques de conquérir de nouveaux téléspectateurs
nous déclare le président d'A 2 et de FR 3

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel l'a nommé président d'A 2 et FR 3, il y a onze mois, de préférence aux candidats officiellement soutenus par les socialistes. Depuis, M. Philippe Guillaume semble en guérilla permanente avec le pouvoir. Les élus socialistes ont durement critiqué la gestion de l'audiovisuel public. M^{me} Catherine Tasca, ministre de la communication, a pris à partie le PDG pour ses initiatives dans le conflit de la Société française de production, Le CSA lui-même émet de nombreuses réserves sur le premier bilan des chaînes publiques. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Guillaume répond aux critiques.

« Depuis plusieurs semaines, hommes politiques et commentateurs ont beaucoup disserté sur la crise de l'audiovisuel public. Vous êtes restés très discrets... »

« Je me borne à constater que le papier noir et l'énergie dépensée par les professionnels du dénigrement n'ont pas empêché A 2 et FR 3 de gagner, en six mois, 1,5 million de nouveaux téléspectateurs. »

« Selon vous, cette crise est une pure invention ? »

« Revenons à l'affaire à son début. Michel Drucker quitte A 2 et au même moment la chaîne perd un demi-point d'audience. Aussitôt on assure que la télévision publique va perdre toutes ses émissions vedettes et tous ses professionnels de qualité. Certains s'hésitent pas à pronostiquer l'hémorragie d'audience et le président de l'Assemblée nationale, troisième personnage de l'Etat, annonce même la mort prochaine du service public. »

« Les inquiétudes
ne sont pas fondées »

« Or, vous pouvez le constater : les animateurs sont restés et nous avons conservé Roland-Garros, le Tour de France, les Victoires de la musique, les Molières du théâtre dans des conditions de marché honorables et sans surenchères. Quant à l'audience, les chiffres sont là : A 2 est passée de 21,7 % de part de marché à 23,5 %, FR 3, de 11 % à 12,5 %, quand toutes les autres chaînes, à l'exception de M 6, sont en baisse. Je ne pousse pas de coccinelle mais j'estime que les inquiétudes réelles ou organisées ne sont pas fondées. »

« On a pourtant le sentiment que la télévision publique ne se distingue plus des chaînes privées et que le service public risque ainsi de perdre sa légitimité. »

« Le reproche est plus grave. Mais comment cerner cette différence, évaluer cette spécificité ? Je vous propose ma méthode : comparons le nombre d'heures diffusées par chaque chaîne en émissions de nature commerciale (feuilletons, séries, variétés, jeux) avec celui des émissions de type service public (magazine, information, documentaire, musique et théâtre classiques). Dans la première catégorie, M 6 obtient 73 %, la 5, 71 %, TF 1, 59 %, A 2, 39 % et FR 3, 26 %. Le pourcentage de temps consacré aux émissions de service public est de 42 % pour FR 3 et de 39 % pour A 2, alors qu'il est seulement de 29 % pour TF 1, de 17 % pour la 5 et de 19 % pour M 6. »

« Si vous faites des comparaisons européennes, vous vous apercevrez que le pourcentage d'émissions de service public sur FR 3 est bien supérieur à celui de la BBC 2 en Grande-Bretagne ou de la RAI 5 en Italie, chaîne tenue pourtant pour de véritables modèles. Cette évaluation quantitative, confirmée par les études du ministère de la culture, ne nous est donc pas défavorable. Mais il nous reste à affiner davantage, au niveau des contenus des émissions, la différence. »

« Reconnaissez au moins qu'il y a une crise financière : la régie publicitaire d'A 2 a été incapable d'atteindre les recettes fixées par le Parlement. »

« Les relations d'A 2 avec la régie sont uniques au monde. TF 1 comme le Monde ont des régies filiales qui appliquent la politique commerciale définie par la société mère. D'autres ont des régies indépendantes qui signent un contrat de service et s'engagent sur des objectifs. La régie d'A 2 a un statut intermédiaire qui paralyse toute stratégie commerciale et empêche de constituer la régie commune A 2-FR 3 voulue par le législateur. Il est urgent que le gouvernement choisisse clairement l'une des deux solutions. »

« Reste qu'A 2, c'est vrai, souffre d'un manque à gagner publicitaire de plusieurs centaines de millions de francs. Face à cette situation, les responsables de la chaîne ont imaginé des solutions permettant de dégager de nouvelles ressources. Si l'opération porte ses fruits, le compte d'exploitation d'A 2, à la fin de l'année, sera proche de l'équilibre. »

Publicité :

« un débat théologique »

« Êtes-vous partisan, comme certains responsables politiques, de supprimer la publicité sur les chaînes publiques ? »

« Ce débat me semble très théologique et saisonnier. Entre le « tout publicité » et l'absence de publicité, il y a certainement un juste milieu. On pourrait peut-être autoriser un peu plus de publicité sur FR 3 et un peu moins sur A 2. »

« Je constate surtout que ce débat politique, lancé juste après l'annonce par certains de la mort prochaine du service public, a provoqué chez les annonceurs l'annulation de certains budgets destinés à A 2 et FR 3. »

« Le Conseil supérieur de l'audiovisuel vous reproche de ne pas avoir beaucoup avancé dans l'harmonisation des programmes des deux chaînes. »

« J'ai essayé d'appliquer la loi dont la lettre est fort sobre mais l'esprit complexe. Le législateur demande à la fois de préserver l'identité d'A 2 et de FR 3 tout en créant synergie et complémentarité entre les deux entreprises. Pour ce qui est de l'identité, j'ai donné, de mon propre chef, aux deux directeurs généraux, Dominique Aldouy et Jean-Michel Gaillard, le statut de mandataire social. Ce qui leur permet d'être pleinement responsables devant leur conseil d'administration de la spécificité de leur entreprise. Ensemble, nous nous sommes attachés à respecter les objectifs définis par M^{me} Tasca : A 2 doit être la chaîne de tous les publics, FR 3, celle des publics spécifiques. »

« Sur cette différence fondamentale peut se bâtir une complémentarité, grâce à des économies de moyens et des actions communes. Pour les retransmissions sportives, ces synergies sont assez évidentes à l'antenne. On remarque moins encore les investissements communs réalisés dans des chaînes thématiques comme Euro-news et Sport 2/3 ou dans la gestion des droits dérivés. Désormais, les bureaux régionaux de FR 3 vont travailler non seulement pour la télévision régionale mais pour l'antenne nationale de FR 3 et d'A 2. De même FR 3 bénéficiera des images tournées par les correspondants d'A 2 à l'étranger. »

« Pour la première fois aussi, les deux chaînes publiques vont coproduire des grandes séries de prestige européennes qui seraient trop coûteuses pour chacune d'elles. Elles seront diffusées par A 2 et FR 3 sous des formes et à des moments différents pour respecter la personnalité de chaque programme. »

« Le partage du pouvoir entre un président et deux directeurs autonomes ne crée-t-il pas des conflits ? »

« Il n'y a pas de conflit parce qu'il n'y a pas d'appropriation du pouvoir. Nous sommes tous trois

au service d'entreprises pour exécuter des choix faits par le Parlement et le gouvernement. La répartition des rôles n'a jamais été aussi claire dans l'audiovisuel public. A l'antenne 2, le pouvoir appartient clairement à Jean-Michel Gaillard qui doit le déléguer, pour les programmes, à M^{me} Monique Teka qui, elle, ne doit pas se substituer aux responsables des unités de programmes. A FR 3, il en va de même : chacun prend les décisions qui lui reviennent dans sa sphère de compétence. La stratégie des deux chaînes est définie par une équipe de trois personnes. Si un arbitrage est nécessaire, il me revient. »

« Cette organisation supprime une des maladies bien connues de la télévision. On ne peut plus court-circuiter une décision, imposer un projet refusé, en allant frapper à l'une ou l'autre porte, en utilisant des rivalités de compétences. Le système garantit de la même façon une réelle indépendance face à d'éventuelles pressions politiques ou à des choix partisans. »

« Une indépendance qui vous tient beaucoup à cœur ? »

« C'est une des missions fondamentales d'une télévision publique. Mais il y en a d'autres : transformer en entreprises économiquement rigoureuses et socialement chaleureuses des établissements administratifs hérités du monopole, fidéliser une audience croissante sur des programmes diversifiés légitimant le service public, être le partenaire de l'ensemble des créateurs, auteurs, producteurs, réalisateurs, organisateurs de spectacles, quel que soit leur degré de notoriété. »

« Des tentatives
de déstabilisation »

« Vos relations avec le ministre de la communication ne cessent de se détériorer. Ces antagonismes ne vous rend-il pas la tâche fort difficile ? »

« Il peut arriver qu'il y ait des divergences d'opinion. Je ne pense pas convenable des les évoquer publiquement. Par contre, toutes les ambitions du gouvernement et du CSA pour une télévision publique plus diversifiée et plus exigeante sont légitimes et même stimulantes. »

« Je regrette seulement que des tentatives de déstabilisation compromettent parfois les efforts entrepris. Il y a dans la télévision publique tout un univers administratif qui, sûr de sa pérennité, n'hésite pas à s'opposer aux réformes, aux initiatives créatrices. Mettre en question les dirigeants des chaînes, alimenter des spéculations sur la durée de leur mandat, renforcer automatiquement l'immobilisme et va à l'encontre de l'esprit même de la réforme de l'audiovisuel public. »

« Serait-il préférable, à l'avenir, que le gouvernement nomme lui-même le responsable des chaînes publiques ? »

« Oui, si l'on persiste à faire de la télévision un enjeu de pouvoir. Ce pouvoir « immense et tutélaire » qui cherche à maintenir les hommes dans l'enfance et dont parle si bien Tocqueville. Mais si on considère que la télévision publique doit d'abord contribuer au développement d'une société et à l'épanouissement de chacun, mieux vaut continuer à la protéger d'une mainmise directe du pouvoir politique. »

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS LACAN

□ **Témoignage chrétien :** M. Roger Trefeu succède à M. Claude Gault. Entré à Témoignage chrétien en 1961, M. Claude Gault, qui assumait la direction de la rédaction de l'hebdomadaire chrétien de gauche depuis 1984, quitte ses fonctions. Celles-ci seront désormais assurées par M. Roger Trefeu, entré à Témoignage chrétien, en 1965, dont il est le rédacteur en chef depuis avril dernier. Il reviendra donc à M. Trefeu de mettre en place la nouvelle formule du titre qui doit marquer l'année prochaine son cinquantième anniversaire.

« Supermarché »
des Indiens,
le bison
a bien failli
disparaître
au siècle dernier.
Récit d'un sauvetage,
du Montana américain
à l'Alberta canadien.



Montana, paradis bison

LES collines rousses qui s'élèvent au milieu du territoire des Flatheads, dans le Montana, sont pour les Indiens une montagne magique. Le Grand Manitou y rôde encore, incarné par les superbes bêtes que l'on appelle là-bas des *buffaloes*. Sur 10 000 hectares entièrement clôturés s'étend le National Bison Range, l'une des plus anciennes et des plus importantes réserves à bisons d'Amérique du Nord. Un lieu splendide au pied duquel s'étale, sur 100 kilomètres, l'ancien glacier devenu la vallée des Missions. Le rempart crénelé des Rocheuses, éternellement pourdrées de neige, l'isole de l'immense plaine qui, à l'est, court d'un trait jusqu'à Chicago. Les eaux d'ici coulent vers l'ouest, comme attirées par d'autres Indiens : ceux du Pacifique. Étonnantes dimensions américaines ! Un sacré promontoire à tous les sens du terme que ces hauteurs du Bison Range. Car c'est en ces pâturages qu'il y a un siècle l'ancien commensal des peaux-rouges et leur totem le plus vénéré a été sauvé *in extremis*. Les Flatheads, mais aussi leurs cousins, les *Cœur d'Alène* de la montagne ou les *Blackfeet* de la plaine, viennent ici en pèlerinage. En blue-jeans et chemises à carreaux, au volant de pick-up ferrailleurs, ils parcourent la piste de 30 kilomètres serpentant dans la réserve.

La bataille de Little Bighorn

Ils sont toujours les premiers à apercevoir les écureuils de prairie, les perdrix, les coyotes ou les antilopes qui peuplent ces collines. Mais ils sont les seuls avec les gardes - à vraiment savoir interpréter les messages télégraphiques qu'échangent les bisons à l'aide de leur minuscule queue. Pendant : tout va bien ; en point d'interrogation : alarme ; horizontale : où sont les femmes ? ; verticale : je vais charger. Eux n'ont pas besoin d'invoquer Fenimore Cooper, Jack London ou James Oliver Curwood pour revisiter leur histoire. Ce passé, non écrit, que depuis les temps préhistoriques jusqu'à la bataille de Little Bighorn, non loin d'ici, ils partagent avec les bisons, ils l'ont dans la mémoire. Les uns suivant les autres, bisons et Indiens sont arrivés

d'Asie sur le continent américain, il y a douze mille ans par le détroit de Béring, alors à sec, et d'une centaine d'individus, d'abord armés de propulseurs à javelots, comme nos magdaléniens, puis d'arcs et de lances aux pointes de silex, transportant leur mince bagage grâce à des meutes de chiens de portage, les peaux-rouges nomadisèrent derrière les troupeaux. Le bison était pour

Les Indiens des plaines vivaient littéralement aux crochets des *buffaloes*. Par bandes d'une centaine d'individus, d'abord armés de propulseurs à javelots, comme nos magdaléniens, puis d'arcs et de lances aux pointes de silex, transportant leur mince bagage grâce à des meutes de chiens de portage, les peaux-rouges nomadisèrent derrière les troupeaux. Le bison était pour



troupeaux se sont follement multipliés. Jusqu'à atteindre, estimait-on, 30 millions et même, selon certains, 60 millions de têtes.

eux un supermarché à quatre pattes, leur fournissant tout ce dont ils avaient besoin, hormis l'eau potable et les perches pour ériger les tipis.

L'animal, tel qu'on peut l'admirer dans les dix-sept parcs et réserves où il subsiste encore aux États-Unis et au Canada, n'a pas changé. Les mâles pèsent facilement une tonne, et si les femelles sont moins lourdes elles sont plus intelligentes, plus courageuses et encore plus redoutables. Ce sont les plus expérimentées d'entre elles, en tout cas, qui mènent le troupeau.

Tous ont la tête, la bosse - c'est du muscle - et les épaules revêtues d'une toison noire qui devient pelisse isothermique en hiver. Infatigables, ils sèment le meilleur coursier sur longue distance. Mieux que n'importe quel bovidé domestique, ils exploitent les ressources végétales des plaines, des vallées et des collines, où ils transhument au rythme des saisons. Et les adultes ne craignent nul prédateur... excepté l'homme.

Dans un récent ouvrage d'anthropologie, Violet E. Rau, une descendante de ces coureurs de prairie, a dressé le catalogue des aliments, vêtements, outils, armes, pièces de harnachement, récipients, bijoux, poteries et produits de ménage que l'on tirait d'une carcasse. Cela va de la couverture du tipi au pemmican (mousse de viande et de baies, utilisée comme aliment de survie) en passant par les couches-culottes des papoues. Il n'y a pas moins de cent vingt-cinq articles différents ! Pour voir ces collections, il faut nomadiser soi-même, à l'américaine, c'est-à-dire en motor-home, et fouiner dans les petits musées qui jalonnent les routes de l'Idaho et du Montana (aux États-Unis) comme de l'Alberta (au Canada).

On comprend vite pourquoi la chasse aux bisons était la mission vitale assignée aux meilleurs

guerriers de la tribu. Objectif numéro un : approcher un animal d'assez près pour lui planter au défaut de l'épaule un trait mortel. Non sans cérémonies préalables et propitiatoires - car l'Indien était fort dévot, - on y parvenait de multiples façons : en rampant sous le couvert d'une peau de bête, en pratiquant l'encerclement à plusieurs, en chassant à courre avec des chiens, en construisant des pièges.

La technique du précipice

La technique la plus sophistiquée et la plus productive était celle dite du précipice. Il s'agissait de rassembler les bêtes dispersées dans les collines puis de les pousser vers des vallons se terminant brusquement sur la plaine par des abrupts. En semant la panique dans le troupeau au dernier moment, on parvenait à lui faire faire le saut de la mort. Au pied de la falaise, on achevait les blessés, et les squaws pouvaient préparer des monceaux de viande pour l'hiver.

Sur le site même où cette méthode d'abattage a été pratiquée durant cinq mille cinq cents ans, à Head-Smashed-In, dans la province de l'Alberta, les Canadiens ont construit un passionnant musée astucieusement dissimulé dans la falaise. C'est en somme le Solutré des peaux-rouges que l'Unesco a d'ailleurs classé parmi les trésors du patrimoine mondial. Il rappelle que la traque collective des bisons, en obligeant les tribus à se réunir, a suscité le développement de la culture indienne.

Tout cela, c'était la bonne vieille Amérique précolombienne. En débarquant avec leurs chevaux vite répandus à travers le continent et aussitôt adoptés par les Indiens, puis en vendant à ceux-ci des carabines et de l'alcool, les Européens ont chamboulé un équilibre multi-millénaire. Par vagues successives, missionnaires, trappeurs, colons et chercheurs d'or ont défriché jusqu'au pied des Rocheuses.

Les Indiens et les bisons étaient de trop. Pour réduire les premiers à merci, c'est-à-dire pour les sédentariser avant de les parquer, il suffisait d'exterminer les seconds. Les constructeurs puis les passagers de l'Union Pacific Railway s'y employèrent comme les fermiers et les peo-

tons de l'US Cavalry. Le sinistre William Cody, dit Buffalo Bill, s'y illustra même à jamais.

Bref, en 1874, peu avant la victoire sans lendemain de Sitting Bull sur le général Custer, il n'y avait plus un seul bison dans la vallée des Missions, à l'ouest du Montana. Pour se faire pardonner d'avoir trucidé son épouse, un *native* nommé Walking Coyote passa la prairie où il les avait capturés quelques-uns des derniers *buffaloes* : deux jeunes mâles et deux génisses. Dix ans plus tard, l'Indien décida de vendre son petit mais précieux cheptel qui atteignait alors treize têtes.

Qui allait donc s'intéresser à ces maudits et indomptables bestiaux ? A la surprise générale, deux copains qui exploitaient un ranch dans la réserve des Flatheads, Charles Allard, d'origine française, et Michel Pablo, de souche espagnole, en proposèrent quelques milliers de dollars. Désir de sauver une espèce en voie de disparition ou calcul d'éleveurs avisés ? Nos gaillards avaient compris que ces rescapés constituaient un trésor sur pied. Méfiant, Walking Coyote exigea des billets verts qu'il comptait à des bûches dans la prairie, où il fit une telle brigue qu'il en mourut quelques jours après.

Une douzaine d'années plus tard, Charles Allard disparaissait à son tour. Ses bisons, eux, prospéraient dans la vallée des Missions. C'est là que, au début de ce siècle, le gouvernement cana-

dien et le gouvernement américain, enfin décidés à sauver l'espèce, dénichérent les troupeaux qu'ils voulaient lâcher dans leurs parcs respectifs.

L'épopée du Far-West

Pour rassembler les bêtes et les transporter, soit en train, soit en chariot hippomobile, il fallut plusieurs années à Michel Pablo et à ses meilleurs cow-boys. Il en reste une maxime : « On peut mener un bison partout où il a décidé d'aller. » Mais en 1909, enfin, dans les collines achetées et clôturées par décision de l'énarque président Theodore Roosevelt lui-même, les bisons sauvés par Walking Coyote et Charles Allard pâturaient en paix.

Ils sont aujourd'hui quatre cents, et leur nombre est volontairement maintenu à ce niveau. Chaque année les bêtes en excédent sont expédiées dans d'autres réserves - on en compte dix-sept au Canada et aux États-Unis, abritant environ vingt-cinq mille bêtes (!) - ou abattues. Dans certaines boutiques de la vallée des Missions, les nostalgiques peuvent donc acheter comme autrefois de minces tranches de bison séché. Un troquet de bord de route s'enorgueillit même de servir des steaks de *buffalo*. C'est meilleur que du bœuf et, en prime, on a sur la langue toute l'épopée du Far-West.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) A ce cheptel, il faut ajouter les soixante-dix mille bisons se trouvant dans des ranchs privés aux États-Unis.

Repères

• Dans l'Idaho :

- Museum of North Idaho, 115 Northwest Rd., PO Box 812, Cœur d'Alène, Idaho. Tél. : (208) 664-3448.

- Old Mission, PO Box 30, Cataldo, Idaho 83810. Tél. : (208) 334-2154.

• Dans le Montana :

- National Bison Range, Moiese, Montana, 59824. Tél. : (406) 644-2211.

- Musée des Indiens des plaines, PO Box 400, Browning, Montana 59417. Tél. : (406) 338-2230.

• Au Canada :

- Musée historique (Indiens et police montée), Fort Macleod, Alberta.

- La précipice à bisons Head-Smashed-In Buffalo Jump, 18 kilomètres à l'ouest de Fort Macleod, Secondary Highway 785, Box 1977, Fort Macleod, Alberta. Tél. : (403) 553-2731.

• A Paris :

- Office du tourisme des États-Unis : ambassade des États-Unis, avenue Gabriel, 75382 Paris Cedex 08. Tél. : 42-60-57-15.

سكزا من الامم

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1393

MUTATIONS

(Tournoi Open de Reykjavik, 1990)

Blancs : Y. SEIRAWAN
Noirs : J. TISDALL

Défense hollandaise.
Variante de Leningrad.

1. d4 Cb6 2. Rb1 Cxd4 3. Cc3 g6 4. g3 Fg7 5. Fg2 0-0 6. Ch3 d6 7. d5 e6 8. Cxf6 e5 9. d x e6 De7 10. 0-0 g6 11. Cc4 a6 12. C x d5 Cd8 13. f4 g x f4 14. F x f4 Cc6 15. e4 C x d5 16. F x f5 D x f5 17. Dg4 Dd6 18. Fc3 T x f3 19. T x f3 Dc5 20. Dc3 Cb6 21. Ff4n Cxd4 22. D x e6 F x e6 23. D x e6 F x e6 24. D x e6 F x e6 25. Cb5 D x b2 26. Cc7 D x b7 27. F x b7 Fg8 28. F x e6 F x e6 29. F x e6 F x e6 30. Ff4 Fd4 31. Rg2 Fb3 32. Fd1 Fb3 33. Td1 Fb3 34. Rd2 Cb6 35. Td3 Fb3 36. Td4 Fb3 37. Td5 Fb3 38. Td6 Fb3 39. Td7 Fb3 40. Td8 Fb3 41. Td9 Fb3 42. Td0 Fb3

NOTES

1. Au lieu de la suite courante 6.Cb3, les Blancs ont aussi à leur disposition le développement du C-R, avec l'idée de contrôler via f4 les cases d5 et e4 tout en n'obstruant pas la diagonale h1-a8 du Fg1.
2. Cb6 ne semble pas suffisant : 7.Td1, d6 : 8.d5, Cc5 : 9.b3, c3 : 10.0-0, Fd7 : 11.Dc2, a6 : 12.44, Td8 : 13.Fd2, Cc8 : 14.Cf4, Cc7 : 15.a5, b5 : 16.a x b6, T x b6 : 17.63, Dd8 : 18.C x c7, Td8 : 19.h3, Rh3 : 20.Tf6, a5 : 21.f4, Cc7 : 22.Td1, Td8 : 23.Td3, Cc6 : 24.T x a5, Cc4 : 25.T x a8, D x a8 : 26.Db1 avec un

avantage décisif pour les Blancs (Suba-Emment, Tunis, 1985).
3. 0-0 donne immédiatement aux Noirs le moyen d'obtenir l'égalité par 7... c5 : 8.d x c5, d x c5 : 9.D x d8, T x d8 : 10.Cd5, Td7 : 11.Fg5, Rf7 : 12.f4, g4 : 13.F x f6, F x f6 : 14.Cg5, Fg5 : 15.F x f6, Cc6 : 16.Cf6, Td2 : 17.Tf-d1, Td1 : 18.T-d1, Fc6 : 19.C x h7, Cc5 : 20.b3, Cd7.
4. Si 7... c5 : 8.Cf4, Cc6 : 9.0-0, Cc7 : 10.44, Dd8 : 11.Cb5, Dd8 : 12.Td3, a6 : 13.C x c7, D x c7 : 14.Dc2, Td8 : 15.a3 ! avec avantage aux Blancs. 7... Cb6 est jouable : 8.0-0, Cc5 : 9.Td1, e5 : 10.Fc6 : 10.b3, Cc6 : 11.Fb2, Dc7 : 12.Dc2, Td8.

5. Une poussée énergique qui demande, cependant, un jeu précis des Noirs.
6. Si 9... Cc6 suivi de Cc5 et de Cc6 est à examiner.
7. A cette avance du pion g que l'on trouve souvent dans la Hollandaise, on peut préférer la suite 10... Cb6 et 11... Cc3. Après 10... Fc6 : 11.b3, Cc6 jouable : 12.Cd4, Cc5, Fc1 : 13.Dd6, Dd6 : 14.Cd6, Fc8 : 15.Fa3 ! 12.Fa3, Cc5 : 13.Fc5, d x c5 : 14.Cc6, D x c6 : 15.Dc2, Td8.

8. Une réponse dynamique qui sacrifie un C pour deux pions et un jeu actif.
9. Si 12... h6 : 13.f4, g4 : 14.Dc2 suivi de 15... f4.
10. Si 13... g4 : 14.f4, h5 : 15.exf5, sième Cœur) le surcouper avec le 9 de Tréfle ! Il ne servirait à rien que Sud coupe gros car il y aurait promotion du 10 de Tréfle. Le contrat qui semblait sur table était donc infaisable. Or Wolff l'a gagné grâce à une astuce : laquelle ?

RÉPONSE

Sauf si le 10 de Cœur tombe (avant le quatrième tour de la couleur) il est nécessaire de couper un Cœur. Mais que va-t-il se passer si, pour rentrer chez lui, le déclarant se contente de couper Pique ? Il va prendre l'entame avec l'As de Pique et jouer la Dame de Cœur. Ouest va mettre l'As de Cœur et contre-attaquer le 10 de Tréfle pour le Valet de Sud qui continuera Cœur. Le mort fera le Valet de Cœur, puis Sud viendra dans sa main en coupant un Pique avec le 2 de Tréfle, ensuite il coupera le 9 de Cœur avec la Dame de Tréfle et retournera chez lui en coupant le 7 de Pique, et il... chut ! En effet Ouest (qui aura pris soin de débarrasser son dernier Pique quand le déclarant aura joué le trois

de spectaculaire. Il faut aller plus avant dans le combat pour en découvrir l'impact.
2. Attaque répétée pour affaiblir l'aile droite.
3. Nouvelle menace sur l'aile droite des Blancs.
4. Dans le prolongement de 15... (23-28), Sijbrands attaque pour le gain du pion !
5. Sijbrands a bien vu que, pour le moment tout au moins, les Blancs ne peuvent rétablir l'égalité numérique puisque si 27.43-37 (18-23) : 28.37-19 (27-32) : 29.38-18 (12-45) ! passe à dame et +.
6. Autre temps fort de ce mort-croisé choisi que cette conquête du centre pour protéger le pion à 32.
7. 31... (23-29) est bien sûr interdit car 30-25, etc., les Blancs dament à la case 1.
8. Les Blancs, habituellement si agressifs, paraissent se résigner à subir le handicap d'un pion.
9. La suite envisagée par Sijbrands des 25... (28-32) !
10. Encore un coup pédagogique qui s'inscrit dans la perspective de l'attaque du pion à 43.
11. Pour isoler le pion à 33 et tenter de le placer en situation précaire.
12. Alors qu'un examen partiel retiendrait (33-39).
13. Tsjizow nous montre qu'il ne

7) La domination des forces blanches est effective, à quoi il faut ajouter le pion de plus.
8) Dans cette finale simplifiée, les Blancs ont trouvé le moyen d'enfermer le R noir dans la trappe !
9) Si 39... h5 : 40.Tg7+ et 41.T x g8+. Si 39... Cc6 : 40.Tg7+.
10) Si 40... Tg4 : 41.Tg7+ Td4 : 42.T x d4, Td8 : 43.Td8+ Ff8 : 44.Td8 mat.

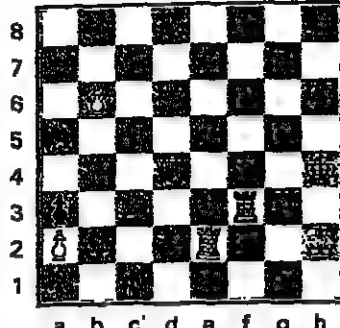
SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1392 O. PERVAKOV (1987)
(Blancs : Rc1, Fc7, Cd5 et bl. Noirs : Ra1, Fc1, Cd4, Pa2, a5, d6, g3.)
La menace 1... g2 est redoutable. On verra plus tard pourquoi la prise immédiate 1. Fc6 ne va pas. D'autre part, si 1. Cc3 ? Fd2 ! 2. Rg2, Fc3 : 3. Fc6, Fd4.
1. Fc6, g2 : 2. Ff6+, Cc3 : 3. Cc3, Fd4 : 4. Fd4 ! (si 4. Fg7 ? g1-Dc ou si 4. Fb6, Ff5+ suivi de 5... g1h1-Df1, Ff5+ : 5. Rg2, Fc3 ! 6. Ff6 (et non 6. Fc3 ? g1h1-D : 7. Fd4, Dd8), Fg5 : 7. Fg7, Fb6 ! 8. Fb8 ! Fg7 ! 9. Fg7, g1=D : 10. Ff6, Dc5 ! 11. Fc7 (11. Cg2 ? Df2), Dc7 ! 12. Fd4, Dc4 ! D'ou 10. Cc3 ! D x g3 (si 10... Dc3 : 11. Cc4, Dc7 : 12. Cc2, a4 : 13. Fd4-Rc1-

C71-Cc3-Cc2 mat) : 11. Fd4 ! et les Blancs gagnent. Et voilà pourquoi le premier coup de l'étude ne pourrait être 1. Fc6 : si le plus dé esait éliminé, la D noire pourrait jouer 11... Dg3-7 !
La lutte des F, le ballet D noir contre F Blanc, la menace constante de mat du R noir, autant de facettes d'un chef-d'œuvre.

ÉTUDE N° 1393

V. PLATOV

(1928)



BLANCS (4) : Rh2, Tc2, Pa2 et b6.
NOIRS (3) : Rh4, Td3, Pa3.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE

NOTE SUR LES ENCHÈRES
Il n'est pas facile d'arriver au grand chelem à Pique, mais des enchères un peu sophistiquées permettent d'y parvenir si l'adversaire n'intervient pas :
- moins de cinq minutes, vous êtes un futur expert dans le jeu de la carte ;
- un quart d'heure, vous avez de grandes possibilités ;
- plus d'une demi-heure, c'est déjà un beau résultat d'être arrivé au but.

Les enchères de « 4 Carreaux », de « 5 Cœurs », de « 6 Carreaux » et de « 6 Cœurs » montrent le contrôle de ces couleurs, tandis que celles de « 5 Trèfles » et de « 6 Trèfles » garantissent au moins As Roi de la couleur. Quand, sur « 6 Carreaux », Nord s'arrête pas les enchères à « 6 Piques », il invite Sud à déclarer le grand chelem en prenant... son courage à deux mains !

PHILIPPE BRUGNON

bridge

N° 1291

UNE RUSE SUBTILE

Ann. : N. don. Pers. vuln.
Dont : Nord Est Sud
Laur Hamman Wofft
passé 2 4 2
passé 3 4 5
contre passé passé passé

dames

N° 384

TSJIZOW-SIJBRANDS

Match mondial
février-mars 1990

Blancs : TSJIZOW (URSS)
Noirs : SIJBRANDS (Pays-Bas)
Ouverture : Raphaël

1. 32-28 20-25 26-21 16-27
2. 33-29 17-22 27-40-34 18-23-19
3. 28-17 11-22 27-40-34 18-23-19
4. 37-32 14-20 29-34-30 25-34
5. 39-33(b) 10-14 30-39-30 10-14
6. 44-39 5-10 31-32-28(m) 22-23
7. 30-44(c) 1-11 32-38-18 19-22
8. 41-37 11-17 33-30-25 8-13
9. 46-41 6-11 34-42-37 14-19-18
10. 31-26 3-7 35-37-28 22-23
11. 37-31 19-23 36-31-22 19-28
12. 32-27(d) 14-19 37-41-37 19-20
13. 19-24(e) 28-29 38-25-34 15-20-16
14. 33-24 19-30 39-36-31(f) 12-19
15. 35-24 23-28(g) 40-37-32 26-37
16. 38-33 10-14 41-31-42 8-13(g)
17. 42-38 14-19 42-43-38(h) 19-24
18. 40-35 19-20 43-38-29 26-33
19. 35-24 8-14 44-49-44(i) 15-19
20. 45-40 14-19 43-42-38(j) 33-43
21. 40-35 19-20 46-48-37 11-17(u)
22. 35-24 3-9 47-37-32 7-12
23. 34-29 1-6 48-44-39 6-11
24. 47-42 41-40 49-32-28 12-18
25. 44-40 28-32(v) 49-32-28 12-18

NOTES

1) Entrant immédiatement dans le vif du sujet, les Noirs affichent leur détermination de battre le champion du monde dans ce match en vingt parties.
2) Dès ce deuxième temps, d'autres variantes, moins incisives, sont fréquemment retenues. Comme 2... (16-21) : 3. 31-26 (11-16) : 4. 37-32 (a) (18-22) : 5. 39-33 (21-27) : 6. 32-21 (16-27) : 7. 44-39 (13-18), etc. (Bajajin-Virny, championnat du monde, 1983).
a) 4. 39-33 (18-23) : 5. 37-32 (21-27) : 6. 32-21 (16-27) : 7. 44-39 (13-18), etc. (Aitisiel-Siedowskaja, match mondial, féminin, 1986).
b) Ou 5. 41-37 (10-14) : 6. 46-41 (5-10) : 7. 39-33 (12-17) : 8. 44-39 (7-12) : 9. 50-44 (1-7) : 10. 31-26 (7-11) (Kouperman-Vernin, championnat du monde, 1986).
c) Les Noirs prennent la formation d'encadrement du baron dans la variante, très délicate pour les Blancs, 7. 41-37 (16-11) : 8. 32-28 (1-6) : 9. 28-17 (11-22) : 10. 46-41 (19-24) (l'encadrement) : 11. 50-44 (7-11) : 12. 31-26 (11-17), etc. (Presman-Gantwarg, championnat d'URSS, 1987).
d) Refusant la facilité par le repli 12. 31-27 (22-31) : 13. 26-37, le tenant du titre place l'encadrement du baron.
e) Le Soviétique monte encore d'un ton sur ce double échange qui se traduit par l'installation d'un pion taquin à 24.
f) Ce coup de position n'a, par définition dans cette position, rien

romment distrair de ses activités. Voyelles. - X. Sanitaires.

Verticalement
1. A combler. - 2. Elles sont parfois à la fenêtre. - 3. Pronom. Elle en a usé, du maquillage ! - 4. Existe. Affirme son existence. - 5. Ils sont petits ou nuls. Chaine. - 6. Pour un croyant. Voyelles. - 7. Dans l'air. Civils. - 8. Envoya sur les roses. - 9. Ça, c'est un changement. C'est déjà une vieille organisation. - 10. Dire qu'elles tombent parfois, c'est façon de parler, j'espère. Provocateur. - 11. A sa place dans de vieux récits. Va venir. - 12. Vont faire du bruit. Ils existent. Ces hommes, dans un sens comme dans l'autre. - 13. Sanitaires.

SOLUTION DU N° 619

Horizontalement
I. Coupe du monde. - II. Orléan. Guam. - III. Unir, Serit. - IV. Pile. Net. Séc. - V. Dômes Vert. - VI. Ers. Uster. Al. - VII. Pège. Otari. - VIII. Tatouage. - IX. Item. Urgente. - X. Neume. Bernin. - XI. Garantissent.

Verticalement

1. Coup de poing. - 2. Ombre. Yea. - 3. Utilisateur. - 4. Pores. Gamma. - 5. Ela. Muet. En. - 6. Daines. Ou. - 7. Un. Estourbi. - 8. St. Etages. - 9. Oge. Viagers. - 10. Nurse. Renne. - 11. Dateral. Tin. - 12. Ennetement.

FRANÇOIS DORLET

anacroisés

N° 622

Horizontalement
1. ABEEIRRT. - 2. EMPRRT. - 3. EINNORU. - 4. DEIRSSU. - 5. AEIOPRV (+ 1). - 6. AAILSSU (+ 1). - 7. AGINNOPS. - 8. ACEEILLO. - 9. CEEIORSU. - 10. AEEINRSU (+ 1). - 11. EEFILRX. - 12. EEFNOS. - 13. AINSSS (+ 1). - 14. ACIMORS. - 15. CEEEMSU. - 16. AAEIMN (+ 1). - 17. GIMRSU. - 18. BIORST. - 19. CEEINR. - 20. AEEINRS.

Verticalement
1. AIOORRS. - 2. ACHIMP. - 3. AEGLLR (+ 1). - 4. ABELU. - 5. EFGOSU (+ 1). - 6. EELMNT (+ 1). - 7. ACEEILT. - 8. AEILORS (+ 4). - 9. EIORUUVX. - 10. EINOORSS (+ 3). - 11. ABFFIL. - 12. CEEPRS (+ 1). - 13. ACEEILRS. - 14. DEEONORS (+ 1). - 15. EILNOTU (+ 2). - 16. CEEIRSSU (+ 4). - 17. AEELMSS (+ 1). - 18. AEIOPRSS (+ 4). - 19. EELST. - 20. EEEIMNUV. - 21. AAEERSS (+ 1). - 22. IILNOSSU.

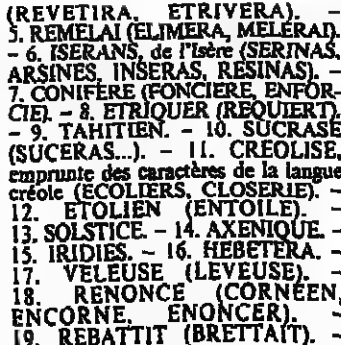
SOLUTION DU N° 621

1. VERBIAGE. - 2. SEXAGES. - 3. UNIPRIX. - 4. REVERAIT

renonce pas à tenter de rétablir l'égalité numérique.

PROBLÈME M. COUPLET (Rouennes) 1989
Les Blancs jouent et gagnent. Ce nouveau problème, composé par ce maître problémiste pour les lecteurs du Monde, présente un mécanisme qui est une illustration très pure du thème du coup ture et de la règle selon laquelle les pièces ne doivent

être écartées du damier, non pas au fil des prises, mais une fois la rafle terminée.



CHARRES, CHERRAS. - 23. ATARAXIE. - 24. REVANCHA. - 25. POINTEIRA (ATROPINE). - 26. IREFUTE. - 27. BISQUENT. - 28. GUVIRGES, ordres de serpents (héraldique) (GIVREUSE). - 29. EBEANT (AGNELET, EGALENT). - 30. SPRINTER (REPRINTS). - 31. ETRIVER, taquiner (Oub). - 32. ALITERE (ETALER, ATELIER, REALITE). - 33. XIMENIS. - 34. LEADERS (LARDEES, DEALERS). - 35. BLANCE (ENLACE, LANCE, ALCENE). - 36. TREMES (MAISTRE). - 37. SAISIRA (ARSAIS). - 38. UNISSENT (SUNNITES).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

SANS VISA

DÉCOUVERTE

Les crocodiles saints de Karachi

A Mangho-Pir. — où aujourd'hui Karachi rejoint la steppe, — on célèbre depuis des siècles le culte des crocodiles vivants

SUR un monticule, une mosquée exigüe, de guingois, sans intérêt, avec néanmoins dans ses fondements des stèles funéraires islamiques anciennes, de noble facture, comme on peut en voir, mieux conservées, à Chaukundi, dans la région. Au pied du sanctuaire, dans un périmètre très restreint, s'emboufflent un petit bois d'épineux malpropres ; une source sulfureuse sans piscine où des hommes barbotent, les uns « pour garder la santé », les autres « pour guérir » de telle maladie de peau ; un enlèvement de pierre bas entourant une mare où trempent une douzaine de crocodiles, depuis le monstre de cirque jusqu'au nouveau-né aux écailles encore molles. Des gens, femmes voilées et enfants surtout, sont accoudés autour, hypnotisés par la gent reptilienne.

Un vieil homme, auquel ils ont remis un quartier de viande (d'autres ont vu des chèvres

vivantes), pénètre dans l'enclos et en distribue rapidement des morceaux à ses pensionnaires, suivis par des chats qui essaient de ravir une bouchée aux monstres, allant jusqu'à leur miauler à la gueule. Ceux-ci sont repus mais pas donneurs, et parfois un matou est happé puis emporté dans le marigot... Plus adroit, le gardien se paie en conservant dans ses fontes, à chaque opération, quelques biftecks qu'il revendrait ensuite, pour sa peine.

Le mangeur de malédiction

Les fidèles qui défilent toute la journée ne sont satisfaits que si leur pièce de viande a été avalée, car, alors, ils ont bon espoir de voir disparaître dans la gueule du crocodile le mal ou la malédiction qu'ils étaient venus conjurer. Ils repartent avec le Paradis dans les yeux. Cela ne fait de mal à personne et fouette le commerce.

On ne sait pas si les musulmans rigoristes toléreraient *ad vitam aeternam* le culte carrément païen de Mangho-Pir, qui est le type même de dévotion populaire acceptée par des intellectuels indulgents comme Benazir Bhutto mais de plus en plus farouchement combattue, maintenant, de l'Algérie à la Malaisie, selon un mot d'ordre saoudien. (A Oran, la coupole blanche vouée à Sidi Abdelkader El Djilani, illustre saint médiéval musulman, et qui faisait en quelque sorte pendant, sur la montagne dominait la ville, à la chapelle chrétienne de Santa-Cruz, a été un beau matin détruite par une excavatrice islamiste...)

Outre la consolation qu'ils apportent par les miracles qu'ils ne doivent pas manquer de provoquer, les patients crocodiles de Mangho-Pir ont également quelques titres de sainteté. Selon une tradition traînant dans plusieurs chroniques musulmanes du



Sind, Mangho est un véritable saint venu de La Mecque au treizième siècle. Parvenu aux lieux où nous sommes aujourd'hui, alors le plein désert, des poux tombés de sa chevelure se seraient mués en crocodiles serviables, pour lesquels de l'eau jaillit bientôt du sol.

Richard Burton, le plus curieux des voyageurs islamisants du dix-neuvième siècle britannique et qui, précédant là Lawrence d'Arabie, son alter ego du millésime suivant, fut en poste à Karachi (où il a laissé un

rapport fameux sur les bords de ce port), recueillit une version plus hygiénique : le premier reptile miraculeux aurait été trouvé dans une fleur, par un pèlerin venu invoquer la mémoire de saint Mangho...

Les naturalistes haussent les épaules mais ne cèdent pas ce fait troublant selon lequel les crocodiles de Mangho-Pir sont « d'une variété à part », différente en tout cas de leurs congénères de l'Indus. Rationalistes, nos savants ont alors émis l'hypothèse que les crocodiles de

l'ermite ou du pèlerin seraient les laissés-pour-compte d'un changement de lit du fleuve Hub qui coule effectivement à quelques kilomètres à l'ouest mais où personne, de mémoire d'homme, n'a entendu parler de crocodiles.

Dans tout le Sind, on tient à ces reptiles mieux nourris que leurs fervents. Comblent le marigot de Mangho-Pir serait aussi cruel et inepte que murer à Lourdes la grotte miraculeuse de sainte Bernadette.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

LA TABLE

SEMAINE GOURMANDE

L'Eclaire

C'était l'endroit « in », à la mode, un temps ! Et où deux dames choyées des pseudo-chroniqueurs tournaient le sur-gel avec adresse. C'est à présent, dans le même décor « bistrotier gentil » (mais la cuisine a été renouvelée, elle en avait besoin !), la maison de deux évadés de chez Toutoune (le chef, excellent, et un maître d'hôtel). C'est aussi un endroit où le gourmet peut aller sans crainte aborder la cassolette de moules ou le rognon bouquetière, le lapin rôti au basilic frais ou, le foie de veau poêlé aux cèpes.

Bons fromages venus en voisin de chez Barthélemy,

honnêtes desserts et petite carte des vins sur laquelle j'ai choisi un Domaine des Daguays (85 F), ce qui, avec le menu (130 F), fait additions bien agréables.

► **L'ÉCLAIRE**
10, rue Saint-Simon,
75007 Paris.
Tél. : 42-22-01-60.
Fermé samedi et dimanche.
Carte Blanche.

Le Pactole

Roland Magna s'est aperçu que les honneurs extérieurs — il est président du Syndicat parisien des restaurateurs de métier — ne devaient point empêcher un chef d'être présent chez lui. Il est bien là

désormais, et Noël, en salle, son aimable et bien jolie femme, peut, rassurée, proposer au gourmand la terrine de joue de bœuf à la composité d'oignons, la vichyssoise (froide en cette saison, quel plaisir !), le marbré de poissons aux algues, un steak de dagueux à la moelle, l'onglet de veau purgé de poivrons rouges, un tian d'agneau ail doux, sans compter les plats « du marché », les desserts originaux et une cave superbe pour arroser le tout. Un menu-carte, à 145 F (entrée, plat, fromage ET dessert). A la carte compter 250-300 F.

► **AU PACTOLE**
44, bd Saint-Germain,
75005 Paris.

Tél. : 43-26-92-28.
Fermé samedi midi
et dimanche.
Salon 10 couverts.
Parking : Saint-Germain.
CB. Chiens acceptés.

Centre-Allée

Le nouveau d'Armand Monasier (vigneron à Rully sur ses vieux jours) et un ami excellent cuisinier ont ouvert ce bistrot tout simple et très sincère où, des entrées (spaghettis et thon en salade, gâteau de légumes) aux plats (onglet au jus de thym, pavé de foie de veau), tous les plats peuvent être accompagnés ou complétés de pâtes fraîches « maison » (bons spaghettis aux encornets et moules au basilic). Desserts et

vins du mois en carafe ou de petite (et bonne) sélection (une dizaine à moins de 100 F) permettent des additions modestes.

► **CONTRE-ALLÉE**
83, av. Denfert-Rochereau,
75014 Paris.
Tél. : 43-54-99-86.
Fermé samedi midi.
CB. Chiens acceptés.

L'Amuse-Bouche

C'est l'ancien Lamparo repris par Gilles Lambert (chef jusqu'ici chez l'ami Cagna) et sa jeune femme Chantal, pâtissière de son métier. Dans la mini-salle claire et intime, vous dégusterez les ravioles de langoustines ou la petite caille

farlie, l'effeuillée de lieu crème d'ail ou l'escalope de saumon gingembre et citron vert, la minute d'agneau ou le cœur de rumsteack sur une onctueuse galette de pommes de terre craquante, avant l'inévitable crème brûlée (ici à la cannelle), les petites crêpes aux fruits rouges, les sorbets du jour. Menu déjeuner à 130 F. A la carte (avec un touriste Marionnet 1989 à 70 F), compter 250-350 F.

► **L'AMUSE-BOUCHE**
186, rue du Château,
75014 Paris.
Tél. : 43-35-31-61.
Fermé samedi midi
et dimanche.
CB. Chiens acceptés.

LA REYNIÈRE

MIETTES

► **Médaille.** — Au cours d'un récent repas de l'Association des disciples d'Antonin Carême, la Société des cuisiniers vient de remettre sa médaille d'or à Anne Valle-Bodusso, animatrice de l'Unité Fish and Food (le meilleur saumon norvégien fumé de Paris).

► **Enfants.** — Sur le thème « L'éveil du goût chez l'enfant », 250 enfants de neuf à onze ans ont participé à des tests organisés à la Coupole, en présence de Jacques Puisais, président de l'Institut français du goût.

► **Mâchon.** — Il y a le Fouquet's Bastille, bien sûr. Mais, si vous êtes pressés ou, simplement, si vous éprouvez le besoin d'un mâchon rapide, voici une bonne adresse à 100 mètres du Génie : la P'tit Comie (6, rue Castex, Paris-4^e ; tél. : 42 71 32 62), qui propose pour les déjeuners, thés ou dîners, grâce à Marie-Josée, quelque quatorze galettes de sarrazin (27 F à

50 F), autant de crêpes desserts (18 F à 40 F), de glaces (30 F à 35 F) et de pâtisseries.

► **Laurent s.** — A noter : le nouveau numéro de téléphone — 42 25 00 39 — de Laurent, le beau restaurant à jardin du 41 avenue Gabriel (Paris-8^e).

► **Bonnes adresses des lecteurs.** — J'ai signalé ici la naissance du caladoc, croisement de malbec et de grenache, qui vient d'être agréé par le ministère français de l'Agriculture et la Commission européenne. Ce vin arletien, rosé mais surtout rouge puissant et généreux, à l'arôme de cerise, est le « fanion » du domaine du Mas de Rey, en Ariège (tél. : 90 96 11 84). A signaler aussi :

l'Institut national des appellations d'origine (INAO) vient d'autoriser l'appellation vacqueyras contrôlée pour ce vin solidement charpenté en même temps que plaisant, bon bien frais, et que le vignoble du château de Chenoncaux — Catherine de Médicis y a introduit le plant de Tournon, — qui bénéficie de l'appellation tournaise, semble retrouver la faveur des connaisseurs.

► **Prix.** — La même semaine, un lecteur a trouvé le même bouteille — un clos du château de Meursault 1986 — à 555 F chez Marius et Janette (4, avenue George-V, Paris-8^e) et à 221 F dans un autre restaurant de Paris. Il s'étonne... Certes, le prix de vente dépend du prix auquel la bouteille a été achetée au départ, mais il dépend aussi du restaurateur, qui multiplie ce prix par trois, par quatre, voire par cinq.

L. R.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Aquitaine

ENTRE MER ET MÉDOC

HOTEL RESTAURANT * NN**
Parc fleur 2 ha. Piscine, tennis, parcours santé, piste cyclable prox. golf.
1/2 pension 275 F
LES ARDILLIÈRES, 33140 SALAUNES.
Tél. : 56-58-58-58
FAX 56-58-51-01.

Côte d'Azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE * NN**
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Téléc. 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 mètres de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Best Western *** NN
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
40 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
restaurant de qualité.
18, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-47-42-56 - Téléc. 478-410.
Téléphone 93-16-17-99.

Provence

DROME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar). Site except. microclimat, prom., musc., UVA saunas. Cuis. à votre goût. On ne fume pas à table. Chères gd cft prix d'hiver. Mireille Colombe. Tél. : 75-26-12-89. Auberge du vieux village d'Anbres, 26110 Nyons - Fax. : 75-26-38-10.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.-c., TV couleur. Tél. direct.
De 280 à 420 F. - Tél. 43-54-92-55.

TOURISME

Home d'enfants

Vacances d'été

HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de Paris par TGV, agrément Jeunesse et Sports. Yves et Liliane accueillent vos enfants dans une ancienne ferme XVII^e, confort, rénov. au milieu des forêts et pâturages. Accueil limité à 14 enf., cuis. soignée et équilibrée, chbre 2 ou 3 avec sdb, WC. Activités avec moniteur : poney, tennis, jeux, ping-pong, V.T.T., initiation, échecs, peinture s/bois, fabrication du pain, découverte environnement.
Tarif (compris : 1 800 F/semaine par enf.).
Tél. : (16) 81-38-12-51.
Le Crêt-l'Agneau - La Longeville
25650 MONTBENOIT.

Suisse

St-MORITZ (Engadina)

Kulm - Hôtel

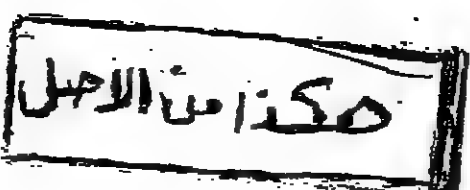
L'hôtel 5 étoiles avec la plus grande tradition. Centre mondain et sportif.
CH 7500 St-Moritz - Tél. : 1941 82/2 11 51.
FAX 3 27 38.

CH - 1936 VERDIER-VALAIS

Découvrez la nature, la faune et la flore. Chambres tout confort. Offre en D.P. chambre double au 23/07 et dès le 29/08. Frs 75. (FF 295)
Hôtel PHÉNIX ***
Tél. : 1941/26/31/68 44

Locations de voitures en		RESERVATIONS : (1) 40 44 62 03	
FLORIDE *TARIFS PRE-PAYES EN FRANCS GARANTIS *SERVICE AUX AÉROPORTS *KILOMÉTRAGE ILLIMITÉ *AIR CONDITIONNÉ *GRAND CHOIX DE VEHICULES		COMPACT 500 F/sem. 130 F/jour NOUS LOUONS DES VEHICULES DE MARQUE CHRYSLER	
INTERMEDIAIRE	GRANDE	DELUXE	PREMIUM
575 F/sem.	830 F/sem.	1,470 F/sem.	1,280 F/sem.
145 F/jour	180 F/jour	235 F/jour	220 F/jour
DOLLAR 145 F/sem. 180 F/jour		MINI VAN 1,725 F/sem. 290 F/jour	
MIAMI - TAMPA - ORLANDO - FT. LAUDERDALE - FT. MYERS - TALLAHASSEE - PALM BEACH - KEY WEST - JACKSONVILLE - SARASOTA			

سكن في الاجل



AGENDA

VENDREDI 13 JUILLET

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

Palais de Chaillot (47-04-24-24)

VENDEDI

Jean Chouan (1925), de Luitz-Morat, 16 h ; Cinéma d'Europe centrale : la Constance (1980, v.o. s.t.f.), de Krzysztof Zanussi, 19 h ; Cinéma d'Europe centrale : la Boie de boules (1970, v.o. s.t.f.), de Andrzej Wajda, 21 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Salle Garance (42-78-37-29)

VENDEDI

Le Cinéma des pays nordiques : Liv (1987, v.o. s.t.f.), de Pal Lokkeberg, 14 h 30 ; Garçons (1975, v.o. s.t.f.), de Nils Malmros, 17 h 30 ; Tournants (1944, v.o. s.t.f.), de Alf Sjöberg, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

VENDEDI

De Gaulle à l'écran : 1968 : ... La Réforme, ou : Discours radio du 30 mai 1968, Entretien de Gaulle/Michel Droit, Discours André Malraux 20 juin 1968 (1968), 14 h 30 ; France Mai-Juin 1968 (1968) de l'U.D.R., les Deux Marseillaises (1968) de J. Cornil et A. Labarthe, 16 h 30 ; Mai 68 (1974) de G. Lawatz, 18 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A. v.o.) :

UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16) ;

ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS (Fr.-Ég., v.o.) :

Max Under Panorama, 9 (48-24-88-88) ;

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A. v.o.) :

UGC Ermitage, 8 (45-63-16-16) ; v.f. :

UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ;

UGC Gobelin, 13 (45-61-84-83) ;

Pathé Clichy, 19 (45-22-46-01) ;

ALWAYS (A. v.o.) :

Miramir, 14 (43-20-89-82) ;

APARTMENT ZERO (Brit., v.o.) :

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

ATTACHE-MOI ! (Esp., v.o.) :

Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ;

Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) ;

UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ;

UGC Rotonde, 6 (45-74-84-84) ;

La Pagode, 7 (47-05-12-15) ;

Gaumont Ambassade, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

Éclair, 13 (47-07-28-04) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;

Pathé Wapler II (ex-images), 18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

18 (45-22-46-01) ;

AUX SOURCES DU NIL (A. v.o.) :

Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ;

Studio 28, 18 (46-06-36-07) ;

BAGDAD CAFÉ (A. v.o.) :

Cinches, 6 (46-33-10-82) ;

BEST OF THE BEST (A. v.o.) :

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ;

George V, 9 (45-82-41-48) ;

v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;

Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ;

Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ;

Le Gambetta, 20 (46-38-10-88) ;

BLACK RAINBOW (A. v.o.) :

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ;

Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38) ;

Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-82-82) ;

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ;

Fauvette, 13 (43-31-56-86) ;

Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ;

BLANCHE-NEIGE ET LE CHÂTEAU HANTÉ (A. v.o.) :

George V, 9 (45-82-41-48) ;

Fauvette, 13 (43-31-56-86) ;

Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ;

Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) ;

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) :

Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18) ;

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A. v.o.) :

George V, 9 (45-82-41-48) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

v.f. : René Impérial, 2 (47-42-72-52) ;

Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ;

Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ;

CHARLIE (A. v.o.) :

Club Gaumont Publicité Matignon, 8 (43-59-31-97) ;

Républic Cinéma, 11 (48-05-61-33) ;

Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

Grand Pavois, 15 (46-44-46-85) ;

Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) ;

CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR (A. v.o.) :

Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ;

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A. v.o.) :

Républic Cinéma, 11 (48-05-61-33) ;

Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

Grand Pavois, 15 (46-44-46-85) ;

Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88) ;

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A. v.o.) :

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) :

Lucernaire, 6 (44-54-57-34) ;

George V, 9 (45-82-41-48) ;

CŒURS FLAMMÉS (Dan., v.o.) :

Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ;

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) :

Les Trois Loups, 6 (48-33-87-77) ;

CRIMES ET DÉLITS (A. v.o.) :

Ténet Logos II, 5 (43-44-42-34) ;

La Triomphe, 9 (45-74-84-84) ;

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) :

Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ;

Danton, 6 (42-25-10-30) ;

UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-84) ;

UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ;

Paramount

Opéra, 9 (47-42-60-33) :

Les Nation, 12 (43-43-04-67) ;

UGC Lyon Bastille, 13 (45-61-84-83) ;

Mistral, 17 (40-68-00-16) ;

Pathé Wapler II (ex-images), 18 (45-22-46-01) ;

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) :

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ;

UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-82-82) ;

UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ;

14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ;

هكذا من الاصل

18 Le Monde • Samedi 14 juillet 1990 •

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; ◊ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 13 juillet

TF 1

20.30 Jeux : Intervilles.
22.30 Sport : Boxe.
Championnat du monde des super-welters (WBC), en direct d'Annoy (France) - Terry Norris (États-Unis).

A 2

20.40 ► Série : Héritage oblige.
21.35 Série : Euroflics.
22.30 Journal et Météo.
22.45 Le Journal du Tour.
23.05 Cinéma : Saint-Michel avait un coq. ■■
Film italien de Paolo et Vittorio Taviani (1971) (v.o.).

FR 3

20.35 Feuilleton : Les rois maudits (5^e éps.).
Magazine : Thalassa.
22.15 Magazine : Anne Armand.
23.10 Journal et Météo.
23.35 Sport : Escrime.
Championnat du monde à Lyon : sabre par équipes ; fleuret féminin par équipes.
Musique : Carnet de notes.
Adagio et Val du printemps.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm :

Scène de ménage au paradis

22.00 Spectacle : André Lamy au Casino de Paris.
22.40 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Bird. ■■■
Film américain de Clint Eastwood (1988).

1.35

Cinéma : Têtes vides cherchent coffre plein. ■
Film américain de William Friedkin (1978) (v.o.).

3.15

Cinéma : Vampires, vous avez dit vampire ? ■
Film américain de Tom Holland (1988).

LA 5

20.40 Série : Sur les lieux du crime.
22.25 Série : L'inspecteur Derrick.
23.25 Un drôle de kidnapping (rediff.).

0.00

Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Un tueur dans New-York.
22.10 Série : Clair de lune.
23.00 Série : Les années coup de cœur.

0.15

Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Documentaire :

Mister Swing.
De Philippe Ros.
22.15 Théâtre : Elle est là.
Pièce de Nathalie Sarraute.
23.30 Documentaire : Bons baisers d'Avignon.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison.
Chico Buarque, 5. Le chant de l'œil.

20.30

Radio-archives.
Série : Côte Ouest.
Dessins animés : Disney parade.

21.30

Musique : Black and blue.
Le séchage de Miles Davis.

22.40

Nuits magnétiques.
Sous-voies foraines (4).

0.05

Du jour au lendemain.

0.50

Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 21 décembre 1989 à Vienne) : Quintette pour piano, hautbois, clarinette, besson et cor en mi bémol majeur K 452, de Mozart ; Ouvre pour cordes et vents en la majeur op. 166, D. 803, de Schubert, par le Neues Wiener Oktett.

22.00

Concert (soirée d'ouverture du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Paolo Conte en concert.

0.30

Poissons d'or.

Samedi 14 juillet

TF 1

14.25 La Une est à vous.
15.45 Tienç à Saint-Cloud.
16.50 La Une est à vous (suite).
Magazine : Trente millions d'amis.
Quand le sort s'achève ; Jeu Sacré ; Les conseils de l'été ; Les droits de l'animal en 1989.

18.10

Série : Païre d'as.
19.05 Série : Marc et Sophie.
19.30 Jeu : La roue de la fortune.

20.00

Journal.
20.35 Variétés : Fou rire.
22.15 Série : Columbo.
23.30 Magazine : Formule sport.

0.20

Journal et Météo.

A 2

14.40 Sport : Cyclisme.
Tour de France : 12^e étape.
Magazine : Vive le vélo.
17.15 Série : Filo à tout faire.
17.50 Magazine : Villus de stars.

19.00

Série : Un duo explosif.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard.

21.45

Série : Frank chasseur de fauves.
Les sept clés pour Singapour.

22.35

Documentaire : Safari-Namibie.
De Frédéric Pierrot.

23.15

Journal et Météo.
23.30 Le Journal du Tour.
23.50 Variétés : Les concerts imaginaires.

FR 3

14.00 Magazine : Racines.
La considération pour les héros et leurs enfants aujourd'hui, débat animé par Michel Potac.

De 15.00 à 19.00 La Sept

15.00 Magazine : Imagine.
15.35 Documentaire : Le cricket troylandais.

16.30

Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films.
De Denis Darné, 5. Pasteur en noir et blanc, la mer en couleur.

17.00

Documentaire : William Forsythe au travail.
D'André S. Labarthe.

17.55

Magazine : Mégamix.
De Martin Meissonnier.

18.55

Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

De 20.00 à 0.25 La Sept

20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
De Philippe Grandjean.

21.00

Opéra : Così fan tutte.
De Mozart.

22.45

Journal.

23.00

Così fan tutte (suite).

CANAL PLUS

15.05 Documentaire : Bientôt l'été viendra.
De Pavel Kogan.

TF 1

14.25 La Une est à vous.
15.45 Tienç à Saint-Cloud.
16.50 La Une est à vous (suite).
Magazine : Trente millions d'amis.
Quand le sort s'achève ; Jeu Sacré ; Les conseils de l'été ; Les droits de l'animal en 1989.

18.10

Série : Païre d'as.
19.05 Série : Marc et Sophie.
19.30 Jeu : La roue de la fortune.

20.00

Journal.
20.35 Variétés : Fou rire.
22.15 Série : Columbo.
23.30 Magazine : Formule sport.

0.20

Journal et Météo.

A 2

14.40 Sport : Cyclisme.
Tour de France : 12^e étape.
Magazine : Vive le vélo.
17.15 Série : Filo à tout faire.
17.50 Magazine : Villus de stars.

19.00

Série : Un duo explosif.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard.

21.45

Série : Frank chasseur de fauves.
Les sept clés pour Singapour.

22.35

Documentaire : Safari-Namibie.
De Frédéric Pierrot.

23.15

Journal et Météo.
23.30 Le Journal du Tour.
23.50 Variétés : Les concerts imaginaires.

FR 3

14.00 Magazine : Racines.
La considération pour les héros et leurs enfants aujourd'hui, débat animé par Michel Potac.

De 15.00 à 19.00 La Sept

15.00 Magazine : Imagine.
15.35 Documentaire : Le cricket troylandais.

16.30

Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films.
De Denis Darné, 5. Pasteur en noir et blanc, la mer en couleur.

17.00

Documentaire : William Forsythe au travail.
D'André S. Labarthe.

17.55

Magazine : Mégamix.
De Martin Meissonnier.

18.55

Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

De 20.00 à 0.25 La Sept

20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
De Philippe Grandjean.

21.00

Opéra : Così fan tutte.
De Mozart.

22.45

Journal.

23.00

Così fan tutte (suite).

CANAL PLUS

15.05 Documentaire : Bientôt l'été viendra.
De Pavel Kogan.

TF 1

14.25 La Une est à vous.
15.45 Tienç à Saint-Cloud.
16.50 La Une est à vous (suite).
Magazine : Trente millions d'amis.
Quand le sort s'achève ; Jeu Sacré ; Les conseils de l'été ; Les droits de l'animal en 1989.

18.10

Série : Païre d'as.
19.05 Série : Marc et Sophie.
19.30 Jeu : La roue de la fortune.

20.00

Journal.
20.35 Variétés : Fou rire.
22.15 Série : Columbo.
23.30 Magazine : Formule sport.

0.20

Journal et Météo.

A 2

14.40 Sport : Cyclisme.
Tour de France : 12^e étape.
Magazine : Vive le vélo.
17.15 Série : Filo à tout faire.
17.50 Magazine : Villus de stars.

19.00

Série : Un duo explosif.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Jeu : Les clés de Fort Boyard.

21.45

Série : Frank chasseur de fauves.
Les sept clés pour Singapour.

22.35

Documentaire : Safari-Namibie.
De Frédéric Pierrot.

23.15

Journal et Météo.
23.30 Le Journal du Tour.
23.50 Variétés : Les concerts imaginaires.

FR 3

14.00 Magazine : Racines.
La considération pour les héros et leurs enfants aujourd'hui, débat animé par Michel Potac.

De 15.00 à 19.00 La Sept

15.00 Magazine : Imagine.
15.35 Documentaire : Le cricket troylandais.

16.30

Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films.
De Denis Darné, 5. Pasteur en noir et blanc, la mer en couleur.

17.00

Documentaire : William Forsythe au travail.
D'André S. Labarthe.

17.55

Magazine : Mégamix.
De Martin Meissonnier.

18.55

Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

De 20.00 à 0.25 La Sept

20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
De Philippe Grandjean.

21.00

Opéra : Così fan tutte.
De Mozart.

22.45

Journal.

23.00

Così fan tutte (suite).

CANAL PLUS

15.05 Documentaire : Bientôt l'été viendra.
De Pavel Kogan.

Dimanche 15 juillet

TF 1

10.55 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.55 Jeu : Tournez... manège.
12.25 Jeu : Le juste prix.
12.55 Météo des plages.
13.00 Journal.
13.10 Série : Un fil dans la Mafia.

14.05

Série : Rick Hunter inspecteur choc.
Sport : Automobile.
Grand Prix de formule 1 de Grande-Bretagne, en direct de Silverstone.

16.30

Tiercé à Maisons-Laffitte.
Série : Côte Ouest.
Dessins animés : Disney parade.

18.35

Magazine : Téléfoot.
19.25 Divertissement : Vidéo gag.

20.00

Journal.
20.30 Cinéma : La dernière image. ■
Film franco-allemand de Mohamed Lakhdar-Hamina (1988).

22.25

Faisons la route ensemble.
22.30 Magazine : Ciné dimanche.

22.35

Cinéma : L'amour en herbe. ■
Film français de Roger Andrieux (1975). Avec Michel Galabru, Françoise Prévoet.

0.15

Journal et Météo.

A 2

10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe, célébrée depuis l'abbaye bénédictine Notre-Dame de Jouarre. Prédication : Pierre Robert Joris.

12.05

Bonne question, merci de l'avoir posée.
12.30 Jeu : Les mariés de l'A 2.

13.00

Journal et Météo.
13.20 Documentaire : La planète des animaux. Deux logis.

14.15

Série : Larry et Balki.
Sport : Cyclisme. Tour de France : 13^e étape.

17.00

Magazine : Course en tête.
17.30 Club sandwich.

18.30

Magazine : Stade 2.
Athlétisme : Grand Prix de Nice, Ojeda et Lausanne ; Automobile : Grand Prix de Silverstone ; Canoë-kayak : championnat de France à Vayres-sur-Marne ; Natation : championnat de France ; Escrime : championnat du monde ; Voile : Départ du Figaro ; Les résultats de la nuit.

19.00

Le Journal du Tour.
Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Cinéma : Le gorille. Le gorille et les Corbées, de Vittorio Sindoni, avec Karim Alkoul, François Périot.

22.15

Journal et Météo.
23.50 Journal et Météo.

0.05

Musiques au cœur de l'été. 9^e symphonie, de Beethoven, par l'Orchestre de Bordeaux Aquitaine.

FR 3

11.30 Magazine : Mascarines.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Magazine : Estivales. Jacques Simon : Le grand défi de Michel Deming.

12.45

Journal.
13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. De Jean-Claude Widemann.

13.30

Magazine : Musicales. D'Alain Duault. Hommage à Scott Ross.

14.30

Magazine : Sports 3 dimanche. Escrime : championnat du monde à Lyon ; Natation : championnat de France d'été à Narbonne ; Fun génération. L'aviation de montagne (rediff.).

17.30

Magazine : Amuse 3. Les tortues.

18.00

Magazine : Planète show.

LA SEPT

14.30 Cours d'Italien (24).
15.00 Magazine : Imagine.

15.35

Documentaire : Le cricket troylandais. De Gary Kildea et Jerry Leach.

16.30

Documentaire : Jean Painlevé au fil de ses films (5). De Denis Darné.

17.00

Documentaire : William Forsythe au travail. D'André S. Labarthe.

17.55

Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier.

18.55

Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

De 20.00 à 0.25 La Sept

20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
De Philippe Grandjean.

21.00

Opéra : Così fan tutte.
De Mozart.

22.45

Journal.

23.00

Così fan tutte (suite).

CANAL PLUS

ÉCONOMIE

Deux semaines après la réunification monétaire

Mécontentement social en RDA et frénésie d'achat en RFA

BILLET

La mer franco-hollandaise

Le regain d'optimisme qu'avait manifesté les armateurs français au début de l'année n'a-t-il vécu que le temps d'une marée ? Le président du groupe public CGM, M. Claude Abraham a tenu le 12 juillet des propos très réservés sur la conjoncture du transport maritime mondial : « Nous sommes au cœur d'une révolution, a-t-il déclaré, les grandes conférences internationales entre armateurs éclatent, chacun reprend son indépendance commerciale. La surcapacité de transport sur les « lignes royales » que constituent les relations est-ouest entre l'Europe et l'Amérique du Nord et entre l'Europe et l'Extrême-Orient est permanente. »

M. Abraham aurait pu ajouter qu'au sein de la CEE, ni la Commission ni les gouvernements n'ont réussi à ébaucher un début de politique commune, laissant le champ libre à une concurrence débridée et à un désordre juridique et social absolu. L'index des taux de fret des lignes régulières, calculé par l'Institut de Brême illustre bien ce malaise : il était à 123 en mai 1989 (100 en 1980), à 102 en février dernier, et dessous de 100 aujourd'hui.

Pour se défendre contre l'extraordinaire pugnacité des armateurs de Corée, du Japon et surtout de Taiwan, la CGM a choisi trois orientations : la rentabilité à outrance en diminuant la composition des équipages, la spécialisation dans le transport par grands navires porte-conteneurs sur les lignes de l'Atlantique nord, du Pacifique et des Amériques (23 navires fin 1991) et des accords avec des armateurs de même culture d'entreprise. Pour desservir les États-Unis, le groupe français s'associera à l'américain Sealand, à l'anglais P and OCL et au néerlandais Nedlloyd. Vers l'Asie les partenaires seront le malais Mase et encore Nedlloyd. A l'évidence un axe franco-hollandais prend forme.

Le transport maritime devient un métier de cadres supérieurs. Si le nombre de marins continue à baisser, en revanche celui des officiers recommence à augmenter sensiblement. Plusieurs compagnies commencent à manquer de capitaines et de lieutenants. Même s'il se généralise, le « pavillon bis » français des Kerguelen, plus économique, ne devrait pas mettre en danger leur profession. La ministre de la mer, M. Mellick, estime même que ce pavillon, sous lequel sont immatriculés aujourd'hui 40 navires a permis d'enrayer le déclin ininterrompu depuis dix ans.

Deux semaines à peine après la réunification monétaire des deux États allemands, le mécontentement social s'accroît en RDA du fait notamment du développement du chômage. « Le nombre des salariés au chômage partiel devrait atteindre les 460 000 dans les semaines qui viennent », soit 5 % de la population active, a déclaré jeudi 12 juillet le secrétaire d'État est-allemand au travail, M. Horst Kinitz. Autre source d'inquiétude des habitants de l'Est : le niveau très élevé des prix à la consommation.

BERLIN

de notre correspondant

Les grands magasins de Berlin-Ouest connaissent ces jours-ci une cohue digne des ventes de fin d'année. On se pousse dans les rayons d'alimentation ; les queues s'allongent démesurément devant les

caisses, ébranant le personnel et les clients habituels. Les petites surfaces bon marché ont été littéralement prises d'assaut le week-end dernier et vidées de leur contenu.

La ruée des consommateurs est-allemands sur l'ouest de Berlin commence à inquiéter sérieusement le gouvernement de la RDA. Aux premiers jours de l'unification monétaire, leur retenue avait été perçue comme un signe encourageant. La crainte d'une poussée de fièvre inflationniste semblait écartée.

Depuis, ayant eu le temps de se mettre au courant des prix pratiqués en RFA, les consommateurs de l'Est ont vite fait de repérer certains écarts de prix inexplicables sur des produits d'alimentation de base. Psychologiquement, l'effet était de taille. Dépenser des deutschemarks pour acheter des produits à l'Est ou à l'Ouest n'est pas la même chose, et l'on est déjà a priori convaincu qu'on en a davantage pour son argent si l'on achète à l'Ouest.

Le conseil des ministres, réuni mercredi 11 juillet à Berlin-Est, a ouvertement désigné du doigt les responsables. Il a exigé des distribu-

teurs est-allemands qu'ils reviennent leurs prix et a annoncé l'ouverture d'enquêtes dans les cas d'augmentation jugés abusifs.

Les deux principales cibles de la vindicte populaire sont les deux chaînes de distribution nationale, HO et Konsum, qui continuent de gérer comme par le passé, sous un statut différent, la quasi-totalité des grandes surfaces et une grande partie des petites commerces de RDA. Dans les petites villes, elles ont bien souvent le monopole de la distribution. Le Parlement a même voté vendredi 6 juillet une loi pour qu'elles soient privatisées en priorité.

Grèves

d'avertissement

En réalité, la taille des deux chaînes nationales n'est pas anormale par rapport à celles de l'Ouest. Mais elles manquent de concurrents et d'expérience. Sans références pour la fixation de leurs prix, les responsables n'ont pas su ou pas eu le temps d'obtenir des rabais. Leurs prix correspondent à une moyenne

de ce qui se trouve en RFA pour les produits occidentaux. Pour les produits locaux, qui ne représentent plus qu'une petite partie de leur offre, les prix sont encore plus artificiels. Il s'agit souvent de marchandises autrefois lourdement subventionnées, produites sans critère de rentabilité.

La rapidité de la réaction gouvernementale témoigne de la conscience des risques de dérapage. Si les gens se convainquent qu'ils paient tout trop cher, plus cher qu'en République fédérale, les pressions vont s'accroître pour un alignement plus rapide du niveau de vie. Les grèves d'avertissement de la métallurgie, qui ont mobilisé quelques dizaines de milliers de salariés la semaine dernière dans la région de Berlin et cette semaine en Thuringe, ont donné le signal de la mobilisation sociale.

Dans tous les secteurs, on négocie les hausses de salaires et les plans sociaux en cas de licenciements. C'est ainsi que les salariés d'IG Metall (ils sont 1,6 million) exigent une hausse de 40 % des salaires et une interdiction des licen-

ciements pendant deux ans, les sur-effectifs devant se voir offrir des cours de formation. Dans le bâtiment, les hausses de salaires ont été de 40 % à 60 %, dans la chimie, de 35 %.

Ces hausses sont à la fois inévitables et risquées. Avec les exonérations d'impôts promises dans certains secteurs, les différences de salaires servent pour le moment à compenser le manque de productivité de la plupart des entreprises. Des hausses trop importantes, avertissent les responsables économiques, menaceraient bon nombre d'entreprises déjà en position délicate.

La situation n'est guère plus brillante dans le secteur agricole. Les agriculteurs ont manifesté leur colère mardi à Leipzig en menaçant de déverser 10 000 tonnes de lait devant la direction de l'arrondissement. Leurs prix et leurs quotas laitiers vont dépendre des négociations menées avec Bruxelles. Dans l'immédiat, il leur faut rationaliser leurs méthodes de travail sans être sûrs de pouvoir écouler leur production.

HENRI DE BRESSON

Le temps des dépouilles

Suite de la première page

On sait aujourd'hui que ce sont près de 20 milliards de marks qui ont été demandés par les entreprises. Mais sur quels critères leur fera-t-on crédit ? Elles avaient une quinzaine de jours pour présenter un état de trésorerie. C'est un délai beaucoup trop court, dans ce pays où personne ne maîtrise la comptabilité à l'occidentale. Les bilans jusqu'à présent ne comportaient pas d'évaluation des actifs, tout était exprimé en volume. Les vrais prix, en deutschemarks, n'existent que depuis le 1^{er} juillet.

Le discours officiel est qu'on ne dilapidera pas les crédits en aidant des entreprises non-viables. Mais comment juger, en l'absence de tout audit valable ? Quand ce sont les dirigeants en place, évidemment intéressés à leur propre survie, qui doivent faire l'état des lieux ?

Accords

de partenariat

« Ne nous faisons pas d'illusions », explique M. Ulrich Schmidt, représentant de la Dresdner Bank à Berlin-Est, dans un premier temps nous donnerons de l'argent à tout le monde. Les trois mois qui viennent vont nous permettre de voir qui fait quoi, avec qui on peut continuer sur quels projets. On ne peut pas mettre tout un pays en faillite ! »

D'autres banquiers se montrent plus inquiets. « On nous demande de prêter de l'argent, mais la seule chose que nous pouvons vérifier, c'est la signature de l'emprunteur. Aucune garantie juridique ou matérielle : on ne sait pas à qui appar-

tient le sol, les locaux et les stocks ne valent pas grand-chose. Qui nous remboursera si ces gens ont failli à l'automne ? » Le Treuhänder, qui dépend de l'État est-allemand, garantit les prêts, et l'on suppose qu'il est lui-même adossé à une garantie publique ouest-allemande. Mais celle-ci est pour l'instant tacite.

Sur le terrain, pour plus de sûreté, les banquiers n'envisagent de prêter qu'à des entreprises qui ont passé un accord avec des partenaires ouest-allemands. C'est l'un des mécanismes par lesquels, tout naturellement, l'économie est-allemande va passer sous tutelle des « Bundies », ceux d'Allemagne fédérale. A quoi bon s'en offusquer ? Ils parlent la langue, ont l'argent et le savoir-faire...

Le Treuhänder est un bon exemple de la façon dont la RFA entend prendre en main le destin de la RDA. Le président du conseil d'administration, nommé le 4 juillet par M. Lehar de Mainz, est M. Detlev Rohwedder, un homme qui allie une belle carrière industrielle et une expérience gouvernementale à Bonn. Agé de cinquante-huit ans, né dans la province est-allemande de Thuringe, ce juriste de formation a été, très jeune, secrétaire d'État à l'Industrie et à l'Énergie dans le gouvernement social-démocrate de M. Willy Brandt. Par la suite, il s'est distingué en restaurant le groupe sidérurgique Hoescht, dont il est toujours président. Parmi les autres membres du conseil d'administration figurent le patron du principal groupe énergétique ouest-allemand, Veba, M. Klaus Plitz, celui d'IBM Allemagne, M. Hans-Olaf Henkel, un

ancien directeur de la Bundesbank, M. Claus Köhler. A ce jour, seuls deux membres du Treuhänder sont non allemands : un Hollandais et l'industriel belge André Leyein, président de Gevaert et ancien chef du patronat belge. Un directeur de cinq membres, chargé de la mise en œuvre des privatisations doit être désigné ces jours-ci. Son président devrait être M. Reiner Gohke, le patron de la Bundesbahn, les chemins de fer de RFA.

M. Rohwedder, à peine nommé, s'est donné deux à trois ans pour réaliser en bonne partie la tâche véritablement colossale qui l'attend. Le chantier est d'abord juridique : il faut déterminer très vite des droits de propriété, car actuellement le Treuhänder ne dispose que de « droits d'usage ». Par exemple, les 12 000 entreprises qui ont été expropriées en 1972 ont jusqu'au mois de septembre pour faire valoir leurs droits.

Grosses affaires

et concurrence

Il faudra ensuite vendre les entités qui ont été transformées en sociétés par actions. Là encore, on est plus riche de questions que de réponses. Qui achètera ? Y aura-t-il une place pour un « capital » est-allemand à inventer ? Qu'advient-il de toutes les situations de fait qui se sont créées depuis six mois ? Dans les combinats, des directeurs de division ont pris leur autonomie, ont signé des accords avec des partenaires ouest-allemands. Simples promesses de vente, ces contrats ont de bonnes chances d'être validés en fin de compte.

A Berlin-Est, on préfère jeter un voile pudique sur les arguments qui ont amené les directeurs d'entreprise - nommés par l'État aux plus beaux jours de l'époque Honecker - à choisir pour partenaire tel groupe plutôt que tel autre. « Évidemment, il y a de la corruption, mais ce n'est pas cher, ils ne connaissent pas les prix », plaisante un homme d'affaires français. Plus graves que les petites concussions individuelles, il y a les

grosses affaires qui portent sérieusement atteinte à la concurrence. Allianz, le groupe d'assurances ouest-allemand, rachète le seul assureur d'Allemagne de l'Est Staatliche Versicherung.

Une contre-proposition d'un groupe d'assureurs menés par le numéro deux ouest-allemand Colonia a été écartée. « Une décision éminemment politique », a commenté dans le Spiegel le président du nouvel Office de protection de la concurrence est-allemand, M. Reinhold Wutke. Pour sauver les apparences, l'assureur municipal doit, dans un premier temps, se contenter de 51 % de la nouvelle entité. Deutsche Versicherung AG, le reste demeurant « pour quelques mois » dans le giron du Treuhänder.

Le Parlement est-allemand a dénoncé fin juin la vente en catimini à trois grandes compagnies électriques de l'Ouest, RWE, BEW et Preussag (filiale de Veba), de toute la distribution d'électricité en RDA. L'affaire a été suspendue et sera tranchée par les députés eux-mêmes.

Dans le secteur bancaire, qui relève désormais directement de la Bundesbank, les objections du Bundeskartellamt (Office des cartes de RFA) n'ont pas empêché le partage des branches commerciales de la Deutsche Kreditbank entre la Deutsche Bank et la Dresdner Bank, qui reproduit presque exactement les parts de marché de ces deux « Grossbanken » en Allemagne de l'Ouest. Difficile pourtant de croire que les transactions, menées avant l'unification monétaire, se soient effectuées dans les règles de transparence minimales. L'enjeu pour les banques est de taille : en ayant des réseaux, elles collectent l'épargne sur place et peuvent prêter à des conditions plus avantageuses que leurs concurrents, ou avec une meilleure marge.

L'inquiétude

de Sir Leon

L'Office de protection de la concurrence de RDA a publiquement mis en garde les autorités contre les atteintes à la concurrence au moment des privatisations. Il a d'ailleurs reçu le soutien inattendu du commissaire européen Sir Leon Brittan. Dans une lettre au ministre est-allemand de l'Industrie, M. Gerhard Pohl, Sir Leon exprime son « inquiétude » devant les fusions d'entreprises en cours et demande à la RDA de consulter la Commission. Il a annoncé l'ouverture d'une enquête de la CEE sur un autre rachat un peu trop rapide pour être honnête, celui du secteur de distribution du gaz en RDA (DDR Gasmonopol Verbandnetz AG) par Ruhrgas. Une fois l'affaire rendue publique, Ruhrgas a dû limiter ses ambitions.

Tous les observateurs se sont convaincus : à la grande foire de liquidation qu'est actuellement la RDA, les firmes allemandes de moindre importance et les groupes étrangers n'auront que les bas morceaux. Ou du moins, on ne fera appel à eux que quand les « grands » ne pourront pas répondre seuls aux besoins.

La hantise des industriels allemands, c'est que des concurrents étrangers ne s'assurent une part de marché supérieure en RDA à celle qu'ils ont en RFA », explique un banquier. Avant d'ajouter qu'il y a tout de même, selon lui, une marge de manœuvre pour les Français, les Italiens ou les Suisses : « L'omniprésence et, il faut le dire, l'arrogance des interlocuteurs ouest-allemands peut donner du poids aux dossiers de leurs concurrents étrangers ». La tâche ne sera pas facile.

M. Roger Laroque, ministre de l'Industrie, qui s'est rendu à Berlin du 11 au 13 juillet avec une délégation d'une trentaine d'industriels français, espérait conclure au moins deux rachats d'entreprises est-allemandes (par les cimenter Lafarge et par Pechiney). Il n'en a rien été : les dossiers sont « toujours à l'étude »...

L'empressement des sociétés allemandes à occuper le terrain ne mériterait au fond que des critiques de forme s'il garantissait la réussite de la transition historique de l'Allemagne orientale. L'amélioration du sort des seize millions d'Allemands désemparés et paupérisés peut justifier quelques entorses aux bonnes règles. L'enjeu le plus grave de la reconstruction est là : les solutions de reprise choisies seront-elles celles qui préserveront le mieux l'emploi et les capacités industrielles en Allemagne de l'Est ? Pour l'instant, on a vu les repreneurs se précipiter sur les projets les plus faciles : les services, le conseil, les réseaux de distribution, l'énergie, la presse.

Mais qu'en sera-t-il pour l'investissement industriel, le plus lourd, le plus risqué ? Les groupes de l'Ouest trouveront-ils leur intérêt à produire en RDA, avec des usines et des machines obsolètes, un personnel à former de A à Z, des licenciements massifs à opérer ? Les philanthropes d'état paient légion, on peut se demander s'ils seront prêts à racheter au Treuhänder des entreprises chancelantes - ou ils risquent d'avoir à affronter des mouvements sociaux comme on le voit déjà dans la métallurgie et la chimie - plutôt que d'attendre patiemment leur effondrement. Il faudra beaucoup d'argent et d'efforts pour sauver l'industrie de RDA, donc l'avenir de ce pays. Le nationalisme allemand qui s'affiche si clairement dans l'Anschluss économique devra avoir de la vertu.

SOPHIE GHERARDI

Le rachat d'Adidas

Le Crédit agricole demande à M. Tapie de surseoir à son opération

Bernard Tapie pourra-t-il, comme il l'a promis, révéler lundi 16 juillet le nom de ses partenaires pour l'achat d'Adidas ? Le Crédit agricole - actionnaire du groupe Bernard Tapie Finance - demande la participation au montage financier du rachat d'Adidas avait été requise - va demander à l'industriel français de revoir sa copie.

« Il n'est pas possible au Crédit agricole de se prononcer tant que des approfondissements techniques et financiers n'auront pas été apportés par le groupe Bernard Tapie Finance en liaison avec ses banquiers traditionnels, la BNP et le Crédit lyonnais », devait indiquer vendredi 13 juillet un communiqué officiel de la banque verte, qui avait souligné par ailleurs que sa décision n'est que « suspensive ». Au Crédit agricole, on précise qu'« un tel travail devrait prendre plusieurs semaines », ce qui n'est pas sans soulever un certain nombre d'interrogations sur la substance réelle du dossier.

C. M.

Provoquant une chute du dollar et une envolée de Wall Street

La Réserve fédérale américaine assouplit sa politique monétaire

L'annonce, jeudi 12 juillet par M. Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale, d'un assouplissement de la politique monétaire américaine a provoqué une hausse à la Bourse de New-York et une baisse des taux d'intérêt américains à long terme. Sur les marchés des changes, le dollar était en baisse sensible, passant notamment de 5,57 F à 5,51 F.

NEW-YORK

de notre correspondant

Après avoir refusé des mois durant d'assouplir sa politique monétaire - en dépit des appels pressants lancés par la Maison Blanche et par les marchés financiers - la Réserve fédérale vient de changer d'avis. Intervenant devant la commission bancaire du Sénat, le président du Fed, M. Alan Greenspan, a indiqué le 12 juillet que, compte tenu de la situation tendue observée en matière de crédit et de la persistance de taux d'intérêt élevés, la banque centrale américaine avait décidé de lâcher du lest.

La nouvelle s'est aussitôt propagée dans les établissements de crédit ainsi que sur les marchés financiers. A Wall Street l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a immédiatement gagné plus de 15 points, une hausse qui s'est constamment accrue. A tel point qu'au son de cloche final, le baromètre numéro un de la Bourse new-yorkaise se hissa à 2 969,80 points, en progrès de 37,13 points. Le Dow Jones inscrit ainsi son plus haut historique, dépassant largement le précédent record du 4 juin dernier, lorsqu'il s'était établi à 2 935,89 points.

L'autre fait marquant de la séance a été la nette reprise du volume d'activité. Par ailleurs, sur le marché obligataire, les bons du Trésor à trente ans, autre indicateur jugé très important par le marché, a gagné deux tiers de point après les commentaires de M. Greenspan.

L'attitude du président du Fed a toujours été dictée par la crainte de voir ressurgir le monstre inflationniste. Celui-ci redresse encore la tête si l'on en juge par une hausse des prix de détail qui se situe encore à un niveau élevé aux États-Unis, autour de 4,4 % en taux

annuel. Mais les détracteurs de la banque centrale ont régulièrement fait valoir que ce risque était mesuré au regard de la paralysie d'une économie tributaire d'une baisse déterminante des taux d'intérêt pour échapper à la récession qui se profile à l'horizon 1991, compte tenu d'une croissance trop faible pour relancer, seule, la machine.

Desserrer le carcan

du crédit

C'est ce que le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, s'est évertué à faire comprendre il y a une dizaine de jours à M. Greenspan et aux autres gouverneurs de la Réserve fédérale en invoquant, par exemple, la situation du bâtiment qui a vu le nombre des mises en chantier retomber récemment à son niveau de 1982.

Longtemps, les gendarmes du crédit - et, donc, de la force du dollar - ont eu beau jeu de rétorquer que si l'administration voulait tant faire baisser les taux, il ne tenait qu'elle de commencer son énorme déficit budgétaire de façon à restreindre ses recours au marché financier et, partant, de diminuer

la demande d'emprunts, d'où une baisse mathématique des taux d'intérêt.

Le fait que le président Bush ait fait amende honorable en acceptant dorénavant de discuter de certaines hausses d'impôt à l'avantage influencé la Réserve fédérale. Après un effet d'annonce qui, une fois passé le choc dans l'opinion publique, a été considéré comme positif sur les marchés, le Fed ne peut plus éviter de desserrer le carcan du crédit, seule réponse aux conséquences déflationnistes que ne manquera pas d'avoir le nouveau budget américain tel qu'il est dessiné en concertation entre la Maison Blanche et les représentants des partis démocrate et républicain.

Après quinze jours d'interruption de séance, ceux-ci ont repris leurs négociations le 11 juillet au Congrès. Sans laisser pratiquement au président Bush le soin de souffler après la fin du sommet de Houston. Signe que le temps est compté. Pour le chef de l'exécutif, comme pour l'économie américaine. Toutes deux ont rendez-vous en 1992 avec les électeurs.

SERGE MARTI

50 من الاجل

Le Monde
Cadres

Les postes que BSN vous propose

42 27 40 27 Acheteurs

Seprosy (réf. SD105MR)
Belin (réf. SD118MR)
LU (réf. MH48MR)
Kronenbourg (réf. MH63MR)
Gervais Danone (réf. RD183MR)

En 20 ans, BSN s'est placée au niveau des plus grands groupes mondiaux de l'alimentaire. Les cadres qui nous rejoignent ont une double appartenance : la société qui les accueille et le groupe. Les échanges que nous soumettons ont avec eux nous permettent de les informer sur nos opportunités et d'approfondir leur projet professionnel. Car pour nous la réussite est une alchimie complexe dans laquelle entrent le poste, l'environnement, les compétences, la personnalité et la motivation à travailler ensemble.

Pour en savoir plus sur nos postes composez le 42.27.40.27 ou adressez votre candidature en précisant la référence du poste à BSN Service Recrutement Cadres 7 rue de Teheran, 75381 Paris Cedex 08

BSN
LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAISLe Monde
L'IMMOBILIERlocations
non meublées
offres

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

bureaux
Locations

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

viagers

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

appartements
ventes

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

Paris

AGENDA
IMMOBILIER

MARINAS - FRONT DE MER - ARRIERE PAYS
APPARTEMENTS ET VILLAS
DE QUALITE
A LOUER
EN TOUTES SAISONS
Informations : ELIPSE FRANCE
4, quai des Etréas
69321 Lyon cedex 03
Tél. (04) 78 42 10 00

Le Monde
AGENDA IMMOBILIER
mercredi + jeudi + vendredi
+ samedi (RADIO-TÉLÉVISION)
PUBLICITÉ :
RENSEIGNEMENTS et RÉSERVATIONS :
45-55-91-82, poste : 40-83

ASSOCIATIONS

Session Appel

Le journal ACTU-MENSUEL

Abonnement : ACTU-MENSUEL

LES EMPLOIS

DANS L'IMMOBILIER

Garde des emplois

Préface de J. MATTEOLI

Commande et envoi à :

ROSE-CROIX D'OR

STAGES D'ANGLAIS A PARIS

ROSE-CROIX D'OR

L'Espresso

L'Espresso

L'Espresso

L'Espresso

L'Espresso

L'Espresso

L'AGENDA

Tourisme

Loisirs

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

Le livre L'HISTOIRE

automobiles

ventes

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

BMW 850i

divers

CABRIOLETS ETC.

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

Mazda MX-5

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

En lançant un programme d'aide au génie des procédés

Le gouvernement renoue avec les aides sectorielles à la recherche

Le ministère de la recherche et de la technologie renoue avec les aides sectorielles interrompues en 1982. Le génie des procédés est le premier bénéficiaire d'un « programme mobilisateur sectoriel », présenté jeudi 12 juillet au conseil des ministres par M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie.

Le génie des procédés recouvre l'ensemble des connaissances et techniques nécessaires pour transformer la matière par réaction chimique ou conversion biologique. Si ses premiers utilisateurs furent les pétroliers et les chimistes, son champ d'application s'est considérablement élargi, aux industries agro-alimentaires en particulier, à la transformation des matériaux, traitement des eaux, biotechnologies, etc. Cette discipline est devenue à l'ordre du jour avec les préoccupations liées à l'environnement : qu'il s'agisse du traitement des déchets ou de la réduction des émissions polluantes.

Si les fabricants d'équipements sont peu présents en France, de grands utilisateurs comme Saint Gobain, Michelin, Lafarge, Air Liquide, etc., ont développé une forte compétence dans l'utilisation et l'amélioration de ces systèmes. L'objectif du programme « mobilisateur » est de favoriser le transfert de connaissances entre ces entreprises, d'une part, et avec les plus petites, d'autre part. Comme le précisait M. Curien, « il ne s'agit pas d'une affaire de milliards, mais d'une affaire de bon sens ».

Le ministère constituera ainsi un réseau de laboratoires publics ou privés volontaires pour coordonner leur recherche. Les aides du Fonds de la recherche et de la technologie (40 millions de francs en 1990) seront doublées en 1991. Le nombre d'allocations de recherche attribuées aux DEA (Diplômes d'études approfondies) sera porté en cinq ans de 25 à 75 par an. Le nombre de diplômés formés actuellement dans les universités et écoles d'ingénieurs fran-

çaises, soit 300 environ par an, est en effet insuffisant et nettement inférieur aux contingents d'autres pays, comme la RFA (900 par an), le Royaume-Uni (800), le Japon (2200) ou les États-Unis (5150). Une mission a été confiée à M. Gilbert

Gaillard, président du directoire de la filiale française du chimiste allemand Hoechst, et président du groupe français du génie des procédés, pour établir un « schéma de développement des pôles de compétence français ».

A. K.

Avant le changement de statut

Les mauvais résultats de la Poste

Déception pour la Poste : ses services affichent une sensible baisse de rentabilité pour l'année 1990. Le résultat prévu pour l'exercice en cours devrait avoisiner les 500 millions de francs contre 1,36 milliard en 1989. « Le rendement moins élevé du livret A, la progression des charges de personnel et une croissance marquée de l'activité réalisée à effectifs constants » ont contribué à faire diminuer ce résultat, a expliqué le directeur général M. Yves Couquer. Il a souligné par ailleurs que la loi de Finances prévoyait pour 1990 un excédent plus réduit encore à 73 millions de francs.

Quelles sont les perspectives pour 1991 ? Le changement de statut - à compter du 1^{er} janvier prochain, la Poste, « établissement public autonome », sera assujettie aux règles du droit commercial - devrait entraîner des charges supplémentaires (réforme des qualifications, investissements de 1,4 milliard de francs dans l'automatisation des bureaux entre 1991 et 1994 pour améliorer la qualité du service). La Poste compte toutefois sur la distribution de produits d'assurance et la refonte générale de l'acheminement du courrier pour « consolider sa trajectoire financière ».

ÉTRANGER

Selon son président, M. Boussena

L'OPEP doit rétablir dès cet été le prix de 18 dollars le baril

Le président de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le ministre algérien de l'énergie, M. Sadek Boussena, estime, dans une interview publiée le 12 juillet par l'hebdomadaire *Algérie-Actualités*, que les pays membres doivent « rétablir dès cet été, le prix de 18 dollars le baril pour restaurer le climat de sérénité et de solidarité qui fait défaut » dans l'organisation.

absolument irréaliste d'envisager une augmentation du plafond de production comme le demandent notamment le Koweït, les Émirats arabes unis et le Gabon ». Le rétablissement du « prix minimum de 18 dollars » le baril est une « condition sine qua non de tout accord possible pour l'avenir », a ajouté le président de l'OPEP.

Le ministre koweïtien du pétrole, M. Rachid El Oumairi, avait évoqué à Alger avec M. Boussena la possibilité de relever le quota de production du Koweït, fixé actuellement par l'OPEP à 1,5 million de barils par jour en vertu de l'accord du 3 mai dernier à Genève, ville où l'OPEP doit se réunir le 25 juillet. - (AFP)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OUI AUX SICAV
DU CREDIT LYONNAIS
GESTILION

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 29 juin 1990 a approuvé la transformation de GESTILION en SICAV de CAPITALISATION.

Les intérêts seront automatiquement réinvestis, permettant ainsi une valorisation du capital sans distribution de revenus.

D'autre part, l'Assemblée a autorisé la division de la valeur intrinsèque des actions par 5, de manière à rendre GESTILION plus accessible aux petits porteurs.

Au cours de la séance du 29 juin 1990, le Conseil d'Administration a fixé au 30 juillet 1990 le début des opérations d'échange à raison de cinq actions nouvelles pour une action ancienne et a décidé de porter, à la même date, de 0,25 % à 0,50 % la commission de souscription.

Entre le 29 décembre 1989 et le 26 juin 1990 la valeur liquidative de GESTILION est passée de F. 58.936,30 à F. 61.390,25 soit une augmentation de 4,2 %. Exprimée en taux annuel la progression s'élève à 8,5 %.

GESTILION : un placement obligatoire de court terme offrant une bonne sécurité.

Renseignez-vous dans votre agence du CREDIT LYONNAIS. REJOIGNEZ CEUX QUI NOUS FONT CONFIANCE DEPUIS LONGTEMPS.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

L'Assemblée Générale Ordinaire de GLM SA réunie le 28 juin 1990, sous la présidence de Monsieur Alain AUBRY, a approuvé les comptes de l'exercice 1989 qui se soldent par un bénéfice net consolidé de 9 millions de francs, la part du Groupe s'élevant à 13,3 millions.

DIVIDENDE 1989 : L'Assemblée Générale a décidé de distribuer un dividende de 10 francs net par action, soit 15 francs avant fiscal compris, en augmentation de 19 % sur l'exercice précédent. Celui-ci est mis en paiement à compter du 2 juillet 1990.

PERSPECTIVES 1990 : L'exercice en cours devrait

EN BREF

URSS : premier déficit commercial depuis 1976. - L'URSS a enregistré en 1989 un déficit commercial, le premier depuis 1976, de l'ordre de 29 milliards de francs, a annoncé jeudi 12 juillet l'agence Tass. Les exportations soviétiques se sont élevées à 68,8 milliards de roubles (615 milliards de francs) tandis que les importations s'élevaient à 72,1 milliards de roubles (644 milliards de francs). La part des produits énergétiques dans les exportations soviétiques a baissé de 42,1 % en 1988 à 39,9 % en 1989, précise Tass. - (AFP)

Le financement du crédit-formation pour les adultes. - Pour 1990, l'Etat apportera 250 millions de francs qui viendront s'ajouter aux 160 millions prévus pour faciliter l'accès au congé individuel de formation des salariés des entreprises de moins de dix personnes et financer les stages de plus de mille deux cents heures.

Rectificatif. - Dans l'article « Les promesses du plus grand marché » (Le Monde daté mercredi 11 juillet), une coquille a malencontreusement déformé le sens d'une phrase. Page 23, au milieu du dernier paragraphe, il fallait lire : « Les industriels français - malgré leur défiance parfois excessive - » (et non pas « leurs dépenses parfois excessives »).

être celui de la consolidation après les deux années de fort développement qu'ont été 1988 et 1989.

Les informations recueillies sur le premier semestre permettent d'escompter un chiffre d'affaires consolidé de l'ordre de 520 millions de francs, en augmentation de 7,2 % et une progression du bénéfice part du Groupe supérieure à celle de l'activité.

Le rapport annuel de l'exercice 1989 est disponible sur simple demande adressée à : GLM SA

Direction Financière
15, rue des Sablons
75116 PARIS

dumez

Gro



Sur proposition de M. Jérôme Monod, Président-Directeur Général de la Lyonnaise des Eaux et de M. Jean-Paul Parayre, Président du Directoire de Dumez S.A., le Conseil d'Administration de la Lyonnaise des Eaux, le Directoire et le Conseil de Surveillance de Dumez S.A., réunis le 11 juillet, ont décidé le principe d'une fusion qui sera soumise aux Assemblées Générales Extraordinaires des deux sociétés.

Cette fusion donnera naissance à un grand Groupe français de services, de taille européenne et à vocation mondiale, dans les domaines de l'environnement, de l'aménagement et de la distribution.

En 1990, le nouveau Groupe représentera un volume d'activité globale de plus de 50 milliards de francs, qui se répartira pour l'essentiel entre la gestion de l'environnement (27%), l'aménagement et la construction (45%) et la distribution d'équipements électriques (21%).

Naissance d'un grand Groupe français de services

L'augmentation permanente et accélérée des besoins des collectivités en matière de gestion de l'environnement et d'aménagement offre d'importantes perspectives de développement pour les services intégrés.

Les deux groupes ont des activités complémentaires en matière d'aménagement et de services. S'adressant aux mêmes clients, leur développement commercial en sera renforcé.

La Lyonnaise des Eaux et Dumez ont en commun une politique réussie d'implantation internationale, de forts taux de croissance et de

bonnes performances financières.

Les deux groupes ont également en commun, grâce à la valeur de leur personnel, une même philosophie de la qualité et de l'innovation et une même éthique professionnelle.

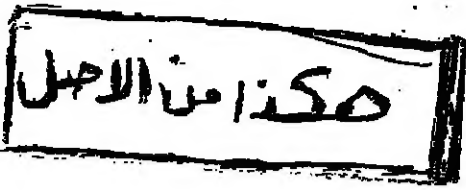
Lyonnaise des Eaux-Dumez devient ainsi l'un des grands acteurs industriels capables d'affirmer sa présence dans le monde entier en répondant aux nouveaux besoins des marchés.

La fusion-absorption se fera sur la Lyonnaise des Eaux, en raison de la nature juridique des contrats de concession dont elle est titulaire.

Les études réalisées permettent d'envisager une parité d'échange de 4 actions Lyonnaise des Eaux pour 3 actions Dumez.

مركز من الامم

هكذا من الاصل



Pour le défilé du 14 juillet

Une armée en proie au doute

Le défilé du 14 juillet sur les Champs-Élysées sera l'occasion, pour les Parisiens, d'avoir, grâce à la présentation du corps d'armée de France, un avant-goût de la réorganisation en cours du corps de bataille aéroterrestre (le Monde du 10 juillet).

« Pour une institution que l'on dit immuable, résistante, voire conservatrice, les armées françaises sont en passe de battre l'éducation nationale pour ce qui concerne le nombre des réformes internes, réorganisations en tous genres ou remodelages de leurs structures », dit cet officier qui avoue en avoir subi beaucoup. « Un véritable "vibrionisme" en l'espace de trente ans, depuis la fin de la guerre d'Algérie. Et encore, ajoute-t-il, si tous ces changements arrivaient à leur terme, au lieu d'avoir en cours de route, ce ne serait que demi-mal. »

« Or, à peine ébauchés, ces restructurations, ces nouveaux "formats", comme on dit maintenant pour l'armée de terre, se précipitent, se cognent, se contrecarrent, s'additionnent ou s'annulent, laissant à chaque fois, après le départ de leurs auteurs, le corps des professionnels plus désorienté, désorienté et, finalement, bien seul face aux missions qui sont les siennes et qui n'ont pas été révisées. »

Ce jugement, pour désabusé qu'il apparaisse, reflète un état d'esprit aujourd'hui assez répandu chez des cadres supérieurs anciens, qui sont encore la mémoire de la corporation des militaires de métier.

En 1990, un tel propos se nourrit de surcroît chez les plus jeunes, des inquiétudes ou du doute liés à l'air du temps. Où est l'adversaire traditionnel, de quel côté proviennent exactement les menaces, à quel niveau des forces s'arrêteront les discussions de Vienne sur le désarmement en Europe, de combien « dégraissera-t-on les effectifs, bref à quel point-on servira ? »

Une inspiration interarmées

Autant de questions d'autant plus angoissantes, en vérité, que les plus jeunes de ces cadres militaires, officiers ou sous-officiers, souvent tenaillés par une vocation qu'ils ont du mal à expliciter, prennent conscience qu'ils sont désormais condamnés à ne plus passer toute une existence

sous l'uniforme et qu'ils seront contraints à des carrières plus courtes que leurs aînés.

Imposée par le contexte géostratégique qui se profile à l'horizon et moins par des considérations d'économies budgétaires, qu'elle n'induit pas automatiquement, la nouvelle réorganisation des forces imaginée par M. Jean-Pierre Chevènement met donc la communauté militaire au pied du mur : 35 000 départs annoncés en quatre ans, ce n'est pas rien.

D'inspiration intersarmées, cette réforme – si le cap est maintenu – va obliger chacun à faire son « aggrégement ». Et les restrictions financières à venir, en excluant les pratiques habituelles qui ont consisté jusqu'à présent à retarder, étaler ou diminuer les équipements commandés sans en abandonner aucun, amèneront le gouvernement et les états-majors à devoir favoriser, à l'instar de ces armées étrangères de même culture, les matériels censés donner du « muscle », de la puissance et une mobilité accrue aux forces.

Aujourd'hui, chacune des armées s'accroît, comme à une bouée de sauvetage, à un chiffre quasi magique : il faut un parc de onze mille trois cents à onze mille quatre cents chars de combat à l'armée de terre, il faut 450 avions de combat en ligne à l'armée de l'air, il faut des porte-avions, au besoin nucléaires, à la marine. Hors de cela et hors de l'environnement qui permet à tout cela de fonctionner (c'est-à-dire les forces d'accompagnement), point de défense moderne et de sécurité crédible pour la France.

La difficulté commence quand on entend de contenir l'envolée financière globale, nécessaire par l'expression de ses différents besoins par chaque armée, dans le carcan des 3,5 % du produit intérieur brut que tous les dirigeants politiques, de droite comme de gauche, s'accrochent à attribuer aux armées pour ne pas déplaire à leurs partisans.

Homme de guerre italien au XVII^e siècle, Raimondo Montecuccoli, qui s'est battu jadis contre Turénne, disait au roi de Pologne son employeur du moment : « Sire, pour faire la guerre, il faut trois choses : de l'argent, de l'argent, de l'argent. » En 1990, en France comme dans de nombreux autres pays dans le monde, les chefs d'état-major reprendraient volontiers ce discours, même s'ils s'abritent derrière la dissuasion qui est conçue

pour éloigner la guerre de l'Europe.

Dans le cas de la France, la particularité de son armée, qui est entretenue de longue date par différents gouvernements soucieux de fonder l'indépendance du pays sur l'existence d'un outil militaire autonome, complique la réflexion.

Un triple héritage

A la différence du dispositif allié, les forces armées françaises ont accumulé un triple héritage en trente ans : la dissuasion nucléaire censée protéger le donjon national, un corps aéroterrestre grâce auquel la France prend ou non sa part du combat commun sur le continent européen, et des unités d'intervention d'avantgarde vouées à l'interposition outre-mer.

Au fil des ans, cette construction militaire a varié, mais, grosso modo, les missions sont demeurées pour l'essentiel, au nom d'une stratégie propre à la France qui cherche à équilibrer sa sécurité selon les axes Est-Ouest et Nord-Sud.

C'est cette pérennité de l'institution de défense que le plan de M. Chevènement cherche à consacrer au travers d'un débat national qui, actuellement, se concentre à l'excès sur des

thèmes budgétaires. A trop vouloir, du reste, se battre sur la crête de ses moyens financiers, le ministre de la défense donne lui-même l'impression de contribuer à obscurcir la réflexion en cours. En jouant les Cassandre à propos de l'état probable d'une menace dans le monde, qui est loin d'être aussi évidente pour l'opinion, M. Chevènement apparaît plus comme un porte-parole des états-majors que comme le responsable politique chargé de définir les contours de la défense de l'an 2000. Pourtant, cette image de lui est fautive.

Une armée de terre articulée, à la baisse, autour de deux cent cinquante mille hommes. Un volontariat du service long encouragé pour compenser une réduction du temps de l'appel moyen. Une armée de l'air qui, objectivement, alignera moins d'avions de combat que ne lui consentent les accords prévisibles de Vienne. A l'exception de la panoplie nucléaire, limitée à quelques centaines de têtes stratégiques et préstratégiques, et d'une marine, dont le tonnage n'est tout de même pas hors normes, le « format » des forces françaises – tel qu'il résulte de ce schéma plan de réorganisation – est loin d'être surdimensionné dans l'hypothèse d'un pays qui veut garder son rang mondial.

JACQUES ISNARD

Pour 7,2 milliards de francs

Le groupe français Accor rachète une chaîne d'hôtels aux Etats-Unis

Le groupe hôtelier français Accor, premier européen avec 800 établissements et 20 milliards de chiffre d'affaires, a annoncé, vendredi 13 juillet, l'achat d'une chaîne d'hôtels économiques aux Etats-Unis : Motel Six, basée à Dallas, qui compte 530 établissements et 61 500 chambres, avec un chiffre d'affaires de 425 millions de dollars (2 360 millions de francs environ). Accor va lancer une offre publique d'achat, sur la totalité des actions de la chaîne, d'un montant de 1,3 milliard de dollars (environ 7,2 milliards de francs). Kohlberg, Kravis et Roberts qui détiennent 55 % des actions, s'est engagé à les céder, et le PDG de la chaîne, M. Joseph McCarthy, a donné son accord. Mais Accor ne compte conserver que 40 % de la

société qu'il va constituer : le tour de table inclut notamment le groupe Suez, premier actionnaire d'Accor, la Société Générale et la BNP.

Cet achat constitue une offensive décisive de la part du groupe français qui n'avait pas réussi jusqu'ici à constituer un véritable réseau. Continuant à perdre de l'argent aux Etats-Unis (13 millions de francs en 1989), le groupe avait gelé ses investissements et adopté une position attentiste. Ayant procédé récemment à une augmentation de capital de 2 milliards de francs ayant mis un pied dans Wagons-Lits sans avoir à racheter les hôtels Pullman, Accor disposait d'une force de frappe financière importante.

G. H.

EN BREF

■ COLOMBIE : sept nouveaux trafiquants de drogue sous les verrous. – Les forces de sécurité colombiennes, engagées dans une chasse à l'homme dans la région de Medellin depuis lundi 9 juillet, ont arrêté sept nouveaux collaborateurs du baron de la drogue Pablo Escobar, mais ce dernier est toujours en fuite, a annoncé jeudi la police, en précisant qu'Escobar, « alerté par le bruit des hélicoptères, a abandonné sa retraite en laissant son repas sur le feu ». – (AFP).

■ CUBA : cinq nouveaux réfugiés dans les locaux diplomatiques tchécoslovaques. – Cinq personnes dont une femme, se sont réfugiées, jeudi 12 juillet, au domicile du chargé d'affaires de Tchécoslovaquie à Cuba, M. Jan Domok. Quatorze autres personnes sont réfugiées dans les locaux de l'ambassade de Tchécoslovaquie, dont sept depuis lundi, et une a réussi à pénétrer mercredi soir dans l'ambassade d'Espagne. – (AFP).

■ RDA : le gouvernement souhaite conserver sa loi sur l'avortement. – Le ministre est-allemand de la famille, M. Christa Schmidt, a annoncé, jeudi 12 juillet, que la

RDA prévoyait de conserver la loi libérale de l'ancien régime communiste en matière d'avortement après l'unification allemande. La RFA dispose d'une législation beaucoup plus stricte que la RDA, en raison de sa puissante communauté catholique.

■ SUÈDE : extradition d'un pirate de l'air soviétique. – Le gouvernement suédois a extradité, jeudi 12 juillet, vers l'URSS un pirate de l'air soviétique âgé de dix-sept ans, Dimitry Semionov, le premier de cinq jeunes Soviétiques à avoir récemment été détourné d'un avion d'Aeroflot. Onze tentatives de détournement ont été dénombrées depuis début juin. – (AP).

■ SUISSE : deux agents de la Sécurité demandent l'asile politique. – Deux agents de la Sécurité, l'ancienne police secrète roumaine, ont demandé l'asile politique en Suisse, a annoncé jeudi 12 juillet la télévision locale. L'information a été confirmée par le porte-parole du délégué suisse aux réfugiés. Selon la télévision, plus d'une dizaine d'anciens agents de la Sécurité auraient demandé l'asile politique en Suisse. – (AP).

Contestée par les syndicats

La réforme du baccalauréat technologique est ajournée

L'été n'assouplit pas les passions des partenaires de l'éducation nationale : à peine dévoilées, deux projets du ministère – l'introduction en 1992 du contrôle en cours de formation (CCF) au baccalauréat technologique (sections F, G et H) et la suppression de l'enseignement de la physique et de la chimie dans les classes de sixième et cinquième – sont déjà remis en question pour cause de mécontentement syndical généralisé (le Monde des 3 et 5 juillet).

La première réforme, défendue au nom de la justice et de la qualité pédagogique par M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technologique, a été purement et simplement ajournée.

Un nouveau projet de décret où toute référence au fameux CCF a été gommée – sauf pour l'éducation physique et sportive – a été présenté aux syndicats, jeudi 12 juillet. Le Syndicat des enseignants de second degré (SNES, FEN), qui réclamait le retrait de la réforme, avec trois autres syndicats et dix-neuf associations de professeurs, a immédiatement salué le « recul du ministère ».

Quant au secrétariat d'Etat, il présente son retrait comme tactique, assurant qu'il va « se donner le temps de l'expliquer, de dépassion-

ner le débat » avant la reprise des discussions de l'automne. Le projet de décret, ainsi amputé de sa principale innovation, sera soumis au Conseil supérieur de l'éducation le 18 juillet ; il aligne le nombre d'épreuves du bac technologique sur celui du bac de l'enseignement général et instaure la même possibilité de rattrapage.

Le projet de suppression de la physique-chimie subira-t-il le même sort ? Il suscite en tout cas une fronde générale, plus étendue encore que la première puisque le SNF-PECC, premier syndicat de la FEN, et les parents de la PEEP (modérés) se sont joints mercredi 11 juillet au SNES, au SNALC, au SNEC et au SNLC-FO pour demander le « retrait pur et simple » du texte, prévu lui aussi à l'ordre du jour du Conseil supérieur du 18 juillet.

Seuls le SGEN-CFDT et le CNPF n'ont pas suivi les contestataires, tandis que les parents de la FCPE (gauche) s'abstiennent. Les détracteurs de l'enseignement des programmes s'inscrivent en faux contre les arguments du ministère, selon lesquels l'enseignement de la physique en sixième serait abstrait et rebutant, et estiment que la mesure ne sert qu'à dégrader des postes d'enseignement pour pallier la crise de recrutement.

M. Mitterrand : « On peut se demander si certains ministères ne sont pas désuets »

M. François Mitterrand, qui présidait, vendredi 13 juillet, l'installation du Comité scientifique de l'évaluation des politiques publiques, a notamment évoqué la nécessité de « repenser » les crédits budgétaires attribués à chaque ministère en tenant compte de leur rendement réel. « On peut même se demander s'il n'y a pas certains ministères qui seraient déjà désuets, et pourtant ils nous demandent », a affirmé le président de la République, en ajoutant : « D'autres activités administratives devraient naître. »

Les grèves à Air Inter et à Aéroports de Paris perturbent peu le trafic

Le programme réduit de 15 % d'Air Inter (70 vols supprimés sur 440) se réalisait normalement, le vendredi 13 au matin, malgré l'ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par les syndicats SNPT (autonome), CGT, CFDT et FO chez les personnels au sol. Les vols malentendus par l'heure et les retards ne devraient pas trop s'aggraver dans la soirée. De même, l'arrêt de travail organisé par FO à l'intention des personnels commerciaux d'Aéroports de Paris (ADP) ne provoquait aucune annulation de vol des compagnies dont l'engagement est assuré par ADP tout au plus quelques retards.

Ralliement à la majorité présidentielle

Le président du CDS du Gers rejoint France unie

AUCH

de notre correspondant

« J'étais dans une situation schizophrénique : il fallait que chaque jour je condamne une politique sur laquelle je suis globalement d'accord... » C'est en ces termes que le président du comité du CDS dans le Gers, M. Claude Bourdill, expert-comptable, trente-huit ans, a fait connaître à la presse locale, jeudi 12 juillet, son ralliement à la majorité présidentielle par le canal du mouvement France unie, lancé par le ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson. Cette annonce a produit l'effet d'une bombe politique. M. Bourdill, qui conduisait la liste d'union de l'opposition, à Auch, aux élections municipales de mars 1989, contre le maire socia-

liste sortant, M. Jean Laborde, député, qui a été réélu, est en effet l'un des principaux dirigeants centristes de la région Midi-Pyrénées.

M. Bourdill, qui s'est démis de ses mandats de député régional et départemental, a précisé qu'il avait été particulièrement choqué, ces derniers temps, par les pratiques internes de l'opposition au niveau national : « Carignon a été exclu du RPR parce qu'il avait appelé à voter socialiste contre le Front national, mais quand Gaudin s'allie avec le Front national on ne rencontre qu'un silence embarrassé », a-t-il souligné. Pourquoi deux poids et deux mesures ? Je n'ai fait, a-t-il conclu, que mettre mes actes en accord avec mes idées.

DANIEL HOURQUEBIE

Les obsèques de Paul Laurent

M. Marchais a rendu hommage à la « lucidité » et au « courage » de son ancien compagnon

De nombreuses personnalités politiques ont assisté, jeudi 12 juillet, devant la mairie du dix-neuvième arrondissement de Paris, auprès des dirigeants du Parti communiste français, aux obsèques de Paul Laurent, décédé le 8 juillet, à l'âge de soixante-cinq ans, des suites d'un cancer.

La municipalité de la capitale était notamment représentée par MM. Jacques Chirac, Jean Tiberi, Roger Romani, le PS par MM. Marcel Debarge, Jean-Marie Le Guen, Michel Charzat, Daniel Vaillant, le gouvernement par MM. Jean-Pierre Chevènement et Georges Serre.

Au nom de la fédération communiste de Paris, M. Henri Malberg explique, en évoquant « l'espoir fou de justice, de bonheur, de paix » des jeunes communistes à la Libération, que chez Paul Laurent « ce qu'il y

avait de plus profond, de plus pur dans cet engagement de jeunesse était resté intact ».

Extrêmement ému, M. Georges Marchais, ensuite, rendit hommage à « l'intelligence, la lucidité, la droiture » de Paul Laurent ainsi qu'à son « courage physique, moral et intellectuel » en se référant notamment à la période « des années 70 et 80 » lorsqu'il « lui fallut reconnaître, comme nous tous », souligne le secrétaire général du PCF en renvoyant implicitement au souvenir de l'union de la gauche, « que la politique dans laquelle il s'était investi avec son parti n'était pas la bonne et qu'il était nécessaire d'en changer. Son apport créateur à l'effort de renouvellement de notre parti aura été éminent ».

Paul Laurent a été inhumé au cimetière du Père-Lachaise.

L'ESSENTIEL

Débats

Credits militaires : « Ne devenons pas la musique ! », par Jean Lecaune ; Accession à la propriété : « Pour se loger en centre-ville », par Jean-Jacques Plette ; Tchecoslovaquie : « Très proche cousine », par Pierre Albertini..... 2

Scandale à Londres
Les dérapages verbaux d'un protégé de M. Thatcher..... 3

La révolte
des Iroquois
Les Indiens du Québec en guerre contre un terrain de golf..... 4

Les émeutes
au Kenya
Le président Arap Moi en butte à la colère des tribus..... 5

Combat de chefs
chez les travaillistes
Israéliens
M. Rabin marque des points contre M. Pères..... 6

La droite et l'Europe
L'Union pour la France n'existe pas à Strasbourg..... 6

La LICRA et le FN
M. Jean Pierre-Bloch estime que refuser des salles à M. Le Pen est une erreur..... 6

Journal d'un amateur
Cercles, par Philippe Boucher..... 8

Pollution nucléaire
Une usine de plutonium américaine a fait plusieurs victimes dans les années 1940..... 7

Tour de France
Claudio Chiappucci, nouveau maillet jaune..... 9

Ile-de-France

Une sibiène ville nouvelle en projet autour de Roissy..... 10

Nominations
M. Christian Dupavillon, directeur général du patrimoine..... 10

Communication
Un entretien avec M. Philippe Guillemaud..... 12

SANS VISA

● Montana, paradis bison ;
● Les crocodiles saints de Karachi ;
● Gastronomie..... pages 13 à 15

Politique monétaire
américaine
Desserrement des crédits et envolée de Wall Street..... 19

Génie des procédés
Une aide exceptionnelle du ministère de la recherche..... 20

Services

Abonnements..... 17
Jeux..... 14
Journal officiel..... 9
Carnet..... 10
Loto..... 17
Marchés financiers..... 22-23
Météorologie..... 17
Radio-Télévision..... 18
Spectacles..... 16

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 13 juillet 1990
a été tiré à 512 252 exemplaires.

Avec Le Monde sur Minitel

Admission

HEC, ESC Lyon, INT G

ESC La Rochelle, CUST

36.15 LE MONDE

Tapez RES